

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°461

AOUT 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK : LE KURDISTAN PRIVÉ DE BUDGET**
- **IRAN : MENACES D'INTERVENTION MILITAIRE AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **ROJAVA : VIOLENTS AFFRONTLEMENTS À DEIR EZ-ZOR**
- **TURQUIE : DISNEY PLACARDISE ATATÜRK**
- **LONDRES : LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE DES YÉZIDIS**
- **WASHINGTON : SANCTIONS CONTRE DEUX MILICES SYRIENNES SUPPLÉTIVES DE L'ARMÉE TURQUE**
- **DUHOK : LE DÉCÈS DE MONSEIGNEUR RABAN**

IRAK : LE KURDISTAN PRIVÉ DE BUDGET ?

Dans une stratégie concertée avec l'Iran, et sans doute aussi avec la Turquie, le gouvernement fédéral de Bagdad s'emploie à affaiblir la Région fédérée du Kurdistan et à saper la stabilité de son modèle d'autonomie.

Ainsi, après l'arme du pétrole, qui depuis l'arrêt en mars dernier des exportations du pétrole kurde via l'oléoduc transitant par la Turquie, prive le Kurdistan de ses ressources autonomes, Bagdad a à nouveau recours à l'arme budgétaire. Alors que selon le budget

voté en juin dernier, avec les voix des députés kurdes, qui ont assuré au gouvernement une majorité parlementaire, la Région du Kurdistan devait recevoir chaque mois une dotation de 900 milliards de dinars irakiens (environ 650 millions de dollars) Bagdad trouve toute sorte de prétextes pour ne plus honorer cet engagement.

Le Gouvernement régional du Kurdistan palliait partiellement à cette carence qui, dure depuis des mois grâce aux revenus de ses exportations pétrolières. L'arrêt de celles-ci le laisse désormais démun

et il ne parvient pas à payer les salaires des fonctionnaires et employés de son vaste secteur public. L'économie de la région est fragilisée et l'espoir d'une reprise prochaine des exportations pétrolières assurant un minimum d'autonomie financière s'amenuise. La Turquie avance des « problèmes techniques », Bagdad renvoie la balle à Ankara qui, de son côté, demande au gouvernement irakien de régler son contentieux avec Erbil. Le ministre turc de Affaires étrangères, Hakan Fidan, s'est rendu le 22 août à Bagdad où il a rencontré, outre son homologue

Fouad Hussein, le Premier ministre et le Président irakiens. Au menu de ses discussions le dossier de l'eau et des barrages sur le Tigre et l'Euphrate, deux fleuves qui prennent leurs sources au Kurdistan de Turquie avant d'arriver en Irak avec des débits de plus en plus faibles. La Turquie qui utilise à bon escient l'arme de l'eau dans ses tractations avec l'Irak ainsi qu'avec la Syrie, a proposé la création d'un « comité permanent » pour gérer la question de l'eau et promis « un dialogue soutenu » avec l'Irak à qui il a réitéré sa demande de « reconnaître le PKK comme organisation terroriste ». Aucune allusion n'a été faite aux violations incessantes de la souveraineté irakienne par l'aviation turque qui, dans sa guerre contre le PKK, bombarde des cibles militaires et civiles parfois à plus de 100 km de la frontière turque, en toute impunité.

La question de la reprise des exportations du pétrole du Kurdistan a été abordée au cours de cette visite. « Nous espérons trouver une solution » s'est contenté de dire sobrement le ministre irakien Fouad Hussein. Après Bagdad, le ministre turc s'est rendu à Erbil où il a notamment rencontré le Président et le Premier ministre du Kurdistan. Il leur a promis « une reprise prochaine des exportations ». En attendant, l'arrêt de ces exportations a déjà coûté plus de 4 milliards de dollars au Kurdistan et à l'Irak selon l'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan, APIKUR.

Alertés par les dirigeants kurdes pour inciter le gouvernement irakien à honorer ses engagements et à respecter ses obligations constitutionnelles la Mission de l'ONU et les Etats-Unis conseillent aux Kurdes de régler leurs problèmes par le dialogue avec Bagdad. Les visites successives des délégations kurdes sont restées infructueuses plongeant le Kurdistan dans une grave crise financière. Le 24 août une nouvelle délégation s'est ren-

due à Bagdad pour participer à l'élaboration d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures. Selon un accord signé en avril dernier entre Erbil et Bagdad les deux gouvernements doivent gérer conjointement le dossier de l'énergie. Mais dans un pays où des dispositions essentielles de la Constitution ne sont pas respectées par le gouvernement quelle foi accorder à des accords bilatéraux du moment ?

Le Kurdistan fait également face à la sécheresse et à la pollution. La rivière Petit Zab, qui prend ses sources dans la chaîne des montagnes du Zagros, au Kurdistan iranien, avant d'entrer au Kurdistan irakien où il se verse dans le barrage de Dukan avant de rejoindre le Tigre, n'est plus qu'un filet d'eau car l'Iran a construit sur son cours un grand barrage qui retient l'essentiel des eaux de cette rivière. De ce fait plusieurs localités du Kurdistan irakien, dont la ville de Qaladizeh, font face à une pénurie d'eau (voir p.30). Les eaux du fleuve Tigre sont, elles, polluées à Kirkouk par les rejets pétroliers (voir p.39).

Sur le plan politique, les Kurdes se préparent aux élections provinciales irakiennes du 18 décembre 2023. Faute d'unité, ils se présentent sur quatre listes notamment dans les provinces de Kirkouk et de Mossoul. Les Arabes seront représentés par trois coalitions principales, les Turkmènes par deux listes. A Kirkouk, la milice chiite Asaib Ahl al-Haq, soutenue par l'Iran, veut s'opposer par des manifestations bruyantes au retour du PDK. Depuis le 16 octobre 2017, date à laquelle le gouvernement irakien a pris le contrôle de Kirkouk par la force, le siège local du PDK était occupé par l'armée irakienne.

Le Premier ministre irakien a récemment pris un décret autorisant le PDK à retourner à Kirkouk où il bénéficie d'une large assise populaire afin de participer aux élections.

Les miliciens chiites, manipulés par l'Iran, s'opposent à cette décision et ont érigé des tentes et bloqué un temps la route reliant Kirkouk à Erbil. Il y a eu quelques affrontements réprimés par les forces de l'ordre. La milice Al-Haq a commis au cours des dernières années de multiples attaques contre les bases américaines et la Région du Kurdistan. Les dernières élections provinciales à Kirkouk remontent à 2005. La liste unie du Kurdistan y avait emporté 8 sièges sur 12 et le leader de la liste, le Dr. Najmaldine Karim, avait été élu gouverneur de Kirkouk, poste qu'il a occupé jusqu'au 16 octobre 2017 date de l'occupation de sa ville par l'armée irakienne. En raison des changements démographiques importants intervenus depuis 2017 dans cette province sous l'administration irakienne et le climat d'insécurité qui risque de perturber la tenue d'élections libres et équitables l'issue du scrutin reste incertain.

Dans les provinces de Duhok, Erbil et Suleimaniyeh formant la Région fédérée du Kurdistan, les élections parlementaires auront lieu le 25 février 2024 (voir p. 49). Elles pourraient être couplées avec des élections pour le renouvellement des conseils provinciaux qui n'ont pas eu lieu depuis 2011.

Les attaques turques par de drones se sont poursuivies tout au long du mois d'août. Ainsi le 6 août, la Turquie a mené une frappe de drone dans le district d'Amadiya, dans le gouvernorat de Duhok, qui a tué un civil nommé Alan Ismail et en a blessé un autre. De nouvelles frappes dans le district d'Amadiya les 6 et 7 août ont causé d'importants dégâts aux biens civils et aux terres agricoles. Des drones turcs ont également tué un civil et en ont blessé un autre dans le district de Chamchamal, dans le gouvernorat de Suleimaniyeh.

Le 12 août, un drone turc a frappé un véhicule près du district de

Penjwin, tuant trois civils, dont une étudiante en médecine et son père. Les premiers rapports affirmaient que le véhicule transportait

des membres du « PKK ». Cependant, il s'est avéré plus tard que tous les passagers étaient des civils, originaires de Mossoul,

mais résidant à Duhok. Au moins 115 civils ont été tués par la Turquie au Kurdistan irakien depuis 2015.

IRAN : MENACES D'INTERVENTION MILITAIRE AU KURDISTAN IRAKIEN

A l'approche du premier anniversaire de la mort de l'étudiante kurde Jîna Mahsa Amîni et du début du mouvement populaire de contestation « Femme, Vie, Liberté » les autorités iraniennes sont sur le qui vive. Ils intensifient la répression en procédant à l'arrestation des personnalités, d'activistes et des proches des personnes tuées par les forces du régime lors des manifestations de l'automne 2022 afin de semer la peur et la terreur au sein de la population. Amnesty International affirme que les familles des manifestants tués lors de la répression ont été victimes d'arrestations et de détentions arbitraires pour obtenir le silence et l'impunité sur le sort de leurs proches (voir p. 65).

D'autre part Téhéran cherche un moyen de faire diversion en intervenant militairement au Kurdistan irakien pour « nettoyer la région des terroristes qui menacent la sécurité de la République islamique et qui fomentent des troubles en Iran ». C'est le message que le 29 août le porte-parole du ministère iranien de Affaires étrangères Nasser Kanani a délivré au cours d'une conférence de presse. Le régime iranien fixe la date limite au 19 septembre « qui ne sera en aucun cas prolongée. Passé ce délai, si l'Irak ne respecte pas ses engagements le gouvernement iranien assumera sa responsabilité afin d'assurer la sécurité du pays » a-t-il martelé.

Cette menace iranienne avait déjà été formulée en avril dernier lors de la visite du président irakien Latif Rachid à Téhéran par son homologue iranien Ebrahim Raïssi.

Depuis, l'Irak a installé quelques cinquante tours de surveillance et une quarantaine de caméras tout au long de la frontière du Kurdistan irakien avec le Kurdistan iranien, une frontière passant par de hauts cols de montagne et mal délimitée. Les organisations kurdes visées sont le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) dont les chefs Dr. Abdul Rahman Ghassemlou et le Dr Sadegh Charafkandi ont été assassinés en Europe par des services iraniens en juillet 1989 et en septembre 1992. La justice allemande a incriminé « les plus hautes autorités de la République islamique » dans l'assassinat du Dr. Charafkandi et de deux de ses camarades en septembre 1992 à Berlin, en marge d'une réunion de l'Internationale socialiste à laquelle ils avaient été invités. Il y a aussi le mouvement Komala et le Parti de la Liberté du Kurdistan qui depuis des décennies sont réfugiés au Kurdistan irakien où ils poursuivent des activités politiques et culturelles.

Ces dernières années, l'Irak à de multiples reprises bombardé les camps des réfugiés kurdes iraniens et commis fréquemment des assassinats ciblés de militants kurdes iraniens en toute impunité.

L'Irak exige à présent le démantèlement des camps de ces organisations kurdes et leur expulsion. Le gouvernement irakien de Mohammed Chia al-Soudani soutenu par une coalition parlementaire pro-Irak n'est pas en mesure de s'opposer aux exigences de l'Irak. Mais le gouvernement du Kurdistan considère que les organisations kurdes iraniennes mènent des activités pacifiques et ne posent aucune menace militaire à

l'Irak et de ce fait l'Irak n'a aucun droit d'intervenir sur le territoire d'un Etat souverain. L'Irak de son côté invoque l'exemple de la Turquie qui, depuis des décennies ne cesse d'intervenir au Kurdistan irakien dans son interminable guerre contre les « terroristes du PKK » dont certaines unités sont basées à la frontière entre le Kurdistan irakien, iranien et de Turquie.

Voici les faits marquants de la répression au mois d'août :

Le 5 août, une prisonnière kurde, Soheila Mohammadi, détenue depuis trois ans à la prison de la ville kurde d'Ourmia, s'est cousue la bouche avant d'entamer une grève de la faim. Mère d'un enfant, elle avait déjà tenté de se suicider il y a quelques mois en se poignardant dans la poitrine avant d'être sauvée par des codétenues pour protester contre les terribles conditions de détention dans les prisons iraniennes (voir p. 50)

Selon l'ONG Hengaw, les forces du régime iranien ont début août arrêté des dizaines de manifestants dans le village d'Aqdara, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, et en ont grièvement blessé trois. Le raid sur Aqdara a commencé lorsque plusieurs hommes kurdes se sont rassemblés devant une mine d'or et ont exigé un emploi. Les forces de sécurité iraniennes et les responsables municipaux d'Illam ont détruit une maison kurde, dispersé une petite manifestation, blessé trois Kurdes et arrêté six autres. Le régime a également arrêté un certain nombre de militants à travers le Kurdistan iranien, notamment Mohammed Haseli à Sarabbagh,

Assad Mohammaxdi, Massoud et Ibrahim Mirzaie, et Hozan Baba Karimi à Senna, Omed Mazloum à Mahabad, Murad Tajgarodun à Naghadeh, Yassir Noori à Jiwandro, Hussein Chokali. à Ourmia et Haider Qubati à Kermanshah. Enfin, les tribunaux révolutionnaires islamiques ont condamné Burhan Saedi à deux ans de prison pour « formation de groupes contre la sécurité nationale » à Senna, Bayan Salehian à huit mois de prison à Saqqez et Waran Mohammadnejad à un an de prison.

Le régime iranien a commencé à soumettre à un traitement psychiatrique les femmes qui défient les lois sur le hijab. Cela fait suite à la réactivation officielle par le régime de la « police des mœurs ». Mi-août les autorités iraniennes ont arrêté plusieurs militants kurdes, dont Wali Museeni à Murimuri, cinq militants écologistes à Marivan, Aso Abdullahi à Diwandara, Aram Rohi à Saqqez, Poria Ahmadi et le reste de sa famille à Senna, ainsi que 46 manifestants à Agh Darreh, près d'Ourmia. Selon l'Organisation Hengaw les autorités iraniennes ont arrêté au moins 131 citoyens

kurdes en juillet. Enfin, le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) et les gardes-frontières iraniens ont tué un porteur frontalier kurde (kolbar) et en ont blessé huit autres près de Nowsud et Baneh.

En août des incendies de forêt ont ravagé plusieurs forêts près de Marivan. Les efforts locaux pour lutter contre les incendies, malgré le soutien des organisations humanitaires et des volontaires d'autres villes, ont été entravés par le manque d'aide du gouvernement iranien. Les incendies ont commencé près du village de Dereveran le 3 août et les médias officiels ont souligné l'absence du gouvernement iranien pendant la crise actuelle. En fait, certaines sources locales ont suggéré que des entités liées aux Gardiens de la révolution (CGRI) avaient délibérément allumé un ou plusieurs incendies.

Fin août, le régime iranien a arrêté au moins 15 personnes à Senna, Shabad, Sardasht, Saqqez, Kermanshah, Awadam, Bokan, Marivan, Ilam et Quchan. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient trois femmes, dont une adolescente

de 16 ans. Dans le même temps, les tribunaux iraniens ont condamné à la prison plusieurs manifestants et militants kurdes. Mehdi Ghayas a été condamné à six mois de prison à Ilam, Arsalan Mahmudi a été condamné à trois ans de prison à Mahabad et une militante nommée Freshta Mansouri a été condamnée à six mois de prison à Sarbaleh.

Sur le plan diplomatique, les États-Unis et l'Iran ont conclu un accord de principe pour libérer cinq Américains détenus par l'Iran en échange du dégel d'environ six milliards de dollars d'avoirs iraniens en Corée du Sud. Le Qatar a servi de médiateur pour cet accord qui devrait entrer en vigueur en septembre. De nombreux républicains, dont le représentant Michael McCaul, ont rejeté l'accord, mais le représentant Adam Smith a défendu l'accord en disant : « C'est l'argent de l'Iran qui se trouvait en Corée du Sud, donc ce n'est pas une prime ». L'accord n'a cependant pas réduit les tensions dans le détroit d'Ormuz, car les États-Unis envisagent de déployer des Marines sur des navires commerciaux pour empêcher les Iraniens de s'en emparer.

ROJAVA : VIOLENTS AFFRONTLEMENTS À DEIR EZ-ZOR

Habitué à des attaques récurrentes de l'armée turque faisant usage de drones et de l'artillerie à longue portée et de ses mercenaires syriens et aux accrochages intermittents avec des djihadistes de Daech, le Rojava a connu en août des affrontements violents et meurtriers dans la province à majorité arabe de Deir ez-Zor, contrôlée par un conseil rattaché aux Forces démocratiques syriennes. C'est l'arrestation le 27 août du chef de ce conseil militaire local Ahmad al-Khabi, dit Abou Khawla, qui a déclenché les hostilités. Ce dernier était accusé de juiveuses activités de contrebande. Il

lui est reproché également d'avoir recruté de manière indépendante plus d'un millier de combattants tribaux sans la supervision des FDS et à ses propres frais.

L'arrestation d'Abou Khawla a suscité de vives tensions avec sa tribu qui ont fini par dégénérer en affrontements armés. Le régime syrien et probablement aussi les services turcs et iraniens ont profité de l'occasion pour transformer cette mutinerie en un conflit entre les FDS à dominante kurde et les tribus arabes. Les FDS ont décrété l'état d'urgence et engagé des négociations avec les tribus arabes locales pour leur expliquer qu'il s'agissait

de sanctionner un chef militaire qui s'était comporté en chef de bande mafieuse nuisant à la réputation des FDS et à la sécurité de la région. La sanction a été prise après de nombreuses plaintes des habitants arabes depuis plus d'un an d'après les autorités kurdes.

Selon un journaliste local cité par l'AFP (voir p. 63) « des commandants corrompus se sont sentis menacés après l'arrestation d'Abou Khawla et ont essayé de transformer la situation en une question tribale et arabe afin de se protéger ».

Les FDS ont lancé le 25 août une opération pour renforcer la sécurité

dans la province de Deir ez-Zor contre l'E.I. et les criminels impliqués dans le trafic de drogue et la contrebande d'armes. L'opération a duré plusieurs jours et, selon un décompte rapporté par l'AFP, ont fait 22 morts dont 16 partisans d'Abou Khawla et 3 membres des FDS ainsi que 3 civils. Selon les FDS, l'ordre a été rétabli et le calme est revenu dans la province.

Dans la même province, le 10 août Daech a attaqué un car syrien transportant des soldats. « Au moins 26 soldats ont été tués et 11 blessés » selon un bilan établi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les activités de Daech dans les zones rurales et désertiques de Syrie sont de plus en plus fréquentes et meurtrières. Malgré la fin de son « combat » en 2019 et l'élimination de quatre de ses chefs successifs, Daech continue de mener des opérations de guérilla tant en Syrie qu'en Irak.

Voici la chronique d'autres faits marquants du mois au Rojava

Le 2 août, une attaque de Daech à Markada a blessé quatre membres des FDS. Une deuxième attaque de Daesh, le 2 août, a tué un membre des FDS dans la région d'Al Saada, à Hassaké, et une troisième a blessé cinq membres du Hezbollah.

Le 3 août, un drone turc a visé une voiture sur la route Ali Faro à Hassaké et a grièvement blessé au moins deux civils.. Des combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des groupes soutenus par la Turquie ont été tués lors d'affrontements autour de Tal Tamer. Enfin, une mine terrestre a tué quatre femmes et un enfant dans une ville au nord de Raqqa.

Le 5 août, Daech a tué trois membres des FDS avec un engin explosif sur la route Raqqa-Khunta. Le 6 août, une cellule de Daech a publié des tracts à Al Tayana, contrôlé par les FDS, menaçant d'exécuter les femmes qui ne respecteraient pas le code vestimentaire de la « charia ». L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a enregistré 103 opérations de Daech dans le nord-est de la Syrie depuis le 1er janvier 2023. Cela dit, un raid conjoint des FDS et de la coalition dirigée par les États-Unis a capturé un chef de cellule de Daech à Daman, dans le gouvernorat de Deir ez Zor. le 5 août.

Le 9 août, l'artillerie turque a dirigé ses tirs vers le village de Shirka situé au sud de l'autoroute M4, entraînant la mort de trois civils, dont une grand-mère et deux enfants. Par ailleurs, trois personnes ont été blessées. Toutes les victimes étaient issues de la même famille. Vedant Patel, porte-parole du Département d'État américain, a souligné qu'aucune autorisation ni consentement n'avaient été accordés pour les opérations turques. Il a appelé toutes les parties impliquées à respecter et à montrer du respect pour les cessez-le-feu existants. Lors d'un autre incident survenu à Afrin, occupée par la Turquie, des factions soutenues par la Turquie ont enlevé trois civils kurdes. Par la suite, deux des personnes enlevées ont été libérées après le paiement d'une rançon.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) a rapporté que l'Organisation nationale de renseignement turque (MIT) et la police civile soutenue par la Turquie avaient kidnappé quatre civils à Afrin, occupée par la Turquie. Le SOHR a également déclaré que l'une des victimes, un homme de 48 ans, avait été emmenée dans une prison du centre

d'Afrin et violemment torturée par ses ravisseurs. Une autre victime était un jeune homme du gouvernorat d'Idlib.

Le 15 août, les unités antiterroristes (YAT) des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont neutralisé un responsable de Daech nommé Ibrahim al Ali, également connu sous le nom d'Abou Moudjahid, après que celui-ci ait refusé de se rendre à Raqqa. La coalition dirigée par les États-Unis a soutenu le raid par une surveillance aérienne. Le Groupe antiterroriste (CTG) du gouvernement régional du Kurdistan a également contribué à l'opération.

Au moins un journaliste a été tué par un drone turc près du village de Mazar Shaikh Jabr, sur la route Qamishli-Amuda. La personne tuée serait Najmaddin Faisal Haj Sinan, journaliste à la chaîne de télévision Jin. Au moins une autre personne, une journaliste, a également été blessée lors de l'attaque du drone.

Par ailleurs, en réponse à l'escalade des pressions inflationnistes en Syrie, où la livre syrienne a perdu plus de 80 % de sa valeur en seulement trois mois, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a annoncé une augmentation substantielle des salaires de son personnel administratif et de ses employés. Le salaire mensuel minimum du personnel de l'AANES a été porté à 75 dollars, tandis que le salaire maximum a été ajusté à environ 590 dollars. Cet ajustement salarial vise à faire face à la détérioration de la situation économique et à une inflation galopante. Les conditions économiques désastreuses ont déclenché des protestations dans le sud de la Syrie, gouverné par le régime syrien, alors que le coût des biens essentiels est monté en flèche.

TURQUIE : DISNEY PLACARDISE ATATÜRK

La chaîne américaine Disney, encouragée par la Turquie, avait préparé une série télévisée consacrée à Atatürk pour commémorer le centenaire de la fondation de la République turque. Cette série glorifiant « le père des Turcs » devait être diffusée aux Etats-Unis et dans le monde entier. Devant un tollé des descendants des victimes du dictateur turc (Arméniens, Grecs, Kurdes) criant au scandale, la chaîne a dû rétro-pédaler et renoncer à cette diffusion planétaire de la propagande nationaliste turque. Cette décision a provoqué des réactions virulentes des dirigeants turcs qui menacent de prendre des sanctions contre Disney. Selon le vice-président du parti au pouvoir (AKP) Omer Çelik « il est dommage qu'une plateforme basée aux Etats-Unis ait succombé à la pression du lobby arménien et annulé la série Atatürk sans la diffuser ». Il juge « cette attitude irrespectueuse des valeurs de la République et de notre nation ». Pour calmer les esprits et sans doute protéger son marché turc, Disney a assuré qu'il s'agissait d'un « changement de stratégie » et que « la série sera diffusée en deux parties dans les cinémas à la fin de l'année ». Piètre consolation car les quelques rares cinémas susceptibles de programmer ce film vont devoir y réfléchir à deux reprises devant le risque de protestation. Atatürk se retrouve ainsi dans un placard de Disney.

La Turquie a dû renoncer également à la célébration du 100^{ème} anniversaire du Traité de Lausanne qui a consacré en Droit internatio-

nal le nouvel État turc et ses frontières. Le Palais Rumine où le traité avait été signé n'était pas disponible « pour travaux » et les cosignataires du Traité n'avaient sans doute non plus pas très envie de s'afficher avec Erdogan et lui servir de faire valoir.

Le désamour envers le régime turc se manifeste aussi dans la République tchèque où le 15 août le maire d'un arrondissement de Prague a rejeté la demande de l'ambassadeur turc d'ériger une statue d'Atatürk dans un parc de sa municipalité (voir p. 14-15). Cuba et l'Australie font partie des rares pays qui honorent par de statues la mémoire du fondateur de la Turquie.

Cela étant, le président turc semble se moquer de ce qui se passe à l'étranger. Intervenant à tout bout de champ dans les médias turcs il veut persuader que le 21^{ème} siècle sera « le siècle turc ». Son compère indien Modi parle lui aussi du « siècle indien » et bien sûr le président Xi Jin Ping mobilise son peuple et son armée pour que la Chine devienne la première puissance mondiale et que le 21^{ème} siècle soit le siècle de la prédominance chinoise. On ignore si les Turcs sont au courant des ambitions de leurs concurrents ou s'ils croient aux balivernes de leur président.

Les voix critiques sont poursuivies pour « terrorisme » ou « trahison ». Ainsi les militants kurdes qui en octobre 2014 avaient protesté contre la complicité de la Turquie avec les djihadistes de Daech assiégeant la ville kurde de Kobanî

sont depuis des années en procès. La 29^{ème} audience de ce procès a eu lieu en août. 108 hommes politiques du parti démocratique des peuples (HDP), dont 18 emprisonnés, y comparaissent pour des veillées de solidarité avec les résistants kurdes de Kobanî. Pour la justice turque, il s'agit d'un « soutien à l'organisation terroriste PKK ». Le président turc, qui a publiquement souhaité la chute de Kobanî aux mains de Daech, organisation sanguinaire et terroriste, s'érige en principal accusateur des militants kurdes et demande qu'ils soient condamnés à de lourdes peines même si le dossier est vide.

Menacé de dissolution, le HDP qui a, avec 6 millions de voix et une soixantaine de députés, été la deuxième formation d'opposition au Parlement turc, se prépare à cette fin annoncée. Il a tenu son 4^{ème} congrès extraordinaire et élu ses deux co-présidents Sultan Ozcan et Cahit Kurtacak appelés à devenir les liquidateurs judiciaires de ce parti qui est remplacé par le parti de la Gauche Verte (Yesil Sol Parti) représenté au Parlement par une soixantaine de députés.

Par ailleurs, plusieurs ONG kurdes se sont réunies dans la capitale kurde Diyarbakir pour discuter d'un projet de transformation de la prison N° 5 de Diyarbakir, de sinistre mémoire en un musée des droits de l'homme, commémorant la longue histoire de torture et d'abus subis par les Kurdes dans les prisons turques (voir Mehdi Zana, Prison n° 5, éditions Arlea, Paris 1995)

LONDRES : LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE DES YÉZIDIS

En août 2014 les forces de Daech avaient envahi le Mont Sinjar (Shengal en kurde) foyer historique des yézidis au Kurdistan irakien. Les hommes ont été arrêtés et souvent fusillés sur place sans autre forme de procès car considérés par les islamistes fanatiques comme infidèles hérétiques dont, selon leur version de la charia (loi islamique), la mort est licite (halal). Les femmes et les jeunes filles ont, elles, été faites prisonnières et considérées comme un « butin de guerre » à partager entre les djihadistes. Certaines, converties de force à l'islam, ont été offertes comme « épouses » à des djihadistes, d'autres ont été rendues au statut d'esclaves et vendues comme telles sur les marchés d'esclaves. Malgré les défaites infligées à l'État islamique d'abord en 2017 par les Peshmergas, puis en 2019 par les combattants kurdes syriens et en dépit de tous les efforts déployés par un comité financé et missionné par le président du Kurdistan pour le rachat et la libération de ces femmes devenues esclaves. 2700 d'entre elles sont toujours portées disparues selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

C'est cette immense tragédie humaine qui à ce jour n'a pas été réparée par le gouvernement irakien, lequel tout en reconnaissant le génocide subi par la population yézidie, n'a entrepris aucune initiative de justice et de réparation pour cette population qu'il n'a pas su défendre. Aucun programme de reconstruction de villes et villages yézidis dévastés n'a à ce jour été annoncé et plus de 200.000 yézidis sont toujours déplacés au Kurdistan dans de vétustes camps ou en Europe en tant réfugiés.

Ce sont ces réfugiés yézidis en Europe soutenus par les organisations de la diaspora kurde et par les ONG des droits de l'homme qui essaient d'obtenir justice devant les institutions européennes et internationales. Grâce à cette mobilisation, la justice allemande a été la première à reconnaître le 30 novembre 2021 en condamnant un ancien combattant de l'État islamique, Taha Al-Jumail, pour « actes de génocide et crimes contre l'humanité en Irak » envers la population yézidie, qualification confirmée en janvier 2023 par la Cour fédérale de justice allemande. En janvier le Bundestag a reconnu le génocide perpétré par Daech

contre les yézidis. Depuis d'autres parlements et organisations internationales ont reconnu ce génocide.

S'inspirant du précédent allemand le Royaume-Uni a, le 1^{er} août, officiellement reconnu que « le groupe djihadiste État islamique a commis des actes de génocide à l'encontre des yézidis en 2014 ». Cette reconnaissance a été annoncée à l'occasion des commémorations organisées à Londres pour le 9^e anniversaire de l'invasion du Mont Sinjar par les djihadistes. Elle a été saluée par l'ensemble de la communauté yézidie, et au-delà par tous les Kurdes. La figure de proue de ce combat, Nadia Mourad, ex-victime de Daech et Prix Nobel de la Paix, a salué « ce geste important » et exprimé l'espoir que « le Royaume-Uni cherche à présent la justice pour les victimes » en poursuivant les djihadistes nés sur l territoire britannique.

D'après l'AFP, c'est la cinquième fois que le Royaume-Uni reconnaît officiellement un génocide après l'Holocauste, le Rwanda, Srebrenica en Bosnie, et le génocide perpétré par les Khmers Rouges au Cambodge.

WASHINGTON : SANCTIONS CONTRE DEUX MILICES SYRIENNES SUPPLÉTIVES DE L'ARMÉE TURQUE

Le sort dramatique des populations civiles dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque n'a à ce jour guère suscité des réactions sérieuses des pays occidentaux. Cela malgré les alertes lancées par les ONG kurdes et internationales, et en dépit des témoignages accablants, souvent accompagnés de vidéos.

En 2020, la Commission d'en-

quête indépendante et internationale (COI) des Nations-Unies sur le conflit syrien avait dénoncé « les exactions commises par les groupes armes syriens pro-turcs à l'encontre des populations kurdes des territoires désormais passés sous le contrôle d'Ankara ». Elle avait estimé que la Turquie pourrait être « pénalement tenue pour responsable des graves violations commises par ses alliées de l'Armée nationale syrienne ».

A la suite de ce rapport accablant, le Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, avait appelé la Turquie à « lancer immédiatement une enquête impartiale, transparente et indépendante sur les incidents ayant impliqué des groupes armés sous le contrôle effectif d'Ankara ».

Les autorités turques lui ont opposé une fin de non-recevoir

catégorique. « Nous rejetons entièrement les allégations infondées contre des groupes de l'opposition syrienne opérant sur le terrain pour combattre le terrorisme et permettre le retour des réfugiés » lui a répondu le ministre turc des Affaires étrangères. Et l'ONU a renoncé à aller au-delà.

En juillet 2022, une enquête menée par le Syrian Justice Accountability Centre (SJAC) a révélé, entre autres, les pratiques criminelles qui permettent au chef de la brigade Suleiman Shah, Mohammad Hussein al-Jassem, de générer plus de 30 millions de dollars par an. Selon cette enquête cette milice fait subir des crimes tels que « viols, harcèlements ou enlèvements des habitants » du canton d'Afrin, sous occupation turque depuis mars 2018. Elle les force à « abandonner leurs maisons ou de payer d'importantes rançons pour la restitution de leurs biens ou des membres de leur famille ». Stratagème qui aurait engendré des dizaines de millions de dollars par an en paiement de rançons atteignant chacune entre 1000 et 25000 dollars. Selon le SJAC, le chef de la milice Hamza détiendrait ainsi 65 millions de dollars dans les banques turques. Le SJAC, dans son rapport souligne que « l'exploitation des terres confisquées à des habitants kurdes d'Afrin permet au chef de la milice de vendre via des intermédiaires des olives à la coopérative agricole Türkiye Tarım Kredi Kooperatifleri (ACC), placée sous l'autorité du ministère turc de l'Agriculture, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'ACC raffine ensuite l'huile puis la revend aux exportateurs turcs, avant d'être écoulee dans le monde entier, sous étiquette turque ».

A la suite de cette avalanche de révélations le Département américain du Trésor a annoncé le 17 août qu'il venait de sanctionner

deux groupes armés syrien pro-turcs, la Brigade de Suleiman Shah et la Division Hamza, ainsi que leurs chefs, pour leur implication dans de « graves atteintes aux droits humains contre les personnes résidant dans la région d'Afrin ». La Brigade Suleiman Shah, constituée en grande majorité de Turkmènes, est financée et armée par la Turquie qui s'en est servie également en Lybie et au Haut Karabagh. Elle est accusée par le Trésor américain de « soumettre la population d'Afrin à des enlèvements et des extorsions ». Elle a « ciblé les résidents kurdes d'Afrin, dont beaucoup sont victimes de harcèlement, d'enlèvements ou d'autres abus jusqu'à ce qu'ils soient forcés d'abandonner leurs maisons ou de payer de fortes rançons pour la restitution de leurs biens ou des membres de leur famille » indique le Trésor américain. La Division Hamza, qui a également servi en Lybie et au Karabakh, est « impliquée dans les enlèvements, des vols de biens et des actes de tortures (...) et elle gère également des centres de détention dans lesquels elle retient ceux qu'elle a enlevés pendant de longues périodes ».

Les sanctions visant ces deux milices et leurs principaux chefs relèvent du décret présidentiel (EO) 13894 : « Tous les biens et intérêts sur les biens » des entités et personnes visées « qui se trouvent aux Etats-Unis, ou sont en possession ou sous le contrôle des personnes américaines doivent être bloqués et signalés au Trésor américain » (...). En outre, les ressortissants non américains qui effectueraient des transactions avec les individus sanctionnés sont susceptibles de faire l'objet de sanction ».

Le Trésor américain a également placé l'entreprise al-Safir Oto, appartenant au frère du chef de la Division Hamza qui par le

biais de ses centres d'Istanbul et de Gazi Antep permet d'investir en Turquie les revenus des pratiques criminelles de chefs de la Division Hamza.

La décision américaine a une portée symbolique. Elle a le mérite de reconnaître et de dénoncer certains des crimes perpétrés par ces deux milices inféodées à l'armée turque et contrôlées par Ankara. Il s'agit des crimes de guerre commis dans des territoires sous occupation turque dont la puissance occupante, la Turquie, devrait être tenue responsable.

L'administration américaine omet d'incriminer directement son « alliée stratégique de l'OTAN ». Elle s'en prend à ses mercenaires qui, selon toute vraisemblance, n'ont ni biens ni fortune aux Etats-Unis. Comme le soulève le rapport du SJAC, leur fortune est placée dans les banques turques contre lesquelles le Trésor américain n'annonce aucune sanction pas plus que contre les coopératives agricoles turques, dépendant du ministère turc de l'Agriculture, qui achètent à ces milices criminelles les milliers de tonnes d'olives confisquées à leurs propriétaires kurdes d'Afrin les raffinent et les commercialisent.

Le 3 août, l'armée américaine, après une opération anti Daech avait réitéré « ses inquiétudes concernant le recrutement et le paiement continu de combattants, dont certains étaient d'anciens membres de l'EI » par la plupart des groupes soutenus par Ankara. En juillet 2021, Washington avait sanctionné la milice syrienne Ahrar al-Charkya, qui avait en 2019 exécuté la femme politique kurde Hevrin Khalaf, pour son recrutement d'anciens membres de Daech. Sanctions restées symbolique et sans conséquence, ignorées par Ankara.

DUHOK : LE DÉCÈS DE MONSEIGNEUR RABAN AL-QAS

Monseigneur Raban al-Qas, évêque chaldéen de Duhok et grande figure de la communauté chrétienne du Kurdistan, est décédé le lundi 28 août à Duhok à l'âge de 74 ans.

Né en 1949 dans le village de Kane du district d'Amadia, Raban al-Qas était une personnalité éminente des chrétiens du Kurdistan, très respectée parmi les musulmans également. Chantre de la coexistence pacifique des religions, amoureux du Kurdistan, attaché à ses traditions culturelles et religieuses pluralistes, cet homme de bien était aussi un bâtisseur.

Il a joué un rôle important dans la reconstruction dans les années 1990 des villages chrétiens détruits par la dictature de Saddam

Husseïn (voir le livre témoignage de Domitille Lagourgue « Espoir, j'écris ton nom », éditions Jean-Claude Lattès, 1997). Il a également créé à Duhok un emblématique Lycée international laïc accueillant des enfants de toutes origines et de toutes confessions où, à côté du kurde et de l'araméen, sont enseignés l'arabe, l'anglais et le français. Polyglotte, maîtrisant le français, l'anglais et l'italien outre l'arabe, l'arabe, l'araméen et le kurde, il n'hésitait pas à prendre son bâton de pèlerin pour venir plaider en Europe, notamment en France et en Italie et au Vatican, la cause de sa communauté et celle d'un Kurdistan indépendant qu'il appelait de ses vœux.

Apprécié par le pape Jean-Paul II qui aimait ses cantiques en araméen, langue du Christ, il était également

bien introduit auprès de ses successeurs, notamment François. Il a été l'un des architectes de l'établissement des relations entre le Vatican et le Kurdistan, relations qui sont excellentes et qui ont été couronnées par la visite du Pape à Erbil le 7 mars 2021.

L'Institut kurde entretenait depuis les années 1990 des relations d'amitiés et de coopération étroites et cordiales avec lui. Son décès est une grande perte pour les chrétiens du Kurdistan et pour le peuple kurde. Le Président et le Premier ministre du Kurdistan, ainsi que des personnalités de tous horizons, lui ont rendu un vibrant hommage.

Conformément à ses dernières volontés, ses obsèques ont eu lieu dans son village natal de Kane.



Le Français Louis Arnaud détenu en Iran depuis plus de trois cents jours

La pétition lancée par son comité de soutien a dépassé mardi 1^{er} août les 100 000 signatures.

Cela fait plus de trois cents jours que Louis Arnaud, un consultant de 35 ans qui voyageait sur la route de la soie, est détenu en Iran. Une pétition appelant à sa libération a recueilli plus de 100 000 signatures en deux semaines, a annoncé mardi 1^{er} août son comité de soutien, qui exhorte le gouvernement français « à intensifier ses efforts » en vue de sa libération.

« Nous lançons cet appel du cœur afin de venir en aide à Louis Arnaud, notre ami, notre frère, notre fils », peut-on lire sur [cette pétition mise en ligne](#) le 16 juillet et qui a recueilli à ce jour 100 282 signatures.

« Louis est un passionné de voyages qui a entrepris un périple en juillet pour réaliser son rêve de parcourir la route de la soie par voies terrestre et maritime. Cependant, le 28 septembre 2022, son voyage a pris un tournant dramatique lorsqu'il a été arrêté en compagnie d'autres voyageurs rencontrés sur les routes », écrit mardi le comité de soutien dans un communiqué. Ses proches précisent que M. Arnaud « a fait le choix délibéré d'éviter l'avion, affirmant ainsi son engagement écologique lors de son périple ».

« Aucune accusation fondée »

Dans un précédent communi-



PHOTO Manifestation de soutien aux ressortissants français détenus par le gouvernement iranien, Cécile Kohler (photo à gauche) et Louis Arnaud (pancarte), sur l'esplanade du Trocadéro à Paris, le 28 janvier 2023. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

qué, le comité avait affirmé que « Louis et des compagnons de voyage européens s'étaient tenus éloignés des manifestations qui ont débuté mi-septembre [en Iran] alors qu'ils se trouvaient déjà dans le pays depuis plusieurs semaines ». Les voyageurs « se rendaient à un site d'Escape game pour célébrer l'anniversaire de l'une d'entre eux lorsqu'ils ont brusquement été arrêtés et conduits à la prison d'Evin de Téhéran ».

Alors que ses compagnons de voyage européens ont depuis été libérés, « Louis est toujours détenu dans la prison d'Evin, sans qu'aucune accusation fondée n'ait été portée contre lui ». « Face à cette situation préoccupante, nous lançons un appel à notre gouvernement et à sa diplomatie pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue de la libération de Louis », exhorte le comité de soutien, qui s'inquiète des « conséquences psychologiques et physiques irréver-

sibles que cette détention prolongée pourrait avoir sur Louis ».

Une dizaine de ressortissants occidentaux détenus

La République islamique d'Iran détient plus d'une dizaine de ressortissants occidentaux, pour la plupart binationaux, et elle est accusée par les soutiens des prisonniers et des ONG de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations.



Kurdistan's Weekly Brief August 1, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iranian regime forces **arrested dozens** of protestors in West Azerbaijan Province's Aqdara village and severely wounded three. The raid on Aqdara began when several Kurdish men gathered in front of a gold mine and demanded employment. Iranian security forces and municipal officials in Ilam **destroyed** a Kurdish home, broke up a small demonstration, wounded three Kurds, and arrested six more. The regime also arrested a number of activists across Iranian Kurdistan, including **Mohammed Haseli** in Sarabagh, **Assad Mohammadi**, Massoud and Ibrahim Mirzaie, and **Hozan Baba Karimi** in Senna, **Omed Mazloun** in Mehabad, **Murad Tajgarodun** in Naghadeh, **Yassir Noori** in Jwanru, **Hussein Chokali** in Urmia, and **Haider Qubati** in Kermanshah. Lastly, Islamic Revolutionary Courts sentenced **Burhan Saedi** to two years in prison for "forming groups against the national security" in Senna, **Bayan Salehian** to eight months in prison in Saqqez, and Waran Mohammadnejad to one year in prison.

Iraq

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) responded to U.S. threats to stop supporting the Peshmerga because of internal divisions by reaching a **five-point agreement** on July 30. Both parties agreed internal divisions should not impede the delivery of essential services in Iraqi Kurdistan and expressed a desire to support the Kurdistan Regional Government's (KRG) Ninth Cabinet. Representatives from the U.S.-led Coalition met with the Ministry of Peshmerga to **discuss** implementing the reforms agreed upon last Sep-

tember. The U.S. desires quicker change, however, and asked Minister of Peshmerga Shosh Ismail to cease his boycott protesting the PUK's influence on Peshmerga affairs and **return to work**.

Disputes continued regarding the salaries of KRG employees last week. A source told **Kurdistan 24** that Baghdad will send some money to pay KRG employee salaries this week. Similarly, Omid Sabah from the KRG Ministry of Finance said that Baghdad and Erbil have come to a written agreement on the implementation of the budget law and plan to "fund the KRG immediately." That said, unresolved questions remain, and a delegation from the KRG Ministry of Finance is set to **visit Baghdad** to discuss the salary issue on July 31. KRG spokesperson Peshawa Hawramany **said** the Iraqi government should send the budget if it believes the KRG is part of Iraq.

Syria

On July 28, special security units affiliated with the Syrian Democratic Forces (SDF) **arrested** five Da'esh terrorists in the al Hol camp. A joint SDF-U.S.-led Coalition operation **captured** another Da'esh operative outside of Deir Ez Zor on July 30. Despite the SDF and Coalition's successes, Da'esh remains a persistent threat in Syria and launched **two attacks** in SDF and Assad regime-controlled territories that caused 11 casualties. Meanwhile, on July 27, an abandoned landmine **injured** four children who were collecting scrap metal near Deir Ez Zor.

On July 27, the Russian Foreign Ministry announced that normalization between Damascus and

Ankara would **continue** via the Astana process, though it is unknown where future meetings will be held. In June, Kazakhstan announced it would no longer host such talks. Nonetheless, Syrian Foreign Minister Faisal Miqdad **met with** Iranian officials in Tehran on July 30 to discuss strengthening ties between the two nations and furthering the Assad regime's normalization. Concurrently, on July 29, Lebanese Minister of the Displaced Isam Charafeddine **announced** he is ready to discuss the issue of Syrian refugees in Lebanon with the Assad regime in Damascus. On July 27, Turkey **declared** its intent to move more than one million displaced Syrians back to Syria. Turkey has already deported 950 refugees to northwestern Syria during the **past week** and intends to settle large numbers of Syrians in formerly Kurdish areas to alter their demographics. On July 31, Turkey **completed** the construction of 50 new apartments in Afrin's Shahr District, which was once majority Kurdish.

Turkey escalated its bombardment of several areas in northern Syria. On July 25, Turkish forces **bombed** the SDF-controlled Qabur Qaranja village near Tel Tamer. The next day, Turkey **shelled** the villages of al Darara and Tal Qara, and Turkish proxies **raided** nine civilian homes in Tal Abyad, destroying property and stealing personal belongings. On July 27, Turkish proxies **arrested** four Kurdish people in Afrin for serving the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) before Turkey occupied the city. On July 28, a Turkish drone strike on an SDF training camp near Khirbet Khoy **killed** four and wounded eight. On July 30,

Turkey and its proxies **wounded** three civilians when they shelled Tal Laban and Tal Tamer. On Monday, July 31, a Turkish bombing **injured** a woman and her child in Afrin, and Turkish artillery **killed** two SDF personnel east of Ain Issa. The AANES **condemned** the silence of the U.S.-led Coalition on Turkey's ongoing aggression and warned it could weaken the SDF and other allies' willingness to partake in future joint operations.

Turkey

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) and its offshoot the Green Left Party (YSP) continued holding public meetings across Turkey to discuss new ideas and improving political performance after May's elections. The **HDP announced** 400,000 people and hundreds of its leaders participated in the meetings. Turkey's Kurdish parties faced criticism after they lost several seats in Turkey's Grand National Assembly and Turkish President Recep Tayyip Erdogan was reelected. The HDP and its allies are now preparing for provincial elections in March 2024.

President Erdogan raised Turkey's interest rate for a **second consecutive month** in an attempt to revitalize the nation's sluggish economy. At the same time, Erdogan replaced **three deputy Central Bank governors** in an effort to attract Western investors. Separately, a new scandal has arisen regarding Erdogan's son-in-law's alleged renting of **drones** to the Turkish government for millions of dollars. Though Erdogan has denied involvement, contracts between the Turkish Defense Ministry and his son-in-law's Baykar company have totaled \$10.7 million so far.

Le Point

Par V.D. avec AFP
1 Août 2023

Attaque contre un consulat honoraire de Suède en Turquie : une employée turque blessée

Les autorités turques ont arrêté l'agresseur armé et ouvert une enquête après une attaque à main armée, ce mardi, contre le consulat honoraire de Suède.

Une employée turque a été grièvement blessée lors d'une attaque à main armée mardi contre le consulat honoraire de Suède dans la province occidentale d'Izmir, dont l'auteur a été arrêté, selon des responsables et des médias. Le bureau du gouverneur a déclaré que l'attaque avait été menée par une personne « mentalement déséquilibrée » dans le district de Konak à Izmir à 9 h 45. Il n'a pas mentionné le consulat.

L'attaque a eu lieu devant le consulat honoraire de Suède, a rapporté la chaîne privée NTV. La femme blessée, qui y travaillait comme secrétaire, est dans un état critique. Les autorités turques ont arrêté l'agresseur et ouvert une enquête, a déclaré le bureau du gouverneur. Les consulats honoraires représentent les intérêts de leurs ressortissants à l'étranger mais ne sont pas dirigés par des diplomates professionnels.

Crise diplomatique

Cette attaque intervient alors que la Suède est prise dans une crise diplomatique avec plusieurs États musulmans qui lui reprochent d'avoir autorisé des profanations du Coran sur son sol. Lundi, deux hommes ont mis le feu à un exemplaire du livre sacré des musulmans devant le Parlement à Stockholm. Fin juin, ces deux mêmes hommes ont brûlé quelques pages du Coran de-

vant la plus grande mosquée de la capitale suédoise, et le 20 juillet, ils ont profané ce texte, sans le brûler, devant l'ambassade d'Irak. La Suède condamne ces profanations, tout en défendant le droit constitutionnel à la liberté d'expression. Elle a renforcé son alerte antiterrorisme, admettant que ces destructions du Coran « ont augmenté les risques pour la Suède » et les Suédois.

Le Monde

Ghazal Golshiri
02 Août 2023

L'Iran à l'arrêt pendant deux jours alors que les températures s'approchent des 50 °C

Les autorités ont ordonné la fermeture des banques, des écoles et des administrations publiques alors que la température a dépassé 50 °C dans le sud du pays.

La République islamique d'Iran a décrété pour la première fois l'arrêt quasi total du pays, mercredi 2 et jeudi 3 août, en raison d'une vague de chaleur inédite. Pendant deux jours, banques, écoles, universités, administrations publiques et certaines sociétés privées resteront fermées. Dans de nombreuses régions, la température connaît depuis le début de juillet une augmentation sans précédent, notamment dans le sud du pays, où elle a dépassé la barre des 50 °C.

« Compte tenu de la chaleur sans précédent des prochains jours et pour protéger la santé publique, le gouvernement a accepté la proposition du ministère de la santé de déclarer mercredi et jeudi fériés dans tout le pays », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ali Bahadori Jahromi dans un message sur Twitter, rebaptisé X, le 1^{er} août. Selon les autorités iraniennes, le nombre de consultations dans les centres médicaux en Iran a triplé en raison de cette vague de chaleur. Les services d'urgence dans de nombreuses villes du

pays sont en état d'alerte depuis quelques jours.

Malgré les déclarations officielles, qui expliquent que la vague de chaleur serait à l'origine des fermetures, de nombreux éléments font penser que cette décision serait liée à la pénurie d'électricité dans le pays. Ce que le quotidien iranien *Payame Ma*, citant « une source bien informée », confirme dans son édition du 1^{er} août. « En plus de l'augmentation des températures, la chute de la production d'électricité est à l'origine de la déci-

sion de mettre en arrêt le pays », peut-on lire dans cette publication. Le quotidien cite également l'exemple de deux centrales électriques, Karoun 3 et 4, situées dans l'ouest du pays qui, à cause d'une pression très forte, notamment en raison d'un recours accru à la climatisation, ont été déconnectées du réseau.

Coupures de courant et d'eau

En Iran, le très mauvais état des infrastructures, usées et défectueuses, a entraîné, notamment cette année, l'arrêt fré-

quent des activités des centrales électriques. Des coupures de courant et d'eau sont signalées, parfois pendant une dizaine d'heures d'affilée, à Téhéran et dans d'autres villes, depuis le mois de juin.

De son côté, le directeur du groupe de réflexion sur l'eau des Nations unies, Kaveh Madani, voit dans la décision de Téhéran de mettre le pays en arrêt quasi total une mauvaise gestion des ressources par la République islamique d'Iran, car l'électricité est avant tout produite par les centrales thermiques et hydroélectriques.

« *Même si vous avez construit cent barrages, sans une bonne gestion, il y aura un manque d'eau* », écrit-il sur son compte sur le réseau social X. « *La faillite des réserves en eau, la pénurie d'électricité et de gaz [alors que l'Iran possède les deuxièmes réserves mondiales de gaz naturel] ne se résolvent pas par les arrêts et les fermetures* », poursuit l'homme qui, auparavant, a été l'adjoint de l'Organisation iranienne de protection de l'environnement sous l'ancien président Hassan Rohani (2013-2021). Kaveh Ma-



Un chauffeur de taxi iranien, pendant la vague de chaleur à Téhéran (Iran), le 2 août 2023. MAJID ASGARIPOUR / WANA / REUTERS

dani a été contraint de démissionner en 2018 et de quitter l'Iran sous la pression des services secrets, aux mains des plus durs.

Changements climatiques radicaux

L'Iran, pays en grande partie désertique ou semi-désertique, réputé pour son climat continental, connaît depuis des années des changements climatiques radicaux et abrupts. Il souffre notamment d'une sécheresse endémique, et ses réserves d'eau ne cessent de

se réduire, exacerbant les vagues de chaleur touchant le pays.

En mai, Issa Kalantari, l'ancien ministre de l'agriculture iranien, a annoncé que la quantité d'eau souterraine extraite est d'environ 50 milliards de mètres cubes et que la quantité d'entrée dans les aquifères est de 19 milliards de mètres cubes, ce qui montre l'existence d'un déficit annuel de 31 milliards de mètres cubes. Les régions rurales, comme la province du Sistan-et-Balouchistan (Sud-Est), sont touchées de plein fouet par ces

crises. Certaines localités dans cette province, très pauvre et marginalisée par le pouvoir iranien, n'ont même pas accès à l'eau potable.

Dans ce contexte, l'Etat iranien semble incapable de s'adapter aux besoins de sa population et à la nouvelle donne environnementale. Les statistiques du ministère de l'énergie concernant le premier trimestre de cette année iranienne (entre mars et juin) montrent que le pays n'a pu remplir que 5 % de ses objectifs en matière de croissance de la production d'électricité, conduisant à la pénurie actuelle.

L'incapacité de Téhéran est également confirmée par le député Hadi Beygi Nejad, membre de la commission de l'énergie au Parlement iranien. « *La production d'électricité demande de l'argent*, a expliqué le parlementaire sur la chaîne de télévision publique Ofogh. *Nous n'avons pas assez de moyens pour le faire.* » Selon le porte-parole du ministère de la santé, Pedram Pakayin, l'arrêt national de deux jours pourrait se prolonger si besoin.

LE FIGARO

avec AFP
02 Août 2023

Iran : les Gardiens de la Révolution mènent des exercices navals près d'îles stratégiques du Golfe

Les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont lancé mercredi 2 août des exercices navals près d'îles stratégiques du Golfe contrôlées par Téhéran mais revendiquées par les Émirats arabes unis, a rapporté un média d'État.

« *Les exercices navals du Corps des Gardiens de la Révolution islamique ont commencé mer-*

credi matin pour la défense des îles iraniennes dans le golfe Persique », a rapporté l'agence de presse iranienne officielle Irna.

Le commandant de la marine de l'armée idéologique, Ali Ozmaee, cité par l'agence, a déclaré que les exercices s'étaient « *déroulés près de l'île d'Abou Moussa et autour des îles de la Grande et la Petite Tomb* ». La durée des exercices n'a pas été précisée dans l'immédiat.

Irna a indiqué que les navires des Gardiens de la Révolution étaient équipés du système de missiles de croisière Ghadir et de missiles balistiques Fath 360.

L'armée a également déployé des navires de surface sans pilote, dotés d'intelligence artificielle, ainsi que des avions de guerre, des hélicoptères et des drones aériens, selon l'agence de presse.

Discorde depuis des décennies

Ces trois îles, situées à l'entrée du détroit stratégique d'Ormuz, où transite un cinquième du pétrole transporté par voie maritime dans le monde, sont source de discorde entre les Émirats et l'Iran depuis des décennies. Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qui regroupe six pays de la péninsule arabique, accuse l'Iran de

les «occuper» illégalement depuis 1971.

À la mi-juillet, un haut responsable du ministère iranien des Affaires étrangères avait convoqué l'ambassadeur de Russie à Téhéran pour protester contre

le soutien exprimé par Moscou aux revendications des Émirats sur ces trois petites îles.

La marine américaine avait annoncé début juillet que l'Iran avait saisi un navire marchand dans les eaux internationales

du Golfe, un jour après avoir empêché les forces iraniennes de s'emparer de deux navires pétroliers au large d'Oman. Selon Téhéran, il transportait «plus d'un million de litres de carburant de contrebande».

Quelques jours plus tard, les États-Unis avaient indiqué déployer un navire de guerre de type destroyer et des avions de combat F-35 et F-16 au Moyen-Orient pour dissuader l'Iran de saisir des embarcations dans le Golfe.

LE FIGARO

avec AFP
02 Août 2023

Guerre en Ukraine : Poutine demande le soutien de la Turquie pour exporter ses céréales

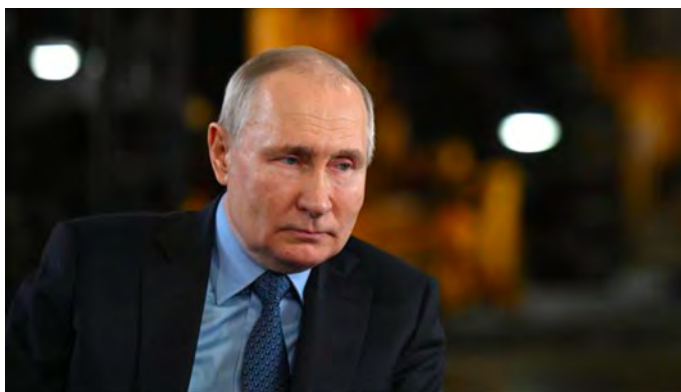
Le président russe entend ainsi contourner les sanctions occidentales tout en refusant de relancer l'accord qui autorisait les exportations ukrainiennes.

Le président russe Vladimir Poutine a demandé mercredi 2 août le soutien de son homologue turc pour exporter ses céréales et de facto contourner les sanctions occidentales, tout en refusant de relancer l'accord qui, sous l'égide d'Ankara, permettait les exportations agricoles ukrainiennes.

«Compte tenu des besoins en nourriture des pays les plus nécessiteux, des options sont en cours d'élaboration pour permettre des livraisons de céréales russes (...) Il existe une volonté de coopérer dans ce domaine avec la Turquie», a indiqué le Kremlin dans un communiqué, résumant la teneur des propos Vladimir Poutine.

Refus de relancer l'accord

Malgré les demandes répétées de la Turquie et de l'ONU, la



Le président russe Vladimir Poutine, à Tula, en Russie, le 4 avril 2023. RAMIL SITDIKOV / AFP

Russie a refusé de prolonger en juillet l'accord qui permettait à l'Ukraine d'exporter ses céréales via la mer Noire, le Kremlin estimant que les dispositions devant permettre ses exportations de grains et d'engrais n'avaient jamais été mises en œuvre. Poutine a réitéré mercredi au téléphone à Erdogan son refus de relancer cet accord.

Fin juillet, le président russe avait en outre promis de livrer à plusieurs pays africains gratuitement des céréales, malgré les sanctions qui depuis le

début de l'assaut russe contre l'Ukraine paralysent le transport maritime depuis et vers la Russie.

Les infrastructures portuaires ukrainiennes bombardées

En parallèle, la Russie bombarde désormais aussi les infrastructures portuaires nécessaires aux exportations de céréales ukrainiennes via la mer Noire et le Danube.

Signe de leurs désaccords sur ces dossiers, le président turc

a appelé mercredi son homologue russe Vladimir Poutine à éviter «toute escalade des tensions dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine» et a souligné que l'accord céréalier enterré par le Kremlin était «un pont vers la paix». Erdogan et Poutine, malgré leurs différends, ont vanté ces dernières années leur capacité à trouver des compromis, mais la Turquie semble avoir pris des distances ces dernières semaines.

La France réagit

Paris a de son côté accusé la Russie de faire peser «délibérément» un risque sur la sécurité alimentaire mondiale «en détruisant des infrastructures essentielles» aux exportations de céréales. «Elle ne fait que rechercher son propre intérêt aux dépens des populations les plus vulnérables en faisant monter les prix des produits agricoles et en essayant d'empêcher un de ses principaux concurrents d'exporter ses productions», a réagi le ministère des Affaires étrangères.

Washington compte mettre des soldats sur les pétroliers pour dissuader l'Iran de les saisir

Ce nouveau niveau de protection viendrait s'ajouter au déploiement, annoncé mi-juillet par le Pentagone, d'un navire de guerre et d'avions de combats F-35 et F-16 dans la région du détroit d'Ormuz.

Les États-Unis comptent mettre des soldats sur des pétroliers qui transitent par le Golfe afin de dissuader l'Iran de saisir ces navires, a annoncé jeudi 3 août un responsable américain. «Des mesures ont été prises...pour utiliser des équipes de sécurité composées de Marines et de mem-

bres de l'US Navy sur des navires pétroliers marchands qui transitent par et près du détroit d'Ormuz afin de renforcer les défenses de ses bateaux vulnérables», a indiqué cette source à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

L'Iran a saisi ou tenté de s'emparer de près de 20 navires

Pour ce faire, une invitation est nécessaire comme ces navires sont privés mais «nous nous préparons à le faire si des accords définitifs sont conclus», a poursuivi le responsable. Ce nouveau niveau de protection

viendra s'ajouter au déploiement, annoncé mi-juillet par le Pentagone, d'un navire de guerre et d'avions de combats F-35 et F-16 dans cette zone. Selon l'armée américaine, l'Iran a saisi ou tenté de s'emparer de près de 20 navires battant pavillon international dans la région ces deux dernières années.

L'US Navy avait notamment annoncé début juillet s'être opposée à la saisie par l'Iran de deux navires pétroliers dans les eaux internationales au large d'Oman. L'armée iranienne avait par ailleurs saisi

fin avril dans le golfe d'Oman un pétrolier battant pavillon des îles Marshall à destination des États-Unis, avant de saisir une semaine plus tard un pétrolier battant pavillon du Panama qui transitait dans le détroit d'Ormuz. Les incidents se sont multipliés dans les eaux du Golfe, zone maritime cruciale pour le transport mondial du pétrole, depuis qu'en 2018 les États-Unis se sont retirés de l'accord international destiné à limiter le programme nucléaire iranien, réimposant des sanctions à la République islamique visant notamment son secteur pétrolier.

Iran. Une détenue kurde se coud la bouche avant d'entamer une grève de la faim

Une ONG de défense des droits humains a fait savoir ce dimanche 6 août 2023 qu'une détenue kurde en Iran s'était cousu la bouche avant d'entamer une grève de la faim pour protester contre le fait qu'elle n'a pas pu obtenir de permission de sortie.

Une prisonnière kurde en Iran a décidé de se coudre la bouche avant d'entamer une grève de la faim pour protester contre le fait qu'elle n'a pas pu obtenir de permission de sortie, a rapporté dimanche 6 août 2023 un groupe de défense des droits humains.

Détenue depuis trois ans, Soheila Mohammadi s'est cousu la bouche dans la prison de la ville d'Ourmia, dans le nord-ouest de l'Iran, a indiqué l'ONG Hengaw, basée en Norvège.

Une détenue condamnée à cinq ans de prison

Arrêtée à l'automne 2020, elle avait été condamnée à cinq ans de prison pour appartenance au groupe armé PJAK (Parti pour une vie libre du Kurdistan) qui milite pour l'autodétermination de la minorité kurde d'Iran et qui est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de « terro-

riste » par Ankara et l'UE.

Hengaw, un groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran, a précisé que Soheila Mohammadi n'avait pas été autorisée à rencontrer le procureur régional pour demander une permission de sortie. Mère d'un enfant, Soheila Mohammadi avait tenté de se suicider plus tôt cette année en se poignardant dans la poitrine, avant d'être sauvée par des codétenues, selon Hengaw.

De nombreux Kurdes arrêtés par le pouvoir

Les régions à population kurde

de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran ont été parmi les plus actives lors du mouvement de protestation qui a éclaté en septembre 2022 contre les autorités iraniennes, et des centaines de personnes ont été arrêtées lors de la répression qui a suivi, selon des ONG de défense des droits humains.

[Le mouvement de contestation a été déclenché à travers le pays après la mort de Mahsa Amini](#), une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.



Azhi Rasul
07/08/2023

Iraqi top court says two Erbil-related budget items 'unconstitutional'

Iraq's top court on Monday ruled that two phrases within Articles 11 and 13 of the recently-passed federal budget, both related to the Kurdistan Region, were "unconstitutional", a month after the Region challenged the constitutionality of several items in the bill.

Iraq passed its highly contentious budget bill in June for the years 2023, 2024, and 2025, of which the Kurdistan Region's share is 12.6 percent. In July the Kurdistan Regional Government's (KRG) Prime Minister Masrour Barzani challenged the constitutionality of several paragraphs and phrases within the passed bill. The Iraqi Federal Supreme Court

revealed in a statement that it deemed the phrase "upon the approval of the federal prime minister" from Article 11 paragraph I, and the phrase "in the event that a solution is not possible, the parliament shall make the necessary decision" from Article 13 paragraph VII were both unconstitutional.

According to the paragraph from Article 11 of the passed bill, the finance ministry of the federal government will send the financial entitlements of the Kurdistan Region only after receiving approval from the Iraqi prime minister. The ruling of the court removes the requirement for the premier's approval.

Article 13 details exporting the Kurdistan Region's oil in coordination with the Iraqi government and handover of its non-oil revenues to Baghdad.

The paragraph in Article 13 stipulates that in case of a disagreement on rights and obligations between the KRG and the federal government, a joint committee between the two sides will be formed to resolve disputes within 30 days. If no resolution is reached, the Iraqi parliament will make an appropriate decision.

Additionally, the court dismissed the KRG's lawsuits that contested the constitutionality of certain

paragraphs in Articles 2, 11, 12, and 13.

The recently-passed budget includes a record \$152 billion in spending, which has sparked concerns of instability should oil prices drop below the \$70 per barrel threshold set in the bill.

Iraq did not approve a new budget bill in 2022 amid political uncertainty after the 2021 election. The lack of a budget jeopardized the oil-dependent economy and prevented the government from taking advantage of soaring oil prices following Russia's invasion of Ukraine to combat poverty and bring much-needed economic stability.



08/08/2023

Over 5 million square meters cleared of landmines

ERBIL, Kurdistan Region - More than 5 million square meters across the Kurdistan Region's minefields have been cleared of landmines since 2019, revealed the Kurdistan Regional Government's (KRG) mine agency on Monday, reiterating the government's commitment to ensuring the safety of its citizens and supporting victims of mines and explosives.

The Mine Action Agency said that a total of 5,038,629 square meters had been de-mined across the Region's four provinces over the past four years.

The agency cleared over two million square meters in 2019, around 250 thousand square meters in 2020, about 700 thousand square meters in 2021, and more than two million square meters in 2022.

The statement added that the KRG remains committed to supporting victims of mines and explosives, noting that over 54 thousand victims had received various forms of assistance between 2019 and 2023.

"Assistance includes emergency medical care, natural therapies,

prosthetic services, wheelchairs, physiotherapy, walking aids such as crutches and sticks, rehabilitation centers, financial support through income fund projects, and osseointegration procedures," read the statement from the KRG.

Iraq and the Kurdistan Region suffer from large numbers of landmines that remain scattered across the country to this day due to the Iran-Iraq war, the 1991 Gulf War, the 2003 invasion by the US-led coalition, and the occupation of the Islamic State (ISIS) in 2014.

A vast area scattered with landmines needs to be cleared, otherwise it will continue to claim lives and leave civilians with long-term disabilities if not thoroughly cleaned.

A report from the United Nations in 2022 said that over 519 children had been killed or injured in Iraq in the previous five years from explosive ordnance, adding that landmines and explosive remnants of war (ERW) remain one of the leading threats to children in the country.

En Turquie, l'opposition s'empare de la lutte écologique

Dans le sud-ouest du pays, près de la ville de Milas, des villageois et des écologistes se mobilisent contre l'extension de mines de charbon, et les opposants au président Erdogan s'engouffrent dans la brèche.

Une trentaine de tentes ont été montées à l'ombre des pins, à l'orée de la forêt d'Akbelen, près de la ville de Mugla. A l'entrée du site, une citation du père fondateur de la Turquie, Mustafa Kemal dit Atatürk, accueille les visiteurs : « *Le paysan est le seigneur de la nation.* » Le chant des cigales résonne et l'odeur de résine se mêle à l'humidité des chaudes journées d'été. Ici, dans le sud-ouest du pays, villageois et militants écologistes se relaient depuis une quinzaine de jours pour protester contre les expropriations et la destruction des espaces boisés des alentours du village d'Ikizköy.

« *Jamais nous n'abandonnerons nos terres !* », s'exclame au micro Aytaç Yakar, une villageoise de 54 ans, sous un tonnerre d'applaudissements du public. Aux abords de la cuisine et de l'infirmier improvisées, une soixantaine de personnes se sont réunies devant le campement pour se rencontrer, échanger et se redonner du courage. Une puissante enceinte diffuse des morceaux de la musicienne Özlem Özdil ou du très populaire groupe de rock Duman aux paroles de résistance, sélectionnés avec soin pour l'occasion.

Au milieu des bandes de



Manifestations à Ikizköy contre le projet de déforestation d'Akbelen, dans le district de Milas (Turquie), le 28 juillet 2023. BULENT KILIC / AFP

jeunes écologistes, Aytaç et ses voisines du village, vêtues du *chalvar* (le pantalon large traditionnel des campagnes) et coiffées de foulards fleuris, sont aisément reconnaissables. « *Ils ont condamné l'accès à nos champs !*, s'insurge Güleren Demir, l'une des habitantes délogées d'Akbelen, où elle cultivait du blé et de l'orge. *Où est-ce que je peux aller ? Je n'ai pas d'argent pour racheter un champ ni une maison* », s'inquiète-t-elle.

Impunité

A quelques centaines de mètres de là, au-delà des

barrières de police bleues dressées autour du site, les travaux de déblaiement se poursuivent. Les machines de chantier dégagent les troncs des arbres abattus dans le vrombissement des tronçonneuses. Début juillet, la colline était encore verte, mais il a suffi de quelques jours pour venir à bout du couvert forestier. Depuis le 17 juillet, les travaux d'extension des mines de charbon de la compagnie Limak ont repris. Les arbres sont tombés un à un, provoquant la colère des habitants.

Soixante-quatorze hectares

de forêts supplémentaires sont condamnés à être détruits, trois cents habitants à être expropriés, pour nourrir le site des deux centrales thermiques de Yeniköy et Kemerköy, qui assurent 2,5 % des besoins énergétiques du pays. Des milliers d'habitants des environs seront affectés par les activités polluantes des mines, et les nappes phréatiques alimentant la station balnéaire de Bodrum pourraient s'en trouver contaminées. Pour les militants, l'impunité dont bénéficie la holding propriétaire de la société YK Energy ne s'explique que par sa proxi-

mité avec le pouvoir. Limak, comme quatre autres compagnies qualifiées de « mafia des 5 » par l'opposition, bénéficie des faveurs de la présidence et rafle régulièrement de juteux appels d'offres.

« Ces travaux sont illégaux ! Les démarches que nous avons entamées démontrent que la justice n'existe plus en Turquie, dénonce Ismail Hakki Atal, l'un des avocats qui représentent les habitants d'Ikizköy. Tous les arguments juridiques nous donnent raison. Mais face à nous, il y a des juges qui sont déterminés à ne pas faire appliquer la Constitution. Ce sont des juges qui font partie d'un système judiciaire entièrement inféodé à l'AKP [le Parti de la justice et du développement du président Erdogan]. Les intérêts du parti priment dans leurs décisions. »

Les premières semaines de mobilisation ont été marquées par des altercations musclées avec les forces de l'ordre. Une quarantaine de personnes ont été placées en garde à vue, mais la répression est moins brutale que celle observée contre d'autres mobilisations politiques ces dernières années. « Il y a des villageois parmi les manifestants, et ils sont turcs. Le pouvoir ne veut pas avoir une mauvaise image en prenant le risque de les malmenés », assure Ismail Hakki Atal.

Le glissement autoritaire du gouvernement en Turquie s'est accéléré depuis le putsch raté du 15 juillet 2016. L'instauration de l'état d'urgence avait permis au président Recep Tayyip Erdogan de marginaliser, voire de criminaliser, toutes les

formes d'opposition, bien au-delà de la confrérie Gülen, accusée d'être à l'origine de la tentative. Dix ans après les manifestations du parc Gezi (soulèvement populaire contre le pouvoir en 2013), la société turque est extrêmement polarisée et la moindre contestation est rapidement étouffée ou interdite. Mais à Akbelen, c'est de la préservation de l'habitat et de la santé des populations qu'il s'agit. La région de Muggla avait déjà connu des manifestations de villageois contre les centrales à charbon par le passé. Si les habitants et les écologistes qui déposent plainte parviennent parfois à obtenir gain de cause, les décisions de justice en leur faveur peinent à être appliquées. Saisie sur la question, la Cour européenne des droits de l'homme avait rendu un jugement, en 2005, condamnant le gouvernement turc pour non-application des décisions de ses propres instances judiciaires.

Plusieurs syndicats, chambres professionnelles et partis politiques se sont rendus à Akbelen pour soutenir la mobilisation. Kemal Kılıçdaroglu, le candidat malheureux de l'opposition à l'élection présidentielle du 28 mai, a fait le déplacement, ainsi que d'autres figures de droite de l'opposition, comme l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. Même le chef du petit Parti de la victoire, Ümit Özdağ, plus connu pour ses diatribes antimigrants que pour ses élans écologistes, s'est opportunément autorisé une visite sur place pour dénoncer ce qu'il a qualifié de « massacre de la nature ».

Ces initiatives ont fait réagir

Recep Tayyip Erdogan, lundi 7 août. Lors d'une conférence de presse, il n'a pas hésité à inscrire la mobilisation d'Akbelen dans la continuité des « événements du parc Gezi » et de la « trahison » du putsch raté du 15 juillet 2016, visant à destablisser le pays. « Avec la crise [énergétique] provoquée par la guerre en Ukraine, les centrales à charbon sont redevenues la source d'énergie la plus importante pour les pays européens. L'augmentation de l'extraction de charbon pour la production d'électricité n'est un problème ni en Allemagne ni en France, par exemple. Les campagnes lancées dans notre pays n'ont donc rien à voir avec l'amour des arbres et la sensibilité écologique », a-t-il déclaré, qualifiant les manifestants d'« écologistes marginaux ».

« Pas de politique énergétique ambitieuse »

Bien que la question du changement climatique et de la transition énergétique ait été la grande absente de la campagne électorale du printemps, les partis d'opposition savent s'engouffrer dans la brèche. Les luttes environnementales permettent, ponctuellement, de dépasser la polarisation politique – réelle ou supposée – entre des villageois, cibles électorales de l'AKP et d'autres partis de droite, et des militants des partis d'opposition.

« Il n'y a pas de véritable politique énergétique ambitieuse en Turquie, écrit au Monde Gökhan Ersoy, chargé de projets sur ces questions à Greenpeace Turquie. La production éner-

gétique en Turquie provient essentiellement des énergies fossiles. C'est la conséquence d'une logique publique qui continue de privilégier le charbon », précise-t-il, craignant que le pays n'infléchisse pas son orientation ces prochaines années. Les centrales thermiques fournissent 34,6 % de la production d'électricité du pays.

Avec la hausse des températures, les incendies et la sécheresse dont elle a souffert ces dernières années, la Turquie subit de plein fouet les conséquences du changement climatique. Classé comme le plus vulnérable d'Europe dans le dernier rapport de l'Intergovernmental Panel on Climate Change en 2021, le pays a traîné des pieds avant de ratifier l'accord de Paris, en octobre 2021, faute de pouvoir bénéficier du Fonds vert pour le climat.

« La destruction de la nature et l'abandon des communs ont pris de telles proportions, politiquement, en Turquie que même les partisans de l'AKP se révoltent, assure Deniz Gümüşel, ingénieure de l'environnement mobilisée à Akbelen. Leurs lieux de vie et leurs sources de revenus sont détruits et nous savons parfaitement qui sont les responsables : le gouvernement de l'AKP, qui protège ces compagnies. »

Dimanche 6 août, cinq cents personnes étaient rassemblées pour une grande rencontre à Akbelen, dans une atmosphère festive. A l'initiative de l'opposition, une session extraordinaire du Parlement était prévue, mardi 8 août, sur le dossier d'Akbelen. Sans grand espoir.

President Erdogan wants to make nice with the West, on his terms

LESS THAN three months ago, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, was accusing America of conspiring to topple his government, talking up his "special relationship" with Russia, and threatening to prevent Sweden from entering NATO. Today, after an unexpectedly easy victory in his country's presidential elections in May, he is making eyes at the West. Mr Erdogan has [promised to wave through](#) Sweden's accession to NATO, which he has been blocking for nearly a year, has stepped up his support for Ukraine by openly backing that country's own dreams of membership in the alliance, and has called on the European Union to resume accession talks with Turkey. He has also courted Western investors by shelving his [disastrous policy](#) of lowering interest rates in the face of rising inflation.

The recent moves have already begun to pay dividends for Turkey. America seems poised to sell it \$20bn-worth of F-16 warplanes and upgrade kits, a deal previously held up by Congress. Joe Biden, the American president, may soon welcome Mr Erdogan, whom he has repeatedly snubbed, to the White House. He and other NATO leaders are also looking to the Turkish strongman to convince Vladimir Putin to reopen the Black Sea to Ukrainian grain exports; a deal negotiated by Turkey to let food exports out, has been halted by Mr Putin since July 17th. Mr Erdogan may have a chance to do so later this month, when the Russian dictator is expected in Turkey. Even the EU has made noises about "re-engaging" with Turkey.

But Mr Erdogan's overtures, which are more tactical than strategic, and born mostly of economic necessity, do not amount to a reset. European diplomats play down any chances of a genuine rapprochement as long as Mr Erdogan continues to bully and lock up his critics, to allow corruption to thrive, and to suborn state institutions. Turkey's leader sees no need to tackle or even to acknowledge any of the above difficulties. "Turkey has no problems with democracy, rights and freedoms," he said at a recent NATO summit in Lithuania.

Turkey's relations with America are indeed improving, but this is because, as with the EU, they had almost reached rock bottom. Turkish officials chafe at continuing American support for Kurdish insurgents in Syria, who Turkey considers terrorists. American ones berate Turkey for having enabled Islamic State to set up a caliphate on its doorstep, and of buying weapons from Russia. Sentiment toward Turkey is not any better in Brussels. Mr Erdogan has attempted to trade his backing for Sweden for progress in Turkey's stalled accession talks with the EU. But nothing of the sort is about to take place. The best Turkey can hope for with Mr Erdogan at the helm, analysts and European diplomats say, is an upgrade to its existing customs union with the EU, and agreeing on even that may take years. At the very least, European leaders ought to involve Turkey in discussions on foreign policy, suggests Selim Yenel, a former Turkish ambassador to the bloc. So far, they have declined to do so. "They don't want to offer Erdogan any

gifts," he says. "But they will have to live with him for the next five years."

Turkey's return to economic orthodoxy has also been half-baked. The end of an exceptionally loose period of monetary easing that saw inflation approach triple digits last autumn has been far less dramatic than expected. Over the course of two months, the central bank, headed by Hafize Gaye Erkan, its new governor, has increased interest rates by a cumulative nine percentage points, which is far less than market-watchers prescribed. Combined with the slowdown in the bank's sales of foreign reserves, which propped up the Turkish lira ahead of the elections, this has triggered another currency rout. The currency has lost almost a quarter of its dollar value since the vote, while inflation, which had slowed in the first half of the year, has shot up again, to 48% last month. Mrs Erkan herself sees it climbing to 58% by the end of the year, more than double the bank's previous forecast. But incremental changes are better than no changes at all. Western investors, who had stayed away from Turkey for years, are trickling back in, if cautiously. Foreigners have purchased \$1.8bn in Turkish stocks since early June.

Mr Erdogan has also raised eyebrows by taking a more hawkish line on Ukraine. Days before July's NATO summit in Vilnius, he told the country's president, Volodymyr Zelensky, whom he hosted in Turkey for the first time since the start of Russia's invasion, that Ukraine "deserves NATO membership". Mr Erdogan also

angered the Russians when he allowed Mr Zelensky to return home with five Ukrainian commanders previously captured by Russian troops in Mariupol and transferred to Turkey as part of a prisoner swap. Mr Erdogan had earlier promised Mr Putin the men would remain in Turkey until the end of the war.

Before the elections, Mr Erdogan could not afford to antagonise Russia, which gave him a hand by allowing Turkey to postpone substantial gas debts and by wiring billions more to finance the construction of Turkey's first nuclear power plant. Now, however, Turkey's leader feels less vulnerable to pressure from Russia, says Emre Ersen, an academic at Marmara University. Mr Putin might not like what he has been seeing from the Turkish leader of late, says Mr Ersen, but there is not much he can do to push back. Turkey is a key destination for Russian exports, tourists and oligarchs, as well as a potential mediator in talks with the West.

But this does not mean a pivot away from Russia, either. After two decades in power, Mr Erdogan has perfected the art of transactionalism. He has turned Turkey into a "swing state in international politics", says Soner Cagaptay, of the Washington Institute. That is why any talk of a return to the West is misplaced. Mr Erdogan's Turkey no longer perceives itself as part of the Western bloc, but as an autonomous actor, able to do business with whomever it wants. "If its interests align with Russia, it works with Russia," says Mr Cagaptay, "and if its interests align with the US, it works with the US." ■



Kurdistan's Weekly Brief August 8, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime began forcing women who defy hijab laws into psychiatric treatment. This follows the regime's official **re-activation** of the "morality police." Meanwhile, **a female Kurdish activist** sewed her lips shut to protest the fact she has been imprisoned since 2020. At the same time, Iranian authorities arrested several Kurdish activists, including **Wali Museeni** in Murimuri, **five environmental activists** in Marivan, **Aso Abdullahi** in Diwandara, **Aram Rohi** in Saqqez, **Poria Ahmadi** and the rest of his family in Senna, and **46 protestors** in **Agh Darreh**, near Urmia. According to the Hengaw Organization for Human Rights, Iranian authorities arrested at least **131 Kurdish citizens** in July. Lastly, the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) and Iranian border guards **killed** a Kurdish border porter (kolbar) and wounded eight more near **Nowsud** and **Baneh**.

Wildfires engulfed **several forests** near Marivan. Local efforts to combat the fires, despite support from relief organizations and volunteers from other cities, have been hindered by a lack of assistance from the Iranian government. The fires began near Dereveran village on August 3, and official news reports have highlighted the absence of the Iranian government during the ongoing crisis. In fact, some **local sources suggested** IRGC-linked entities deliberately set one or more of the fires.

The United States deployed the **Bataan Amphibious Ready**

Group to the Middle East to counter Iran's attempts to seize ships in the Strait of Hormuz. The Iranian regime responded by bolstering the IRGC Navy **with ballistic missiles and drones**. Tensions began rising in early July when Iranian forces tried to seize two commercial oil tankers in the Gulf of Oman. These developments coincide with Washington and Tehran's ongoing failure to reach an agreement on Iran's nuclear program despite **reports of an informal "understanding"** last month.

Iraq

On August 6, Turkey conducted a drone strike in Duhok Governorate's Amadiya District that **killed** a civilian named Alan Ismail and injured another. Additional **strikes** in the Amadiya District on August 6 and 7 caused significant damage to civilian property and agricultural lands. Turkish drones also **killed** one civilian and wounded another in Sulaymaniyah Governorate's Chamchamal District.

The United Kingdom marked the ninth anniversary of the ISIS (Da'esh) genocide against the Yazidis by **officially recognizing** the events in Sinjar as a genocide on August 1. Both **the U.S. Department of State** and **British Consul in Erbil** have called for the implementation of the 2020 Sinjar Agreement, which provides a framework for the reconstruction of Sinjar and relocation of Yazidi refugees. Former President of Kurdistan Region Masoud Barzani released a message **em-**

phasizing that official recognition of the Sinjar genocide is an important step towards implementing the 2020 agreement.

The Iraqi government finally began sending the Kurdistan Regional Government (KRG) its share of the federal budget. The Iraqi government has now sent **598 billion** of an expected 906 billion Iraqi dinars to the KRG so the latter can pay the salaries of government employees in Iraqi Kurdistan. KRG Spokesperson Peshawa Hawaramani said the KRG Ministry of Finance will **distribute** the salaries as soon as possible. However, on August 7, Iraq's Federal Supreme Court **found** elements of Iraq's budget bill were unconstitutional and stated the wording of Articles 11 and 13 of the Iraqi Constitution gave final authority to the Iraqi government on several budget disputes between Baghdad and Erbil. Simultaneously, the Iraqi government rekindled efforts to pass a new oil and gas law, with the Council of Representatives' Committee of Oil, Gas, and Natural Resources **claiming** it aims to approve the bill by the end of the year. Committee member Sahab Subhi **alleged** the draft legislation failed to take the KRG's opinion into account, and such a law may have disastrous implications for the KRG's autonomy.

Syria

On August 3, a Turkish drone **targeted** a car on Ali Faro Road in Hasakah and severely wounded at least two civilians. Turkey and its proxies also disregarded civilian casualties and

continued **offensive operations** in the rural areas surrounding Tal Tamer. Fighters from the Syrian Democratic Forces (SDF) and Turkish-backed groups were killed during clashes. The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) responded to Turkey's ongoing aggression by issuing a **statement** claiming Turkey's operations are forcing the SDF to divert personnel away from countering Da'esh and threatening the stability of West Kurdistan. Finally, a **landmine** killed four women and a child in a town north of Raqqa.

On August 2, a Da'esh attack in Markada **injured** four members of the SDF. A second Da'esh attack on August 2 **killed** an SDF personnel in the al Saada area of Hasaka, and a third **wounded** five members of Hezbollah. On August 5, Da'esh **killed** three SDF personnel with an explosive device on the Raqqa-Khunta road. On August 6, a Da'esh cell posted leaflets in SDF-controlled al Tayana that threatened to execute women who failed to adhere to the "Sharia" dress code. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) has recorded 103 Da'esh operations in northeastern Syria since January 1, 2023. That said, a joint SDF-U.S.-led Coalition raid **captured** a Da'esh cell leader in Deir Ez Zor Governorate's Daman on August 5.

Turkey

On the ninth anniversary of the Yazidi Genocide, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) and its offshoot the

Green Left Party (YSP) **introduced a bill** recognizing Da'esh's atrocities as a genocide. Separately, the YSP's Youth Assembly **launched** an anti-war campaign targeting the Turkish government's crackdown on the nation's Kurdish population since 2015. The YSP accused the government of targeting the youth's minds with "soft bombardment." "False

heroism, occupation, usurpation, plunder, and looting are being tried to be imposed on young people. Young minds are meant to be linked to false victories, power, nationalism, and racism," read the YPS statement. Meanwhile, the Turkish government continued holding hearings for 108 Kurdish HDP politicians charged in the "**Kobani case.**" Further, the Prison

Administrative Observatory Committees **prevented** the release of a recently acquitted female politician named Sebahat Tuncel. Concomitantly, the HDP announced its "Extraordinary Grand Congress" is set to be held on August 27. Deutsche Bank AG and HSBC **issued forecasts** predicting the lira would hit a new low versus the dollar amid Turkey's

ongoing economic woes. A Turkish journalist named Mustafa Balbay stated Turkish Minister of Finance Mehmet Şimşek **has requested** "real" inflation numbers from the Turkish Statistical Institute (TÜİK). Şimşek and Central Bank Governor Gaye Erkan previously **met** with foreign investors in an attempt to bring capital into the country.

Le Monde

Laure Stephan
9/08/2023

Syrie : de nouvelles attaques de l'Etat islamique contre le régime montrent la résilience du mouvement

Une embuscade visant des barrages des forces prorégime situés dans l'est de la province de Rakka a tué dix soldats lundi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

La multiplication des attaques menées par l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie est lente mais tangible. Lundi 7 août au soir, des barrages des forces prorégime situés dans l'est de la province de Rakka, dont la ville éponyme fut la « capitale » du groupe djihadiste, ont été visés par une embuscade. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dix soldats ont été tués, les affrontements ont duré plusieurs heures et les assaillants ne se sont retirés qu'après avoir mis le feu aux positions militaires. Quelques jours plus tôt, le 1^{er} août, un convoi de camions-citernes transportant du carburant avait été pris pour cible dans le désert de la région de Hama : cinq soldats et deux chauffeurs avaient été tués.

Ces deux attaques confirment la tendance enregistrée depuis le début de l'année : les raids de l'EI, **qui avait été déclaré défait en Syrie en 2019, après la bataille de Baghouz**, restent intermittents, mais ils s'installent



Un membre de la police kurde syrienne Asayish pendant un raid contre des combattants présumés du groupe Etat islamique à Raqqa, en Syrie, le 29 janvier 2023. DELIL SOULEIMAN / AFP

dans la durée dans le centre et le nord-est du pays. Ils prennent pour cible des civils, comme ces ramasseurs des truffes des sables tués par dizaines dans le désert entre février et avril, ainsi que des militaires et des miliciens prorégime ou des combattants des forces dirigées par les Kurdes.

Plus récemment, les opérations djihadistes ont aussi visé des zones urbaines, comme

Sayyida Zeinab, au sud de Damas : il s'agit à la fois du lieu d'un important mausolée chiite, d'un bastion des forces iraniennes impliquées dans la guerre en Syrie aux côtés du régime, et d'une banlieue populaire. Deux attentats, à quelques jours d'intervalle, à la fin de juillet, qui avaient fait six morts et des blessés, y ont été revendiqués par l'EI. En juin, une explosion visant un haut gradé à Homs a été attri-

buée au groupe djihadiste, la première attaque urbaine depuis 2017, selon l'International Crisis Group.

Jeunes recrues

Les affrontements de lundi ont mis les forces prorégime dans la région orientale de Rakka en état d'alerte, assure l'OSDH. Des médias proches du pouvoir ont pour leur part minimisé l'ampleur de l'assaut. Quoi qu'il en soit, « *en comparaison avec la violence du conflit sur les lignes de front ou les frappes [rebelles] sur Damas il y a quelques années, les attaques actuelles menées par l'EI restent gérables pour le régime*, estime Aron Lund, expert au cercle de réflexion Century Foundation. *Elles sont une source de crispation mais elles ne menacent pas sa stabilité.* »

Après avoir été combattu par les forces kurdes, qui contrôlent la majorité du Nord-Est syrien, et par la coalition internationale, mais aussi traqué par les frappes russes et syriennes,

l'EI a toutefois repris pied dans le désert central. Gregory Waters, chercheur au Middle East Institute, identifie plusieurs raisons derrière ce regain d'activités : « Les frappes aériennes menées par Moscou ou Damas ont diminué, on en ignore la cause. Est-ce lié à l'approvisionnement en carburant, ou à un manque de pièces détachées, à cause de la guerre en Ukraine ? Or ces frappes étaient un répulsif pour un groupe aux ressources et aux effectifs aujourd'hui limités. »

Ces derniers ont toutefois pu « se renouveler avec l'entraînement dans le désert central de jeunes recrues, dont beaucoup viennent du Nord-Est syrien : il peut s'agir d'enfants sortis clandestinement des prisons de djihadistes tenues par les forces kurdes, ajoute M.

Waters. Enfin, il faut prendre en compte l'effondrement économique en Syrie : il favorise la détérioration sécuritaire. De nouvelles routes de trafic ouvrent, des barrages sont franchis en échange d'un pot-de-vin... » Cette dégradation sécuritaire pourrait expliquer les attentats de Sayyida Zeinab, d'autant plus stupéfiants qu'ils ont eu lieu dans une zone très militarisée et contrôlée.

« La menace s'est intensifiée »

Les opérations djihadistes en cours restent incomparables avec l'activité de l'EI qui avait précédé sa prise de vastes territoires durant la décennie 2010, au pic de la guerre en Syrie. Mais leur résorption est un défi, tant pour les forces prorégime que pour les combattants diri-

gés par les Kurdes dans le Nord-Est syrien. « Les habitants sont constamment confrontés au danger d'attaques par l'EI, en particulier dans les régions rurales de Raqqa et de Deir ez-Zor, note Simav Hesani, qui vit dans la zone et est chargée de communication pour l'ONG Syriens for Truth and Justice. Ces attaques n'ont jamais vraiment cessé (...). Mais la menace s'est intensifiée en raison de la décision de l'administration autonome [kurde] de traduire en justice les membres de l'EI détenus dans les prisons. »

Avec ses assauts, l'EI poursuit une stratégie : « Se réimplanter dans le centre et le sud de la Syrie, affaiblir le régime, miner toute initiative pour instaurer la confiance entre population arabe et administration kurde, tout en misant sur un retrait

américain et sur le chaos que l'EI pourrait alors exploiter », assure M. Waters.

D'autres attaques continuent de secouer le pays. « Les habitants de la zone septentrionale du Nord-Est syrien vivent sous la menace constante des frappes de drones turcs », rapporte Simav Hesani. L'une d'elles s'est produite à la fin de juillet, tuant des hommes de la coalition dirigée par les Kurdes. Dans les environs de Damas, une frappe de missile attribuée à l'armée israélienne a tué quatre soldats et deux combattants pro-iraniens, lundi 7 août à l'aube. Deux jours plus tôt, des bombardements russes tuaient trois civils dans le Nord-Ouest rebelle, selon l'OSDH.

Laure Stephan (Beyrouth, correspondance)



10-08-2023

PKK attacks Turkish soldiers in Kurdistan Region, killing six

Turkish defence ministry on Thursday announced that the Kurdistan Workers' Party (PKK) carried out attacks against its soldiers in the Kurdistan Region in the last two days, killing six members of the Turkish army.

The ministry said in a [statement](#) on Wednesday that the PKK opened fire on Turkish soldiers in Duhok province, killing two and injuring three others who later succumbed to their wounds. One of them was a commander.

In a separate attack on Thursday, the PKK [killed](#) another soldier in the same area, according to the ministry which [claimed](#) that it "neutralised" four PKK fighters in a retaliatory attack. Turkey uses the term "neutralised" to denote that the person



From left: Turkish soldiers and PKK fighters. Photos: Turkish defence ministry and ANF

in question is captured, wounded or killed. In April last year, Turkey launched Operation Claw-Lock with the goal of targeting PKK positions in Metina, Zap, Avashin, and Basyan areas in northern Duhok province. The operation, accord-



ing to Ankara, aims to remove the PKK from the bordering areas and cut off its access to mainland Turkey.

Turkey says both deadly attacks took place in Operation Claw-Lock region.

PKK on Wednesday [claimed](#) it had killed 12 Turkish soldiers in Zap region, which is covered by the operation, but it is not clear if it was referring to the same attacks in which Ankara says killed six soldiers.

Ankara has in the past few years intensified its campaign to eliminate the presence of PKK fighters around its borders, launching several operations in the Kurdistan Region as well as Syria where it claims to target alleged proxies of the group.

Turkey has been blamed for several drone attacks in the Region and northeast Syria (Rojava) which claimed the lives of many civilians and Kurdish fighters.



10-08-2023

Syria's Assad refuses to meet Turkey's Erdogan prior to troop withdrawal

ERBIL, Kurdistan Region - Syrian President Bashar al-Assad denied rumors of an upcoming meeting with Turkish President Recep Tayyip Erdogan in an interview published on Wednesday, blaming Ankara for the increase of violence in the country.

Efforts have been underway in recent months to restore ties between Ankara and Damascus, under Russian and Iranian mediation. High-level meetings have also taken place between the Turkish and Syrian defense and foreign ministers, leading to expectations that the two leaders of the countries would also meet soon.

"Why would I and Erdogan meet? To drink refreshments?" Assad said in an interview with Sky News Arabia.

The Syrian president maintains that a meeting is not possible with-

out the withdrawal of Turkish troops from Syria, and that discussions could only take place once a roadmap is put in place.

"Our goal is [Turkey's] withdrawal from Syrian territory, while Erdogan's goal is to legitimize the presence of Turkey's occupation in Syria," Assad said.

Turkey has been the main supporter of opposition fighters who have sought to oust Assad from power, and has carried out three major operations in northern Syria. Turkish forces and proxies also control parts of the north of the country.

Last month, Erdogan said he is open for talks with Assad but that Turkish troops would not leave Syria.

Turkey justifies its presence in Syria on the grounds of fighting

"terrorism" on its borders. It has launched several military operations against Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG) - the backbone of the US-backed Syrian Democratic Forces - viewed by Ankara as the extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"The truth is terrorism in Syria is an industry made and funded by Turkey. Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham are different names for one side," Assad said in response to Erdogan's claiming Turkey will not withdraw from Syria as long as there are threats of terrorism along the border.

Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), formerly known as al-Nusra Front, controls the northwestern province of Idlib and has fought the Syrian regime forces and Russia for years. It is recognized internationally as a terrorist organization.

Syria and Turkey first started moving closer following a devastating earthquake that rocked both countries in February, killing over 50,000 people. The tragedy also presented an opportunity for Arab states to start reconciling with Damascus, following over a decade of isolation.

In May, Assad participated in an Arab League summit hosted by Saudi Arabia, marking a return to the Arab fold. The US, however, has maintained a firm position of its disapproval of a normalization of ties with Syria without a solution to the conflict.

Civil war broke out in Syria 2011 following the Assad regime's brutal crackdown on peaceful protests. The war has killed half a million people, displacing half of the country's pre-war population, and destroying large parts of Syria.



Par Anne Dastakian
Publié le 17/08/2023

100 ans de la République turque : la mémoire d'Atatürk fait un bide à l'étranger... au grand dam d'Erdogan

Alors que les statues monumentales de Mustafa Kemal, dit Atatürk, pullulent en Turquie et dans quelques autres pays, parmi lesquels Cuba et l'Australie, deux tentatives de rendre hommage au fondateur de la République turque, à la veille du centenaire de celle-ci en octobre prochain, ont échoué.

Un double affront diplomatique. Voilà qui ne devrait pas plaire à Recep Tayyip Erdogan, qui a boosté son culte de la personnalité pour son propre bénéfice politique.

Mauvaise passe pour la diplomatie turque et les admirateurs de Mustafa Kemal, dit Atatürk (1881-1938), le premier président d'une Ré-

publique turque qu'il voulut moderne et laïque. À deux mois des commémorations du centenaire de la République, le 29 octobre prochain, ils viennent

de connaître, coup sur coup, deux affronts internationaux, aussitôt attribués au « lobby arménien », conspué en Turquie.

La première claque est venue des Etats-Unis, où vivent plus d'un million d'Arméniens, majoritairement descendants de rescapés du génocide de 1915:

la chaîne Disney+ a annoncé le retrait d'une série télévisée consacrée à Atatürk. « *Il est dommage qu'une plateforme basée aux États-Unis ait succombé à la pression du lobby arménien et annulé la série Atatürk sans la diffuser* », s'est indigné le vice-président du parti AKP au pouvoir, Omar Celik, jugeant « *cette attitude irrespectueuse des valeurs de la République de Turquie et de notre nation.* » Il faut dire que, bien qu'il se situe à mille lieux de la doctrine kémaliste, Recep Tayyip et son mouvement ont abondamment promu la figure d'Atatürk dans les rues, allant même jusqu'à placarder le portrait du grand homme de la Turquie post-ottomane en meetings ces derniers années. Au vu de la sensibilité de la question, la branche locale de la plateforme américaine, « Disney+ Turkiyê », a voulu minimiser l'outrage, en assurant qu'il s'agissait d'un « *changement de stratégie* » : la série, a-t-elle précisé, sera diffusée en deux parties et dans les cinémas à la fin de l'année.



Erdoğan auprès d'une statue d'Atatürk à Chypre. Murat CETIN MUHURDAR / Turkish Presidency Press Office / AFP

Ce choc à peine digéré, vint une seconde salve, tirée le 15 août depuis la municipalité de Prague 6, le très chic quartier des ambassades dans la capitale tchèque. Cette mairie d'arrondissement a rejeté la demande de l'ambassadeur de Turquie visant à ériger une statue d'Atatürk, dans un parc, longeant la rue d'Ankara. « *Nous avons évalué l'ensemble de la question de manière approfondie, notre département du développement*

territorial s'en est occupé et nous avons également consulté le ministère des Affaires étrangères, et nous avons décidé de ne pas installer la statue », a déclaré lundi le maire Jakub Stárek (ODS). Il faut dire que le projet prévoyait une statue de trois mètres de haut sur un piédestal d'un mètre et demi, dans le quartier de Břevnov, à plusieurs kilomètres de l'ambassade turque.

Le quotidien *Denik N*, qui avait

le premier rendu public ce projet, contre lequel a dûment protesté la petite communauté arménienne locale, avait rappelé qu'il s'agissait d'un second essai malheureux en République tchèque. En 2015, l'année du centenaire du génocide des Arméniens en Turquie – génocide que reconnaît d'ailleurs la République tchèque, avec une trentaine d'autres pays, quand la Turquie fait état de massacres de part et d'autres –, Ankara avait tenté d'ériger une statue d'Atatürk dans la station thermale de Karlovy Vary (l'ancienne Karlsbad), où le « *père de tous les Turcs* » avait été soigné en 1918.

Au sein de l'Union européenne, seuls les Pays-Bas comptent un buste d'Atatürk dans un lieu public, et ce à Amsterdam, en hommage aux ouvriers du bâtiment turcs venus dans les années 1960. Le monument, comme son jumeau à La Havane, porte la maxime « *La paix dans le pays, la paix dans le monde* ».



17/08/2023

De notre envoyé spécial de retour d'Akre

Kurdistan irakien : Akre, la ville qui a dit non au béton

Dans les vieux quartiers d'Akre, celui qui utilise du béton risque trois ans de prison. Priorité à la pierre et à la terre. « *Ce sont des matériaux bien adaptés à l'environnement de la région*, explique Hiwa Shimal Ahmad, l'urbaniste de la ville. *Ces matériaux sont aussi meilleurs que le béton pour la santé en plus d'être plus efficace contre la chaleur, le froid et l'humidité.* »

Il fait très chaud, plus de 35°C à l'ombre. Mais derrière les épais murs de la maison d'Ismaël, un habitant du quartier, le thermomètre affiche 10° de moins. « *Il n'y a pas de climati-*

seur, se réjouit Ismaël. Et en hiver, il fait chaud, on n'utilise même pas le chauffage. »

Malgré tout, ces maisons anciennes ont souvent besoin de rénovation. Les pierres coûtent cher et les habitants de ces quartiers sont pauvres et parfois réfugiés syriens. « *Ma maison a besoin d'être rénovée*, ajoute Ismaël. *Il y a de nombreuses fissures dans les murs. Mais moi, je ne peux rien faire, je suis fonctionnaire, je n'ai pas assez d'argent. On a dû abandonner cette chambre juste derrière, là. C'est devenu trop dangereux. On vit dans les autres chambres.* »

Dans cette pièce, le mur est sur le point de s'effondrer. « *Cette loi est irresponsable de la part du gouvernement, précise l'habitant. D'un côté, ils nous interdisent d'utiliser du béton, et de l'autre, ils ne nous aident pas financièrement. Pourtant, cette loi ne concerne que deux quartiers de la ville. Ils pourraient nous aider quand même !* »

Mais l'argent n'est pas le seul frein à la rénovation par la pierre. « *Pourquoi il faudrait que je rénove ma maison avec de la terre alors que ma maison est déjà en terre ?*, s'interroge Cidra, qui vit dans la maison

de son frère dont le toit est en terre. *Nous voulons du béton, c'est plus propre ! Au-dessus de notre tête, il y a des serpents et des insectes dans la terre. Ce n'est pas le cas avec du béton.* »

« *Des quatre autres maisons de ma rue, il ne reste que la mienne*, continue Cidra. *Les autres habitations se sont effondrées. Les familles sont parties parce qu'elles ne pouvaient pas les rénover avec du béton. Regardez-vous même !* » Dans ce quartier, sur les 1 500 maisons qui ont besoin de rénovation, seulement 25 ont bénéficié de travaux depuis dix ans.



Wladimir van Wilgenburg
2023/08/17

US imposes sanctions on Turkish-backed militias and leaders over human rights abuses in Afrin

"The brigade has targeted Afrin's Kurdish residents, many of whom are subjected to harassment, abduction, and other abuses until they are forced to abandon their homes."

ERBIL (Kurdistan 24) – The US Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control (OFAC) on Thursday designated two Turkish-backed armed groups militias and three members of the groups' leadership structures in connection with serious human rights abuses against those residing in the Afrin region of northern Syria.

In March 2018, Turkey and the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) took control of Afrin during its so-called "Operation Olive Branch."

Read More: [Kurdish civilians are being doubly victimized by Turkish-backed groups in Syria: UN report](#)

The groups have faced regular accusations of war crimes, including ethnic cleansing, kidnapping for ransom, torture, and gender-based violence by human rights organizations, including the [UN Commission of Inquiry on Syria](#).

The sanctions specifically targeted the Suleiman Shah Brigade and the Hamza Division "for being responsible for or complicit in, or for having directly or indirectly engaged in, the commission of serious human rights abuses against the Syrian people."

The US Treasury said the Suleiman Shah brigade has targeted Afrin's Kurdish residents, "many of whom are subjected to harassment, abduction, and other abuses until they are forced to abandon their homes or pay large ransoms for return of their property or family members."

The Turkmen-dominated Suleiman Shah brigade was established during Turkey's Euphrates Shield operation in August 2016.

Moreover, it said that Hamza Division, another armed opposition group operating in northern Syria, "has been involved in abductions, theft of property, and torture."

"The (Hamza) division also operates detention facilities in which it houses those it has abducted for extended periods of time. During their imprisonment, victims are held for ransom, often suffering sexual abuse at the hands of Hamza Division fighters," the US Treasury said.

The Hamza Division was [created](#) in April 2016 through a merger with other rebel factions to fight ISIS in northern Aleppo. Previously, the group was known as the Hamza Brigade, formed in 2013.

The sanctions also targeted the notorious Suleiman Shah brigade leader Mohammad Hussein al-Jasim (nicknamed Abu Amsha), who has been accused of several human rights abuses in Afrin.

Read More: [Turkish-backed faction in Syria accused of human rights abuses in Arab-majority region](#)

"Under Abu Amsha's leadership, members of the brigade have been directed to forcibly displace Kurdish residents and seize their property, providing vacated homes for Syrians from outside the region who are often related to fighters in the brigade," the US Treasury said.

"Abu Amsha also ordered the brigade to kidnap local residents, demanding ransom in return for their release and confiscating their property as part of an organized effort to maximize the brigade's revenue, likely generating tens of millions of dollars a year."

Abu Amsha allegedly raped the wife of a member of the brigade and threatened her and her family with harm if she did not remain silent.

Read More: [Syrian opposition fails to stop war crimes in Afrin: Kurdish National Council](#)

The Kurdish National Council (KNC) in 2021 [blamed](#) the Syrian opposition, of which it is a part, for not stopping war crimes committed by Turkish-backed groups, especially by Abu Amsha, for seizing some 25 percent of olive production in areas under their control in Afrin.

The sanctions also targeted Al-Safir Oto, a car dealership based in Istanbul owned by Abu Amsha that provides an outlet for Abu Amsha to invest his income.

Abu Amsha allegedly owns the Al-Safir Oto in partnership with the leader of the Syrian armed group Ahrar al-Sharqiya, Ahmad Ihsan Fayyad al-Hayes, who was previously designated by US sanctions in 2021.

Read More: [US sanctions Turkish-backed Syrian militia for human rights violations against Kurds](#)

In 2021, the US treasury said that the Ahrar al-Sharqiya has

committed numerous crimes against civilians, particularly Syrian Kurds, including unlawful killings, abductions, torture, and seizures of private property, including the killing of female Kurdish politician Hevrin Khalaf in Oct. 2019 and integrating numerous former ISIS members into its ranks.

Also Walid Hussein al-Jasim, the younger brother of Abu Amsha was targeted, who is accused of sexual assault against women, abductions, muggings, and ransoms.

In addition, Walid reportedly killed a prisoner who was unable to pay ransom in 2020 following a month of abuse.

The sanctions also targeted Hamza Division leader Sayf Boulad Abu Bakr. "While Abu Bakr has been commander, the Hamza Division has been accused of brutal repression of the local population, including kidnapping Kurdish women and severely abusing prisoners, at times leading to their death," the US treasury said.

Read More: [Syrian Kurdish official decries US position on Afrin's demographic changes](#)

The US has hesitated to criticize Turkey openly, because of the key role that Ankara is playing in regards to Ukraine.

The State Department Spokesperson Matthew Miller in a statement on today's designation did not mention Kurds, Turkey or Afrin, only human rights abuses in Syria.

"Today, the United States is imposing sanctions on two armed Syrian factions – the Suleiman Shah Brigade and the Hamza Division – in connection to serious human rights abuses committed in northern Syria, including abduction, severe physical abuse, and rape," Miller said.

US State Department Deputy Spokesperson Vedant Patel on Thursday also [told](#) Kurdistan 24

"that we believe the rights of all Syrians should be respected, and we'll continue to identify and seek to hold to account individuals who abuse or violate those rights, including those related to housing, land, property rights."

On Aug. 14, the US State Department Deputy Spokesperson Vedant Patel also [made clear](#) that the US had nothing to do with Turkish attacks on Kurdish sites in either Iraq or Syria, without

condemning the Turkish operations.

Read More: [U.S. Urges Restraint on Turkey](#)

On August 2, US State Department Spokesperson Matthew Miller [rejected](#) the notion of Turkey having any intention to manipulate the demography in Afrin, which was criticized by Syrian Kurdish officials.

Read More: [Syrian Kurdish of-](#)

[ficial decries US position on Afrin's demographic changes](#)

A [report](#) by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) published in June 2018, suggested that "permitting ethnic Arabs to occupy houses of Kurds (in Afrin) may be an intentional attempt to change the ethnic composition of the area permanently."



Amer Ababakr
17 August 2023

Iraq: After years of setbacks, what the Kurds need most is unity

Since 2003, Iraqi [Kurds](#) have played a significant [role](#) in shaping successive [Iraqi](#) governments. Over the years, they successfully attained [semi-autonomy](#) and [economic independence](#). However, their progress has steadily declined due to a series of [federal policies](#) and decisions.

In February 2022, Iraq's Federal Supreme Court [invalidated](#) the Kurdistan Region's oil sales by ruling that only the federal government has the constitutional authority to export crude oil and enter international agreements.

The Kurdistan Regional Government (KRG) experienced another setback in generating revenue last March when Ankara was found to have broken a [1973 bilateral agreement with Baghdad](#) (renewed in 2010), which gave the Iraqi federal government complete control over Iraq's oil sales through the pipeline to Turkey.

A complaint was taken to the [International Chamber of Commerce](#), which ordered [Turkey](#) to pay Iraqi central authorities \$1.47bn for violating the agree-



Kurdish forces loyal to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) party are seen after storming a facility in protest at the Iraqi government's oil policy in Kirkuk, Iraq, on 2 March 2017 (Reuters)

ment and purchasing directly from the Kurds without permission.

These [decisions](#) impeded the KRG's ability to sell oil - the economic backbone of the Kurdish region - independently, and [weakened](#) its position at the bargaining table with Baghdad. The two governments have been engaged in [federal budget](#), [oil export](#) and [border negoti-](#)

ations, among other [issues](#), since 2013.

Internal strife within the Kurdish political scene has also contributed to the region's declining influence and authority. [Legal disputes](#) between the Kurdish opposition and the two main ruling parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), gave rise to Iraq's top

court becoming the ultimate [authority](#) in resolving partisan conflict.

With federal authorities assuming control over the region, the future of the divided Kurdish entity remains uncertain.

In 2017, the Kurdistan region held a referendum on secession upon the request of its main partners within the Iraqi Kur-

distan [National Union](#), with more than 90 percent of voters supporting [independence](#).

This move triggered a series of retaliatory measures that precipitated the region's political and economic downturn. The federal government of Iraq, along with [neighbouring Iran](#) and Turkey, imposed [sanctions](#) on the Kurds.

Iraq's restrictions on oil exports led to the KRG's administrative and military [withdrawal](#) from large areas comprising territories disputed between the Kurds and Baghdad, most notably the oil-rich [Kirkuk Governorate](#). This continued for more than a year, until the two parties reached a temporary [understanding](#) in 2018 to export Kirkuk oil through the KRG's pipeline to Turkey.

The Kurdistan Region's 2017 referendum on secession triggered a series of retaliatory measures that precipitated the region's political and economic downturn

Iraq's Federal Supreme Court subsequently issued its decision to stop exporting the KRG's oil through Turkey, barring the region from [exporting](#) its oil independently. The top court then ruled against the extension of the Kurdistan Region's parliament, declaring it unconstitutional following a [lawsuit](#) by opposition parties in Erbil.

The decision was preceded by days of [sudden changes](#) to the draft budget, which the KDP considered a "coup against the political agreements" entered into as part of the State Administration Coalition forming the government of Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani.

The KRG argued that the changes made to the draft budget by members of the finance committee of the parliament were [unconstitutional](#) and inconsistent with the agreement signed between the regional and federal governments.

The imposed amendments to the federal budget, in place for the next three years, are the last-but-not-least push to squeeze the Kurdistan Region and undermine the authority and independence that it once enjoyed.

The KRG has been further weakened by internal political division, allowing the Iraqi federal government to swiftly [regain control](#) of Kurdistan's liquid gold and its revenues. This represented a [glaring setback](#) for the region, which was free to export its own oil since 2013.

Meanwhile, the Kurdish opposition parties posed legal challenges to the vote by the Kurdistan Region's parliament to extend the term of the legislature, arguing that the extension would nullify one of the region's three pillars - presidential, parliament, and government. Yet the extension itself came about due to disagreements between the ruling parties over a [new electoral law](#) and subsequent delays in holding elections.

The lawsuit resulted in a Federal Supreme Court decision declaring the extension [unconstitutional](#).

Given these critical losses, many are now questioning whether the region has lost its bargaining power with Baghdad.

Losing influence

There are several factors that contributed to the decline of the KRG's authority, including a preference for partisan gains over national interests by the main Kurdish parties and wide political differences between them.

The [chronic division](#) between the rival parties, especially since the referendum for statehood in 2017, has contributed to the Kurdistan Region's loss of [political influence](#). Both in Baghdad and on the regional and international stage, opponents and

even some close allies have perceived the region as [weak](#) and on the brink of civil war.

The region is divided on matters of [security](#), finances and governance as the result of internal tensions that have long been criticised by [external powers](#).

The relative failure of the KRG's oil policy also played a significant role in weakening the region. Despite the many contracts, foreign investment and job creation, the region still accumulated a [\\$3.348bn](#) debt to oil companies.

Random appointments to the heavily partisan KRG institutions also paved the way to systemic corruption that placed political parties over people. It culminated in the government's inability to [pay salaries](#) regularly and fully, even after years of daily oil sales and deferred payments on export expenses.

The government's failure to invest in centres for strategic studies has also led to the absence of a prudent strategic policy that would address rising geopolitical issues. The existing Kurdish institutions are run by unqualified [individuals](#) who are hired along partisan lines.

The persistent political, administrative and financial [corruption](#) in the region, similar to the situation in [Iraq](#), has further contributed to the region's declining stature. The appointment of unfit candidates to official posts in the federal government - whether as parliamentarians, ministers or negotiators with the federal government - has always undermined the interests of the Kurdish people.

To regain its influence and secure its [constitutional rights](#) fully, the region must prioritise self-organisation, including legitimate institution building and the strengthening of its relationships with neighbouring countries and the international community at large.

Yet the best remaining means

to regain the Kurdistan Region's stature is by ending the rift between the main forces, the KDP and the PUK, and creating a unified position on national interests while dealing with the federal government.

A new path

In recent years, the Federal Supreme Court has become a refuge for opposition groups, such as the Islamic parties and the New Generation Movement, seeking to obstruct the [authority](#) of the two ruling parties and [extract gains](#).

The use of the court to invalidate the agreements, settlements and customs established by the political process will inevitably have repercussions that may prompt the two main parties to follow a new path.

This path may require passing laws that establish certain concessions for the region and formulating new agreements that would enable them to confront the growing opposition parties within the region.

For sure, the court judgments may limit the power of the two parties, but not to the extent that it would result in major changes.

The Kurdistan Region is confronting a well-planned [campaign](#) to undermine its authority by the Iraqi federal government and neighbouring states, Turkey and Iran, through sanctions and other measures.

Above all, Kurdish unity is the foundation for keeping the region intact, especially when it comes to negotiating their rights with the federal government. Any internal disputes between the main parties should be settled and not come at the cost of national interests.

The views expressed in this article belong to the author and do not necessarily reflect the editorial policy of Middle East Eye.

Amid growing tension between Russia, Iran and the US, Syria's Kurds have been sidelined

In north-east Syria, the 12-year conflict is [far from over](#). Russian fighter jets buzz US surveillance drones, threatening to bring them down. Iranian-backed militias occasionally fire rockets at US positions. The Assad regime maintains that it will “regain every inch” of Syria, ending Kurdish autonomy in the north-east.

Meanwhile Turkey — considering the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) to be part of the Turkish Kurdish insurgency PKK — carries out periodic strikes, following its seizure of part of the border area in October 2019. And the Islamic State, expelled from its last village in March 2019, is still present. Its cells attack civilians and the Assad regime’s military buses, [killing at least 23 troops on August 11](#).

In a multi-sided confrontation where — amid the regime’s deadly repression — no one has “won”, the headline is of a possible Russian-Iranian-US showdown. But that is a diversion from a local story where Syria’s Kurds could be the biggest losers in the north-east.

On July 16, a Russian Su-35 fighter jet [flew close to a US MC-12 turboprop surveillance aircraft](#), flying in support of operations against Islamic State cells. American officials said the MC-12’s four crew members were endangered, and added that Russian harassment had complicated strike against an IS leader earlier in July. Moscow disregarded the message.

On July 23, another Russian fighter jet damaged a US MQ-9 Reaper drone, carrying our surveillance over northern Syria, when it flew within a few metres



Client state: Syrian leader Bashar al-Assad meeting with Vladimir Putin, to whom he owes his survival, in Moscow, March 2023. EPA-EFE/Vladimir Gerdo/Sputnik/Kremlin pool

and one of its flares struck the Reaper’s propeller. A drone operator kept the Reaper in the air and guided it home.

Lt. General Alex Grynkeiwich, commander of the 9th Air Force, said: “We call upon the Russian forces in Syria to put an immediate end to this reckless, unprovoked, and unprofessional behaviour.” Some analysts seized on the incidents to declare imminent confrontation. Citing movements of Iranian-backed militia and Assad regime troops and equipment as well as Russian harassment, the Washington-based [Institute for the Study of War declared](#): “Iran, Russia, and the Syrian regime are coordinating to expel US forces from Syria.”

Despite a de facto “deconfliction” arrangement with US forces, Russia has discussed operations with Iran to prop up the Assad regime throughout the Syrian conflict. But ISW’s assessment is hyperbolic. The chair of the US Joint Chief of Staff, General Mark Milley, said in July that additional military deployments [were not needed](#)

to fend off Russian harassment: “There’s been an uptick, but I wouldn’t overstate it too much. We’ve got adequate capabilities to defend ourselves.”

Equally important, assessments such as ISW’s play down — or even ignore completely — what is actually happening on the ground in Syria in favour of focusing on the interplay between foreign powers. Specifically, attention to a US-Russian-Iranian confrontation ignores the group at greatest risk in any showdown: Syria’s Kurdish population.

A people without a home

In 2015, the prospect was of an Islamic State caliphate across northern Syria. IS controlled about one-third of the country, with the prospect of further gains. But the Kurds, backed by US military assistance, held out. They repelled a four-month siege of Kobane by IS in January 2015, at the cost of thousands of lives, and then began the fightback to reclaim territory.

Raqqqa, Syria’s seventh-largest city and the centre of the caliphate, was liberated in October 2017. The following September, the Kurdish-led Syrian Democratic Council declared the establishment of a statelet, the [Autonomous Administration of North and East Syria \(AANES\)](#).

But autonomy would inevitably be tenuous for a Kurdish population — estimated at between 30 and 45 million — struggling for decades for a state in Syria, Iran, Iraq or Turkey. The Assad regime, which suppressed Kurdish protests in 2004-05, was anxious to regain authority that it had lost after nationwide demonstrations began in March 2011.

Tehran’s regime not only chafed at US-supported Kurdish forces but also had its own problematic relations with Kurds in northwest Iran. Turkey’s Erdoğan government, because of its internal fight with the PKK, was also dedicated to breaking the Kurdish areas.

Ankara came close to doing so. Having already [overrun the Afrin canton in north-west Syria in 2016](#), Erdoğan sought an opening to advance in the north and north-east. He got it from Donald Trump, who offered in phone calls in December 2018 and October 2019 to [withdraw all US troops](#). The Pentagon checked Trump on the first occasion, but Erdoğan seized on the second “green light” to launch a cross-border invasion, occupying a strip along the border.

Do “The Kurds Always Lose in the End”?

In April 2013, at an international gathering in Oxford in the UK,

a US military officer told me: “I can’t see us maintaining a presence. The Kurds always lose in the end.”

More than a decade later, about [900 US troops remain in Syria](#), many of them working with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces. But Erdoğan is watching, waiting, and saying that the Kurds must capitulate. Assad still insists that he should be the leader of the north-east.

As Iran fences with the US over sanctions and Tehran’s nuclear program, Iranian-backed militias occasionally fire rockets at US positions. And Russia — entangled in what appears to be Vladimir Putin’s losing gamble



Kurdish protesters in Lebanon with a map of Kurdistan during the siege of Kobane in 2014 which forced thousands of Kurds to flee into Turkey. EPA/Nabil Mounzer

in Ukraine — pursues Syrian “pinpricks” against the Americans, hoping that Washington will finally abandon the Kurds.

On August 4, as political and military analysts were watching Russia and the US, there was another statement from north-east Syria. A day earlier, a [Turkish drone strike](#) on a car killed four members of the Syrian Democratic Forces and wounded two.

The Kurdish-led AANES called on the US to take a public position over the Turkish attacks which have killed dozens of Syrian Kurdish fighters this year. Washington must “have a clear stance ... regarding the targeting of our people and fighters”.

There was no immediate reaction from either the US military or the Biden administration.



Aug 17th 2023 | ERBIL

The Kurds’ dreams of independence look farther off than ever

As the Kurds bicker, Iraq’s federal government is regaining control

For three decades Kurdistan boomed while the rest of Iraq sputtered. The region had the country’s fastest economic growth. It built modern oil complexes, hotels and motorways. With a vote in favour of independence in a referendum in 2017, its future looked bright. Six years on that dream has faded. The cranes that rotated above sprawling conurbations are parked over half-finished estates. And as Iraq’s capital, Baghdad, rebounds thanks to improved security and oil revenues, its rulers are chipping away at Kurdistan’s autonomy. After 30 years of self-government, the Kurds’ economy, borders, disputed territories and politics are largely back under central control. The Kurdish Regional Government (krg) is losing strength, says a Western diplomat monitoring developments from Baghdad: “There’s a risk that the Kurdistan project will fail.”



Image image: Getty Images

The Kurds largely have themselves to blame. Squabbling between their two feudal families—the Barzanis who rule the west and the Talabanis in the east—

has intensified. Since 2017 their leaders have transferred power to brasher sons with clashing personalities. Their parties—the Barzanis’ Kurdistan Democratic Party

(KDP) and the Talabanis’ Patriotic Union of Kurdistan (PUK)—fight over diminished resources. Their ministers often vote against each in the cabinet in Baghdad.

The PUK, the weaker of the two, openly appeals to Baghdad for backing. "Iraq is better than Kurdistan," says the party's leader, Bafel Talabani. Despite Western urging, the two parties refuse to unify their separate forces, known to both sides as the Peshmerga. Assassinations of each other's cadres have resumed.

The last session of the Kurdish parliament ended in a televised brawl. And as Kurdish disaffection with the infighting grows, their leaders are growing more oppressive. An election set for last year has been delayed until February 2024 at the earliest. Media freedom, once a hallmark of the Kurdish region, has been restricted.

The Iraqi government in Baghdad is taking advantage of this rivalry to claw back the power it lost after the Kurds rose up against Iraq's old dictator, Saddam Hussein, in 1991. It has started with money. Earlier this year the Supreme Court used an international arbitration ruling in Paris to outlaw Kurdish oil sales, stripping the Kurds of revenues they accrued from selling 450,000 barrels a day. Kurdish salaries now depend on the monthly allowance Baghdad pays the regional government. Kurdish leaders who once shunned Baghdad now troop to the capital to plead for handouts. In his four years as the KRG's president, Nechirvan Barzani has made ten official visits to Baghdad; his predecessor and uncle, Masoud Barzani, made one in 15 years. Under a new national budget passed in June, any of the KRG's provinces can now seek direct funding from Baghdad. That could tempt the Talabanis to break away from the Barzani-dominated KRG and further undermine the region's unity.

The government in Baghdad is also taking control of the Kurds' borders. It has stationed guards at the KRG's crossings and airports, in effect giving it a veto



The Economist

over who can get in and out. The Talabanis still pocket the revenues from the influx of cars and from cigarettes smuggled in from Iran—but not for much longer, says an Iraqi official. Turkey's suspension of oil purchases from Iraq has also cost the Kurds the transit fees they used to earn from such transactions (an international court deemed that Turkey had been importing oil from the KRG without Iraq's consent and awarded Iraq around \$1.5bn in compensation).

To the south, the Iraqi army and its associated Shia militias are consolidating their hold on the disputed territories that they retook from the Kurds after the referendum in 2017. They have since rejiggered the demography by encouraging Arabs to settle on land claimed by the Kurds. Were that referendum held today, the Kurds might no longer be a majority.

Most damaging, perhaps, is the Iraqi state's reassertion of legal supremacy. In May its Supreme Court declared Kurdistan's decision to postpone elections unconstitutional and ordered the replacement of the Kurdish elec-

toral commission with Iraq's. Kurdistan is also losing its status as a haven for Iraqi activists on the run. Last year Kurdish security men arrested an Iraqi researcher working for an American think-tank and handed him over to Baghdad. Employers in the KRG's formal sector now need recruits to get security clearance from the capital.

Culturally Baghdad's advances are also taking a toll. For three decades the Kurds have promoted their own language and rolled back the old Baathist programme of Arabisation. A generation forgot how to speak Arabic. But it is making a comeback. A Kurdish leader's son addressed the audience at his graduation ceremony at a local university in Arabic. As ties with Baghdad tighten, Kurdistan's private sector now requires new hires to speak it, too. And it is back on shop fronts in the Kurds' capital, Erbil, as an influx of southerners has hoovered up empty property on the cheap. "Arabs are a business opportunity," says a Kurdish risk consultant. "But also a threat."

Things fall apart

While the influence of Iraqi Arabs is increasing in Kurdistan, the Kurds' leverage in the capital is weakening. The pro-Iranian Shia factions that dominate the central government are sidelining Kurdish leaders, along with Iraq's other minorities, such as Sunni Arabs and Christians. Iraq's president, a sinecure for a Kurd, has the clout of a puppet, say officials in Baghdad.

Once upon a time the Kurds might have looked to the West for salvation. Western powers created a Kurdish safe haven after the Gulf war of 1991 with a unapproved no-fly zone. But Western interest has been waning, too. The Kurds lost their no-fly zone when America occupied Iraq in 2003. And although the Americans still keep an airbase in Kurdistan at Harir, 65km north of Erbil, the Kurds complain they offer no support when Iran's Shia proxies lob missiles and drones at them. A vast new American consulate in Erbil is behind schedule. The West's inertia casts doubt on the alliance's strength, worries a Kurdish official.

The Kurds still have some cards to play. They have been making overtures to the Chinese, who are set to build dams, a cement plant and a \$5bn real-estate development outside Erbil. The Kurds can also use the threat of large numbers of refugees to rattle the West. A full takeover of Kurdistan by central Iraq could trigger an exodus to Turkey and thence to Europe.

But most Kurds are despondent: "We'll just be another province in Iraq," says an analyst in Erbil. The beacon of independence that shone for some 30m Kurds dispersed across Turkey, Iran and Syria is beginning to fade. □

This article appeared in the Middle East & Africa section of the print edition under the headline "Divided they fall"

Washington sanctionne deux groupes armés pro-turcs syriens, impliqués dans des exactions contre les Kurdes

En janvier 2018, et avec le soutien de groupes rebelles fédérés au sein de l'Armée syrienne libre [ASL], la Turquie lança l'opération « Rameau d'olivier » afin de chasser les milices kurdes syriennes [YPG], alors à la pointe du combat contre l'État islamique [EI ou Daesh], du canton d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie. Ce qu'elle parvint à faire...

Puis, l'année suivante, Ankara lança une nouvelle offensive contre les YPG. Appelée « Source de paix » et également menée avec l'ASL, celle-ci lui permit d'établir une zone tampon de 120 km de long pour 30 km de large entre Tall Abyad et Ras al-Aïn.

Cela étant, en 2020, la Commission d'enquête indépendante et internationale [COI] des Nations unies sur le conflit syrien dénonça les exactions commises par les groupes rebelles syriens pro-turcs à l'égard des populations kurdes installées dans les territoires désormais passés sous le contrôle d'Ankara. Plus tôt, elle avait estimé que la Turquie pourrait être « pénalement tenue pour responsable des graves violations commises par ses alliés de l'Armée nationale syrienne ».

Cependant, la Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, qui était alors Michelle Bachelet, exhorta la Turquie à « lancer immédiatement une enquête impartiale, transparente et in-



dépendante sur les incidents » ayant impliqué des groupes armés « sous le contrôle effectif » d'Ankara. Mais les autorités turques lui opposèrent une fin de non-recevoir. « Nous rejetons entièrement les allégations infondées contre des groupes de l'opposition syrienne opérant sur le terrain pour combattre le terrorisme et permettre le retour des réfugiés », lui rétorqua le ministère turc des Affaires étrangères.

Et les choses en restèrent là... Mais, ce 17 août, les États-Unis, qui, autrefois, apportèrent un soutien à plusieurs de ces groupes rebelles syriens, ont fini par prendre des mesures.

En effet, le département américain du Trésor a **annoncé** qu'il venait de sanctionner deux de ces formations, à savoir la Brigade Suleiman Shah et la Division Hamza, ainsi que leurs chefs, pour leur im-

plication dans de « graves atteintes aux droits humains contre les personnes résidant dans la région d'Afrin ».

Ainsi, constituée en majorité de combattants turkmènes, la Brigade Suleiman Shah, qui a également combattu en Libye et au Haut-Karabakh, est accusée de « soumettre » la population d'Afrin à des enlèvements et à des extorsions.

Cette formation a « ciblé les résidents kurdes d'Afrin, dont beaucoup sont victimes de harcèlement, d'enlèvements et d'autres abus jusqu'à ce qu'ils soient forcés d'abandonner leurs maisons ou de payer de fortes rançons pour la restitution de leurs biens ou des membres de leur famille », détaille le Trésor américain.

Quant à la Division Hamza, née de la fusion de plusieurs groupes rebelles syriens et qui se qualifie de « force spéciale », elle a aussi été en-

voyée en Libye et au Haut-Karabakh. L'administration américaine l'accuse d'être « impliquée dans des enlèvements, des vols de biens et des actes de torture ». Et de préciser qu'elle « gère également des centres de détention dans lesquels elle retient ceux qu'elle a enlevés pendant de longues périodes ».

Les sanctions visant ces deux entités et leurs principaux chefs relèvent du décret présidentiel (E.O.) 13894. En clair, « tous les biens et intérêts sur les biens » des personnes visées « qui se trouvent aux États-Unis, ou sont en possession ou sous le contrôle de personnes américaines, doivent être bloqués et signalés » au Trésor américain. En outre, les ressortissants non américains qui effectueraient des transactions avec les individus sanctionnés sont susceptibles de faire aussi l'objet de sanctions.

Washington sanctionne deux factions armées proturques en Syrie

Les États-Unis ont engagé des sanctions contre deux groupes armés soutenus par Ankara, accusés de graves violations des droits de l'homme à Afrine.

Le département américain du Trésor a sanctionné jeudi deux milices soutenues par la Turquie ainsi que leurs chefs opérant dans le Nord-Est syrien, notamment dans la ville de Afrine à majorité kurde. La raison évoquée : ces groupes « ont exacerbé les souffrances causées par des années de guerre civile dans le nord de la Syrie et entravé le redressement de la région en se livrant à de graves violations des droits humains contre les populations vulnérables ». Dans le viseur, se trouvent la brigade Suleiman Shah et la division Hamza, qui ont combattu par le passé sous la bannière de l'Armée nationale syrienne, connue au préalable comme l'Armée syrienne libre. De nombreuses factions armées soutenues par Ankara sont en outre pointées du doigt par Washington pour le recrutement continu de combattants, dont certains sont d'anciens membres du groupe État islamique (EI).

Exactions et abus

En juillet 2022, [une enquête menée par le Syrian Justice Accountability Centre \(SJAC\)](#) avait révélé les pratiques criminelles qui permettent au chef de la brigade Suleiman Shah, Mohammad Hussein el-Jassem, aussi appelé Abou Amcha, de générer des revenus supérieurs à 30 millions de dollars par an. Selon l'organisation, en plus de subir des exactions telles que viols, harcèlements ou enlèvements, des habitants de Afrine auraient été forcés

par la milice proturque d'abandonner leurs maisons ou de payer d'importantes rançons pour la restitution de leurs biens ou de membres de leur famille.

Un stratagème qui aurait généré des dizaines de millions de dollars par an en paiements de rançons, atteignant chacune entre 1 000 et 25 000 dollars. Selon le SJAC, le chef de milice détiendrait ainsi 65 millions de dollars dans des banques turques. Des révélations qui avaient alors poussé l'organisation à demander au Bureau américain de contrôle des avoirs étrangers du Trésor de sanctionner Abou Amcha. [Chose faite ce jeudi](#), les autorités américaines ayant même ciblé aussi le frère d'Abou Amcha, Walid Hussein el-Jassem. Ce dernier est accusé d'avoir coordonné des enlèvements, des agressions et des rançons en tant que haut responsable de la brigade. En 2020, il aurait en outre tué un prisonnier kurde qui n'était pas en mesure de payer une rançon.

Le Trésor a également placé l'entreprise al-Safir Oto sous sanction. Appartenant à Abou Amcha, ce concessionnaire automobile, basé à Istanbul et dans le sud de la Turquie, lui fournirait un débouché pour investir ses revenus. Abou Amcha et sa brigade s'appuient notamment sur le soutien d'Ankara pour accéder au marché turc. Entre autres, rapporte le SJAC, une juteuse exploitation des terres confisquées à des habitants kurdes de Afrine permet

au chef de milice de vendre via des intermédiaires des olives à la coopérative agricole [Türkiye Tarım Kredi Kooperatifleri \(ACC\)](#), placée sous l'autorité du ministère turc de l'Agriculture, [selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\)](#). L'ACC raffine ensuite l'huile puis la revend aux exportateurs turcs, avant d'être écoulee dans le monde entier sous étiquette turque.

Anciens combattants de l'EI

Également visée par les sanctions du Trésor, la division Hamza est accusée d'enlèvements, de vols de biens et d'actes de torture. Le groupe gérait des centres de détention où les victimes sont détenues contre rançon et souvent agressées sexuellement par des combattants. Le Trésor a entre autres placé sur sa liste de sanctions Sayf Boulad Abou Bakr, commandant de la division.

Le 3 août, [un rapport publié sur l'opération américaine anti-EI](#) a réitéré les inquiétudes de Washington concernant le « recrutement et le paiement continu de combattants, dont certains étaient d'anciens membres de l'EI », par la plupart des groupes soutenus par Ankara en Syrie. En juillet 2021, l'administration de Joe Biden avait ainsi sanctionné la faction armée syrienne Ahrar ach-Charakiya, citant l'exécution par le groupe, en 2019, de la politicienne kurde Hevrin Khalaf et son recrutement présumé d'anciens membres de l'EI.

Impliquée dans le conflit syrien, la Turquie a soutenu des groupes rebelles contre les forces gouvernementales de Bachar el-Assad, tout en ayant pour objectif de contrer l'auto-nomisation des zones kurdes. En octobre 2019, l'opération « Source de paix » est lancée par Ankara dans le Nord-Ouest syrien avec l'objectif notamment de créer à sa frontière une zone tampon avec les régions dominées par les forces kurdes soutenues par les Américains dans leur lutte contre l'EI. L'offensive turque déplace des milliers de combattants et habitants kurdes syriens, poussant [l'administration de Donald Trump à prendre des mesures commerciales de rétorsion](#) contre la Turquie à cause de son attitude « dangereuse et destructrice ». Ankara continue de soutenir des factions armées syriennes dans le nord du pays en dépit des critiques internationales suscitées par les violations des droits de l'homme et exactions régulièrement commises par leurs combattants contre les populations locales.

Le département américain du Trésor a sanctionné jeudi deux milices soutenues par la Turquie ainsi que leurs chefs opérant dans le Nord-Est syrien, notamment dans la ville de Afrine à majorité kurde. La raison évoquée : ces groupes « ont exacerbé les souffrances causées par des années de guerre civile dans le nord de la Syrie et entravé le redressement de la région en se livrant à...



Wladimir van Wilgenburg
2023/08/19

Syrian Kurds embrace US sanctions against SNA, condemned by SNA

ERBIL (Kurdistan 24) – The US Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control (OFAC) last Thursday [designated](#) two Turkish-backed armed groups for human rights abuses in Afrin. While the Syrian Kurds welcomed the sanctioning, the Syrian opposition called on the US to reconsider the sanctions.

The sanctions targeted the Suleiman Shah and Hamza brigades, and three of their leaders for serious human rights violations in Afrin.

US State Department Deputy Spokesperson Vedant Patel on Thursday [told](#) Kurdistan 24 "that we believe the rights of all Syrians should be respected, and we'll continue to identify and seek to hold to account individuals who abuse or violate those rights, including those related to housing, land, property rights."

In March 2018, Turkey and the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) took control of Afrin during its so-called "Operation Olive Branch." The SNA brigades have been involved in various human rights abuses, including gender-based violence against women. The Syrian National Army

(SNA), a coalition of Turkey-backed Syrian opposition groups with tens of thousands of fighters, established in late 2017, has its roots in the Free Syrian Army (FSA) that emerged at the onset of the Syrian Civil War in 2011.

While the FSA as a group's initial focus was to battle the forces of the al-Assad government, the SNA has shifted its focus into undermining the empowerment of various Kurdish groups that have established autonomy in areas exposed to a power vacuum after being abandoned by the al-Assad government.

Read More: [US sanctions Turkish-backed Syrian militia for human rights violations against Kurds](#)

In 2021, the US had also sanctioned the SNA-affiliated group Ahrar al-Sharqiyah for abuses against Kurds in Turkish-controlled areas.

The Ministry of Defense in the opposition-controlled Syrian Interim Government, which controls the Turkish-controlled areas in northwestern Syria, on Friday [called](#) the sanctions the result of a "deliberate defamation campaign" and called on the US Treasury to reconsider the

decision. Moreover, it claimed the allegations against the two brigades and their leaders are untrue.

In Afrin, supporters of the Turkish-armed groups also [organized protests](#) against the imposition of US sanctions.

"The Ministry of Defense emphasizes its priority of upholding human rights within all formations of the Syrian National Army, in accordance with the resolution issued by the Syrian Interim Government in this regard," a statement by the supporters read.

"The decision issued by the US Department of the Treasury is unacceptable, as it disregards the work of the military prosecutor's office and the military oversight units that operate transparently within the Syrian National Army under the supervision of the Ministry of Defense."

The co-chair of the External Relations Department of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), Bedran Ciya Kurd on Friday [welcomed](#) the decision to impose sanctions. However, it said the decision "remains insufficient to fully address the rights of the people of Afrin and it fails to

end the dire situation that violates basic humanitarian standards."

He called "for the urgent deployment of an international commission of inquiry to the occupied territories, particularly Afrin. It is only fair to bring all those involved and criminals before the International Criminal Court, as their actions constitute war crimes and crimes against humanity," he said.

The [Media Centre](#) of the Syrian Democratic Forces (SDF) on Friday also welcomed the decision, adding that the US "have the capability to improve methods of holding these groups accountable and tracking them."

However, the SDF said they want to draw attention to the fact that the human right abuses carried out by these Syrian armed groups are not 'sporadic incidents' but strategic crimes committed by the 'Turkish occupying state'.

The Kurdish National Council (KNC), the main rival to the AANES and SDF, so far has not responded to the US sanctions, but in the past had called on SNA-affiliated groups to stop human right abuses against Kurds in Afrin.



Responsible
Statecraft

Matthew Petti
August 22, 2023

US slap sanctions on formerly CIA-backed Syrian rebels

The Biden administration slammed Turkey's collaborators for anti-Kurdish crimes in Syria — including raping and torturing civilians.

The Biden administration has imposed human rights sanctions on the Hamza Division, a formerly U.S.-backed rebel group in Syria that now fights against Kurds alongside the Turkish army. The sanctions, [announced last week](#), also apply to the Suleiman Shah Brigade, a Turkish-backed militia whose leader has ties to CIA-backed rebels.

The two militias are accused of crimes including pillage, rape, kidnapping, and torture in Afrin, a Kurdish-majority district of Syria.

The Syrian Interim Government, which represents the two militias, said in a statement that the sanctions were “a result of deliberate defamation campaigns...based on reports issued by non-neutral organizations.” It claimed to be investigating any allegations of abuse internally. Militia members reportedly [held a rally](#) in Afrin and shouted, “may America fall and may Biden fall!”

In the space of a decade, Washington has gone from training the Hamza Division to blacklisting it. The sanctions are also part of a mixed message to U.S. ally Turkey. Less than a month ago, the U.S. State Department had denied that Turkey was [committing ethnic cleansing](#) against Syrian Kurds. Now the Biden administration is targeting the Hamza Division and the Suleiman Shah Brigade, both of which have a [close relationship](#) to the Turkish intelligence services.

The United States first levied sanctions against one Turkish backed militia in 2021. However, those sanctions targeted [Ahrar al-Sharqiya](#), a group that had never received U.S. support and had a [notoriously bad relationship](#) with American troops. The Hamza Division and Suleiman Shah Brigade, on the other hand, have a long history of cooperation with Wash-

The U.S. military had once [provided training](#) and [\\$8.8 million in cash](#) to the Hamza Division, as part of an effort to enlist Syrian rebels in the fight against the Islamic State. Hamza Division leader [Sayf Abu Bakr](#) and Suleiman Shah Brigade founder [Mohammad Abu Amsha](#) had both moved through the ranks of rebel groups that received American weapons through a parallel CIA program to undermine the Syrian government.

U.S. support for the Syrian uprising [dried up](#) during the Trump administration. In the years since, some rebels have gone from trusted U.S. partners to “[thugs, bandits and pirates](#)” in the eyes of U.S. officials.

In early 2018, the Turkish military recruited several Syrian rebel groups to participate in the invasion of Afrin, a Kurdish-majority district of Syria. Turkey launched a second invasion of Syria in October 2019, using the same Syrian militias to once again take territory from Kurdish-led rebels.

The Trump administration had publicly [shrugged its shoulders](#) at Turkey's 2018 invasion, and initially gave a green light to the 2019 invasion. After members of Congress accused the Trump administration of “[betraying](#)” the Kurds — who had also received U.S. military support — the White House helped [negotiate a ceasefire](#).

The Turkish military stayed in the areas it had conquered. So did the Hamza Division, the Suleiman Shah Brigade, and Ahrar al-Sharqiya, who have all earned a [reputation for brutality](#) against Kurdish civilians. These militias reportedly extort civilians, pillage property, kidnap women, and commit sexual abuses. Abu Amsha, leader of the Suleiman Shah Brigade, is accused of [raping](#) one of his subordinates' wives.

Turkish president Recep Tayyip Erdoğan has made the purpose of the occupation clear. At the outset

of the 2018 invasion, he declared that Kurds are an alien presence in Afrin, which must be given back to its “[rightful owners](#).” Speaking to the UN General Assembly in September 2019, he held up a map of Syria and [laid out a plan](#) to resettle 1 to 2 million refugees — mostly non-Kurds — in Kurdish-majority areas.

The Suleiman Shah Brigade has “been directed to forcibly displace Kurdish residents and seize their property, providing vacated homes for Syrians from outside the region who are often related to fighters in the brigade,” according to the Biden administration's sanctions announcement, which does not specify that the orders came from Turkey or Erdoğan.

“The Afrin region of Syria is largely controlled by a patchwork of armed groups, many of which use violence to control the movement of goods and people in their respective territories,” the announcement said. “These armed groups have exacerbated the suffering caused by years of civil war in northern Syria and hindered the region's recovery by engaging in serious human rights abuses against vulnerable populations.”

Some of the most infamous abuses have been revealed due to conflict between the militias. In May 2020, a [standoff between rival militias](#) led to the discovery of a secret Hamza Division prison for [kidnapped women](#). In March 2023, militiamen [gunned down a Kurdish family](#) at a Nowruz picnic, and rival rebels [threatened to take over](#) Afrin unless justice was served.

Despite the infighting among Turkey's collaborators, the Turkish military continues to play a “hands-on role” in Afrin in order to “maintain Turkish dominance,” according to a [2023 paper](#) by researcher Alexander McKeever. Eyewitnesses even told a UN commission that Turkish officers were in the room

while Syrian militia members [tortured their prisoners](#).

The militias have also expanded their activities worldwide under Turkish patronage. Syrian fighters have served as mercenaries in Karabakh and Libya, flown to the battlefield on [Turkish planes](#). The Hamza Division and Sultan Murad Division, another [formerly CIA-backed](#) unit, both allegedly [recruited child soldiers](#) to fight in those conflicts.

The U.S. State Department publicly [rebuked Turkey](#) in 2021 for the child soldier recruitment. A few weeks later, the U.S. Treasury announced sanctions against Ahrar al-Sharqiya for abuses against Kurdish civilians.

This time around, the Biden administration is not pointing the finger at the Turkish government. U.S.-Turkish relations have warmed in recent months, as the [West courts Turkey's support](#) against Russia. The White House is also looking to [sell F-16 fighter jets](#) to the Turkish military.

Several weeks ago, a journalist asked State Department spokesman Matthew Miller whether Turkey was trying to “change the demographic [balance] in Afrin.” Miller denied that any ethnic cleansing was in process, and instead [praised Turkey](#) for its generosity to refugees.

“Let me again thank [Turkey] and its host communities for generously supporting nearly 3.7 million refugees, 3.3 million of whom are Syrians who have sought refuge from a brutal conflict,” Miller said. “We believe the rights of all Syrians should be respected, including the housing, land, and property rights of those remaining in Syria and those who have been displaced. We encourage all parties to act in a manner that promotes peaceful coexistence and the respect of human rights.”



Julian Bechocha
August 22, 2023

Turkey, Iraq establish 'permanent joint committee' on water, says top diplomat

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq and Turkey have agreed to establish a permanent joint committee to resolve water-related issues, Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said during a press conference with his Iraqi counterpart in Baghdad on Tuesday, with Iraq repeatedly calling on Turkey to increase water releases downstream.

"We have agreed to the formation of a permanent joint committee on water," Fidan told Fuad Hussein, adding that the water issue in Iraq was "comprehensively" discussed and Ankara is aware of the water shortage in the country.

Fidan arrived in Baghdad on Tuesday for the first time since becoming foreign minister and held talks with Hussein. He is expected to meet with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and other senior officials on Wednesday before traveling to Erbil the following day to meet with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani.

Iraq has long accused Turkey of cutting its fair share of water from the Tigris and Euphrates rivers by building mega dams and restricting water flow from the waterways – considered crucial lifelines by Baghdad for supplying its citizens with the increasingly scarce resource. Ankara, in turn, has accused Baghdad of failing to efficiently manage its water share and wasting the resource.



Iraq's Foreign Minister Fuad Hussein (R) speaks during a joint press conference with Turkey's Foreign Minister Hakan Fidan in Baghdad on August 22, 2023. Photo: Ahmad al-Rubaye/AFP"

"Obtaining a fair share of water is one of the most important discussions with the Turkish foreign minister," Hussein told Fidan.

Water levels in the Euphrates and Tigris rivers - shared by Iraq, Syria, and Turkey - have dropped considerably in recent years. In the latest stark warning of the threats a heating climate poses to the country, a report by Iraq's Ministry of Water Resources towards the end of last year predicted that unless urgent action is taken to combat declining water levels, Iraq's two main rivers will be entirely dry by 2040.

A late March [visit](#) by Sudani to

Turkey to discuss Baghdad-Ankara ties provided measurable success for Sudani after Turkish President Recep Tayyip Erdogan agreed to double the water releases from the Tigris River for a period of one month, saying the decision was made "in order to relieve Iraq's distress."

Water scarcity is a severe issue in Iraq. The country is the fifth-most vulnerable nation in the world to the effects of climate change, including water and food insecurity, according to the UN.

"We will work for the transfer of relations between the two countries to the highest levels to solve existing problems,"

Fidan said about Ankara-Baghdad ties, adding that Turkey "fully supports" Sudani's government.

"We see Iraq as a reliable partner with whom we can work together to reach our strategic goals," he continued.

Much of Iraq's agricultural lands depend on irrigation, but dams and reservoirs were at record-low levels this summer.

The UN Environment Program (UNEP) has long warned that water availability in Iraq is set to decrease by around 20 percent by 2025, threatening the long-term stability of Iraq's agriculture and industry.



avec AFP
23 août 2023

Eau, pétrole et PKK au menu de la visite du chef de la diplomatie turque en Irak

Le ministre turc des Affaires étrangères a débuté mardi une visite en Irak par des entretiens avec son homologue irakien lors desquels ils ont évoqué la problématique de l'eau, la reprise des exportations du pétrole kurde vers la Turquie et la présence du PKK en Irak.

Le séjour d'Hakan Fidan, qui se déroule à Bagdad et au Kurdistan d'Irak jusqu'à jeudi, doit préparer la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan pour laquelle aucune date n'a encore été avancée.

Le dossier de l'eau et des barrages sur le Tigre et l'Euphrate, deux fleuves qui prennent leur source en Turquie avant d'arrosier l'Irak, est particulièrement sensible entre les deux voisins.

L'Irak souffre d'une baisse alarmante du niveau des deux fleuves et accuse la Turquie de réduire considérablement le débit des cours d'eau à cause des barrages en amont.

A l'issue d'entretiens avec son homologue irakien Fouad Hussein, Hakan Fidan a dit en conférence de presse approcher la problématique de la sécheresse qui frappe l'Irak «d'une perspective purement humaine». Il compte miser sur «un mécanisme de dialogue soutenu» avec Bagdad.

Le chef de la diplomatie turque a ainsi proposé la création d'un «comité permanent» pour gérer la question de l'eau, selon Fouad Hussein.

A Bagdad, Hakan Fidan doit aussi s'entretenir avec le Pre-

mier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani et le président Abdel Latif Rachid.

Autre sujet brûlant: les combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui disposent de bases arrière dans le nord de l'Irak, région où la Turquie mène régulièrement des opérations militaires contre ce groupe.

Mettant en garde contre le PKK, «notre ennemi commun qui ne doit pas empoisonner nos relations bilatérales», Hakan Fidan a invité Bagdad à «reconnaître le PKK comme organisation terroriste».

Les deux responsables ont enfin évoqué la reprise prochaine des exportations du pétrole du Kurdistan d'Irak vers la

Turquie, gelées en mars par Ankara.

«Nous espérons trouver une solution», a dit Fouad Hussein en conférence de presse.

Après avoir fait cavalier seul des années durant pour exporter du pétrole via la Turquie, le Kurdistan irakien a dû se plier fin mars à une décision d'un tribunal international en faveur de Bagdad quant à la gestion de ce pétrole.

Après ce verdict, la Turquie a cessé le transit sur son territoire via oléoduc du pétrole kurde.

En mai, l'Irak avait dit attendre un «accord final» avec la Turquie avant de pouvoir reprendre les exportations de pétrole, mais des questions financières restent en suspens.



August 23 2023

KRG delegation to visit Baghdad for talks on hydrocarbon bill

The federal and KRG officials recently agreed to form a number of committees in order to follow up on the work of the bill.

ERBIL (Kurdistan 24) – A new Kurdistan Regional Government (KRG) delegation is set to visit Baghdad on Friday to continue talks on the hydrocarbon bill, which the Iraqi government is currently in negotiations with producing provinces and region to finalize, according to a spokesperson.

The delegation will meet with the relevant Iraqi officials to continue the talks on the oil and gas bill, Peshawa Hawramany, the KRG spokesperson, told Kurdistan 24 on Tuesday.

Officials from the Region have previously visited the Iraqi capital to discuss the

draft, in which Erbil seeks to preserve its constitutional rights with regard to the management of natural resources.

The federal and KRG officials recently agreed to form a number of committees in order to follow up on the work of the bill.

In the absence of an oil and gas law, Iraq still relies on Ba'athist-era legislation in order to regulate the sector. Per a deal signed in April between Erbil and Baghdad, the two governments would jointly manage the energy dossier, which has been a source of tension for over a decade.

Following the halt of its export via the Turkish Ceyhan port, Erbil has been transferring more than 90,000 barrels of oil to the Iraqi government which uses the crude to meet domestic needs.

Prior to the stoppage, the Kurdistan Region was exporting over 400,000 barrels

of oil per day through a pipeline to Turkey's Ceyhan port.

Turkish and Iraqi officials have been in discussion regarding the resumption of the Kurdistan Region's oil export, whose halt had resulted in more than \$3 billion loss, according to Kurdish officials.



LE FIGARO

avec AFP
24 Août 2023

Irak: trois membres du PKK tués dans une frappe de drone attribuée à la Turquie

Trois membres du [Parti des travailleurs du Kurdistan](#), le PKK turc, ont été tués jeudi 24 août au Kurdistan d'Irak dans une frappe de drone turc, ont annoncé les autorités régionales, au moment où le chef de la diplomatie turque est en visite dans cette région du nord de l'Irak.

«Un drone de l'armée turque a ciblé un véhicule du PKK, tuant un responsable et deux combattants», dans le district de Sidakan, non loin de la frontière iranienne, ont indiqué les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak. Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, doit notamment rencontrer jeudi le président et le Premier ministre de cette région autonome à Erbil.

Mardi 22 août, au premier jour de sa visite en Irak, M. Fidan avait exhorté le gouvernement irakien depuis [Bagdad](#) à «reconnaître le PKK comme orga-



Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, s'exprime lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue irakien à Bagdad, le 22 août 2023. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

nisation terroriste», comme le font déjà Ankara et ses alliés occidentaux.

Intensification des raids de drones

La région autonome, frontalière de la Turquie, est le théâtre depuis le début du mois d'août d'une intensification des raids de drones contre le PKK qui dispose de bases arrière au

Kurdistan d'Irak. L'armée turque ne commente que rarement ses frappes en Irak, mais elle dispose de bases militaires au Kurdistan irakien et mène régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs dans le nord de l'Irak.

De longue date, Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan irakien, sont accusées de détour-

ner le regard sur les bombardements turcs pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

Neuf personnes tuées en 2022

À l'été 2022, des frappes d'artillerie imputées à Ankara contre une aire de loisirs avaient tué neuf personnes, principalement des vacanciers venus du sud de l'Irak. La Turquie avait nié toute responsabilité et accusé le PKK.

Une visite du président turc [Recep Tayyip Erdogan](#) en Irak est prévue dans les prochaines semaines mais la date exacte doit encore être annoncée, selon le gouvernement irakien.



August 25, 2023

Kurdistan Region under fire again for press freedom

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region authorities are again receiving international criticism for their record on press freedom in connection with a new arrest and prison terms for journalists.

New York-based press freedom watchdog Committee to Protect Journalists (CPJ) on Friday called for the immediate release of TV presenter Islam Kashani who was arrested on Thursday. And global human rights monitor Amnesty International on Thursday made an urgent appeal for the release of two jailed journalists, Sherwan Sherwani and Guhdar Zebari, who were both recently handed more jail time.

The Kurdistan Region's record on freedom of expression and the press has been under close scrutiny since the 2020 arrests of journalists among a number of others during anti-government protests in Duhok over unpaid salaries. In 2021, the United Nations mission in Iraq (UNAMI) [said](#) it had observed "an increasingly repressive pattern of active curtailment of freedom of expression."

UNAMI's report was one of several damning statements from human rights monitors and international allies who raised concerns about the indepen-

dence of Kurdistan Region's judicial system and the human rights situation in the wake of the trials of the journalists, including Sherwani and Zebari who have both received new prison terms.

"Journalists Sherwan Sherwani and Guhdar Zebari, imprisoned in the Kurdistan Region of Iraq (KR-I) since October 2020 following a grossly unfair trial, are facing new spurious charges," Amnesty [wrote](#) on Thursday, urging the public to send an appeal for their freedom to the Kurdistan Regional Government (KRG).

Sherwani, who was due to be released in September after a conviction of endangering the national security of the Kurdistan Region, was [sentenced](#) in July to four more years in jail in connection with his signature on a document on behalf of Zebari, who was in solitary confinement at the time.

Zebari's prison sentence on the same national security charge was completed in March, but before he was [released](#), an Erbil court sentenced him to seven more months in jail over the logo on his car, which was changed and his lawyer said was "not his fault."

According to Amnesty, Zebari,

who has been on hunger strike since August 16, was informed on Wednesday that authorities were bringing a new charge against him of possession of an unlicensed weapon, referring to an antique hunting weapon found in his sister's home.

Kashani was arrested by security forces in Zakho on Thursday, [according to Speda TV](#).

According to information obtained by CPJ, he was arrested because of his criticism of the government and corrupt practices by the ruling political parties. However, the Duhok branch of the Kurdistan Journalists Syndicate said security forces told them that he could have been arrested for other reasons.

Kurdish authorities "must end their pattern of detaining and intimidating journalists, and allow them to cover issues of public interest freely," CPJ's Middle East and North Africa program coordinator Sherif Mansour [said](#) on Friday in reaction to the arrest of TV presenter Islam Kashani.

The Kurdistan Journalists Syndicate [condemned](#) Kashani's arrest, saying it violates the Region's journalism law and «limits freedom of expression.»

Zakho security forces (Asayish) confirmed Kashani's arrest late Friday and accused him of having ties with the Kurdistan Workers' Party (PKK). "We do not allow any forces, groups or parties to pose a threat to the stability and security of the Kurdistan Region," the force said.

Asayish said the arrest was carried out with a warrant issued by a judge and denied committing any violations against the journalist.

It is unclear what Kashani is being charged with. Asayish said he was arrested under Law 23 of 2003. According to documents on the Kurdistan Parliament website, that [law](#) relates to maternity benefits. And association with the PKK is not criminalized in the Kurdistan Region.

The KRG has repeatedly defended its judicial system and asserted its respect for human rights and press freedom.

"If any violations are committed against journalists, they have the right to file a lawsuit and they will be treated as per the law," KRG's coordinator for international advocacy Dindar Zebari said in March in response to criticism in Amnesty's annual human rights report.



by Abubakir Ismail
August 26, 2023

Iran's dam on Lesser Zab leaves Qaladze without water

QALADZE, Kurdistan Region - Instead of preparing for the harvest, Hassan Ibrahim is watching his crops dry up just when they should be ripening.

"There are families that are around 15 members, and their living depends on this [farm land]. They don't have a monthly [government] salary or anything," said Ibrahim, a farmer in the Qaladze area of northern Sulaimani.

Ibrahim's lands are watered by the Lesser Zab River, Zei Bchuk in Kurdish, that originates in northwestern Iran's Zagros Mountain range and follows a roughly 400-kilometer long course, marking a stretch of the border before turning

into the Kurdistan Region where it fills the Dukan reservoir, and eventually flows into the Tigris River.

Iran has been damming the river since 2011.

Local authorities have tried to raise the issue with the Iranians.

"What is on us is that we have spoken to the supervisor of Raparin administration and the director of water of Raparin, and they are on the line with the Iranian [authorities], but we have not received any response yet," said Abubakir Bayz, mayor of Pishdar district.

Water scarcity is a severe issue in drought-stricken Iraq.

The country is the fifth-most vulnerable nation in the world to the effects of climate change, including water and food insecurity, according to the United Nations.

The issue is exacerbated by Turkish and Iranian dams on rivers that flow into Iraq, cutting off the increasingly dry nation from much-needed water. Some 70% of Iraq's water comes from outside its borders.

Iraq's Ministry of Water Resources late last year predicted that unless urgent action is taken to combat declining water levels, the two main Tigris and Euphrates rivers will be entirely dry by 2040.

Ten years ago, the Iraqi government proposed to build a \$600 million dam on the Lesser Zab River. The dam would hold 100 million cubic meters of water, but was never built.

Water levels in the three main dams in the Kurdistan Region are all far below capacity. Dukan dam is 35% full and Duhok dam is at 40%. Only Darbandikhan dam is more than half full, at over 60% capacity. In 2021 it was even worse and officials then appealed for the government to work out a water-sharing agreement with Iran.

With reporting by Abubakir Ismail.



August 26, 2023

Kurdish forces arrest two ISIS suspects in Sulaimani

ERBIL, Kurdistan Region - Internal security forces (Asayish) in Sulaimani on Saturday announced the arrest of two suspected Islamic State (ISIS) members in separate operations in the city of Sulaimani.

The pair were arrested on Friday "after collecting information and monitoring the location of the wanted suspects in two separate operations," the Su-

laimani Asayish directorate said in a statement.

One of the suspects had fought for ISIS and been wounded, according to the Asayish.

ISIS seized control of swathes of Iraqi land in 2014. The group was declared territorially defeated in the country in 2017, but it continues to carry out bombings, hit-and-run attacks,

and abductions across several provinces.

Thousands of people have been detained across Iraq since 2014 for suspected links to terrorist groups, including ISIS, and hundreds have been executed.

On Saturday, Iraqi military intelligence forces in Kirkuk province [said](#) they had arrested two suspected ISIS members in co-

ordination with Sulaimani anti-terror forces. Earlier in August, Sulaimani Asayish forces [arrested](#) three ISIS suspects.

The United States military's Central Command (CENTCOM) said that at least two ISIS operatives were killed and an additional 24 detained in partnered operations with their allies in Iraq during the month of July.



August 26, 2023

Turkey bombards Duhok province following death of soldier

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish army on Saturday bombarded bordering areas in Duhok province following the death of one of its soldiers in the province, a villager told Rudaw.

The Turkish defence ministry on Saturday said in a [statement](#) that one of its soldiers was injured by an improvised explosive device in Duhok province on Friday and succumbed to his wounds the next day.

The explosion took place in a bordering area where a Turkish military operation against the Kurdistan Workers Party (PKK) is ongoing.

Kiyan Abdullah, a resident of Kani Masi subdistrict in Amedi town, told Rudaw on Saturday that Turkey bombarded several villages in the area from midnight to 9:00 am.

The bombardment did not cause any casualties but has spread fear in these villages.

Another Turkish soldier was killed by the PKK in the province on Thursday as the Turkish Foreign Minister Hakan Fidan was holding meetings with the Kurdish officials in Erbil during his first trip to Iraq and the Region since he assumed the position. Seven people were killed when Turkey bombarded a bordering area in Erbil province on the same day. The Erbil-based counter-terrorism forces said the dead were PKK fighters.

He thanked the Kurdish authorities for supporting them in the fight against the PKK and called on the Iraqi government to recognize the group as a terrorist organisation.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. It is designated a terrorist organization by Ankara, which has launched numerous operations against the group and its alleged offshoots in the Kurdistan Region and Syria.



Karwan Faidhi Dri
August 28, 2023

SDF arrests top commander, causing unrest in eastern Syria

ERBIL, Kurdistan Region - Uncertainty and unrest have spread across eastern Syria after the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) arrested one of its Arab commanders. At least three people have been killed during reported clashes between the SDF and the commander's supporters.

The Kurdish-led SDF on Sunday arrested Ahmed Khbeil, better known as Abu Khawla, commander of the SDF-linked Deir ez-Zor Military Council, and several of his colleagues after inviting them to a meeting in Hasaka, northeast Syria (Rojava), [reported](#) several local media outlets. The US-backed SDF has yet to confirm the arrest of the

commander who is from a powerful Arab tribe in the eastern province of Deir ez-Zor.

Baz news outlet, which is affiliated to Abu Khawla, said in a [statement](#) on Sunday that its office in Hasaka was shut down by Kurdish security forces and a number of their journalists were detained.

Deir ez-Zor Military Council has played a key role in SDF's military operations against the Islamic State (ISIS) in eastern Syria. The council [said](#) in a statement on Monday that Abu Khawla has not made any concessions to the SDF, claiming that the people of Deir ez-Zor have refused to support a newly-launched anti-ISIS operation in the area.

Hours after Abu Khawla was arrested, the SDF [launched](#) "Operation Security Reinforcement" in Deir ez-Zor, claiming that it followed calls from the area's commanders and tribal leaders to stop ISIS attacks. Some saw the operation as an effort to prevent resistance from Abu Khawla's supporters in the area.

"This operation, with well-defined objectives, is a completion of prior operations in the Al-Jazeera and Raqqa areas. Its primary goals encompass eradicating the ISIS terrorist cells, thwarting their potential attacks, and pursuing criminals responsible for perpetrating injustices against the local population. It also aims at tracking down smugglers who exploit the populace's livelihoods," read a statement by the SDF.

DeirEzzor24 news outlet reported that three members of the Deir ez-Zor Military Council were killed during clashes with the SDF on Monday. However, Farhad Shami, head of the SDF's media centre, [told](#) SDF-affiliated Ronahi TV that three unidentified fighters were killed after attacking their forces.

DeirEzzor24 news outlet also reported that Abu Khawla's brother, Jalal, has called on Arab tribes to prepare for attacks on the SDF in Deir ez-Zor.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) that a pro-Iran tribal leader has called on Arab tribes to "free Deir ez-Zor from the despicable Kurds."

It is not clear why Abu Khawla and his colleagues were arrested but some media outlets claimed that he had recently

gotten closer to the Syrian regime. The fate of the group he commanded also remains unclear.

Curfews were imposed by the SDF in Hasaka and neighbouring towns following the development.

SDF officials did not immediately respond to Rudaw English questions.



28 Août 2023

L'Iran avertit l'Irak sur les groupes armés kurdes

« Selon l'accord conclu entre les gouvernements iranien et irakien, le gouvernement irakien s'est engagé à désarmer les groupes terroristes armés »

L'Iran « prendra ses responsabilités » si l'Irak ne respecte pas sa promesse de « désarmer » d'ici au 19 septembre les groupes d'opposition kurdes iraniens présents dans le Kurdistan irakien, a averti lundi un haut responsable.

« Selon l'accord conclu entre les gouvernements iranien et irakien, le gouvernement irakien s'est engagé à désarmer les groupes terroristes armés en Irak d'ici au 19 septembre, à les évacuer de leurs bases militaires et à les transférer vers les camps prévus par le gouvernement irakien », a expliqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, au cours d'une conférence de presse. « La date limite du 19 septembre ne sera en aucun cas prolongée », a-t-il prévenu. « Passé ce délai, si l'Irak ne respecte pas ses engagements, le gouvernement iranien assumera sa responsabilité, afin d'assurer la sécurité du pays ». Ces dernières années, l'Iran a bombardé à plusieurs reprises des factions de l'opposition kurde iranienne exilée depuis des décennies dans le nord de l'Irak. Téhéran a accusé ces groupes d'« importer des armes » depuis l'Irak et d'avoir encouragé le mou-



SHWAN MOHAMMED / AFP • L'Iran a effectué des frappes par drone et tir de missiles contre des zones du Kurdistan d'Irak voisin, où sont basés des mouvements d'opposition kurdes iraniens

vement de protestation qui a secoué l'Iran après la mort le 16 septembre 2022 de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs.

Ce dossier est fréquemment évoqué entre les responsables iraniens et irakiens dans un contexte de renforcement des relations bilatérales, le gouvernement irakien de Mohamed Chia al-Soudani étant soutenu par une coalition parlementaire pro-Iran.

A l'occasion d'une visite en avril du président irakien en Iran, son homologue iranien, Ebrahim Raïssi, avait déclaré qu'un « accord sur la sécurité avait été établi entre les deux pays », la sécurité de l'Irak et de ses frontières étant « très importante pour nous ».

Le gouvernement irakien s'était engagé fin 2022 à redéployer ses gardes-frontières pour limiter les tensions. A la mi-juillet, le ministère de l'Intérieur

de l'Irak a annoncé le déploiement d'une brigade à la frontière, en coordination avec les autorités du Kurdistan irakien. Quelque 50 tours de surveillance et 40 caméras y ont été installées, selon un responsable du ministère cité par l'agence de presse étatique INA. Bagdad a alloué plus de sept millions de dollars « pour la construction de postes à la frontière en l'Irak et l'Iran pour empêcher les infiltrations et la contrebande », a-t-il ajouté.



Wladimir van Wilgenburg
August 28, 2023

Prominent Christian bishop passes away in Duhok

“He was a patriot and a strong advocate of Kurdistan, especially the culture of peaceful coexistence of different communities in Kurdistan,” PM Masrour Barzani said in a condolence message.

ERBIL (Kurdistan 24) – Bishop Raban Hasqiel Raban al-Qas, a prominent Christian figure and former bishop of the Chaldean Church in Duhok, on Monday passed away at the age of 74 at Azadi Hospital in Duhok.

Bishop Rabban al-Qas was born in 1949 in the village of Kane in the district of Amedi. As the Bishop of Duhok, he was known for his role in strengthening religious coexistence.

Kurdistan Region Prime Minister Barzani in a [letter of condolence](#) described al-Qas as “a patriot and a strong advocate of Kurdistan, especially the culture of peaceful coexistence of different communities in Kurdistan.”

“I extend my deepest condolences to the Patriarch of the Chaldean Church, Louis Sako, the Chaldean brothers



Bishop Raban Hasqiel Raban al-Qas died on Monday (Photo:)

and sisters, all Christians in Kurdistan and his family. May God rest his soul in Paradise and grant peace and comfort to all.”

President Nechirvan Barzani, in his [condolence message](#), described Bishop Raban Hasqiel Raban al-Qas, as “a prominent Chris-

tian and devoted luminary of Kurdistan.”

“I extend my deepest condolences to his family, relatives, friends and the Christian community,” he said.

“He was a prominent religious and social figure, who served immensely within re-

ligious, education and cultural issues. He was a strong defender of Kurdistan, peaceful coexistence and solidarity in Kurdistan, in Iraq and around the world.”

Al-Qas will be buried in a special ceremony on Tuesday morning in his hometown of Kane.



Benoît Drevet
28 août 2023

Pétrole. Entre la Turquie et l'Irak, les Kurdes échec et mat

La Turquie a été condamnée en mars 2023 par un tribunal international pour avoir directement acheté du pétrole au Kurdistan irakien entre 2014 et 2018. Depuis, la reprise des exportations de l'Irak vers la Turquie est au point mort. Cela entraîne une lourde perte de revenus pour les autorités d'Erbil, même si l'Irak s'est engagé à couvrir ses besoins financiers en contrepartie du contrôle des revenus pétroliers de la région autonome.

C'est avec une satisfaction bruyante que l'Irak a accueilli, fin mars 2023, la décision de la Chambre internationale de commerce de Paris, tranchant le conflit pétrolier qui minait les relations entre Bagdad, Erbil et Ankara depuis 2014. La cour d'arbitrage basée à Paris a jugé qu'Ankara avait violé un accord sur les oléoducs conclu en 1973 entre l'Irak et la Turquie, qui obligeait le gouvernement turc à respecter les instructions de l'Irak sur le transport du pétrole brut exporté depuis ce pays. La Turquie a été condamnée à payer 1,5 milliard de dollars (1,39 milliard d'euros) de compensation à l'Irak.

Cette décision forçait dans le même temps le Gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) à trouver un accord avec Bagdad, ce qu'il refusait au nom de son autonomie stratégique, en dépit d'une décision de la Cour suprême fédérale irakienne de février 2022. La plus haute juridiction du pays avait jugé inconstitutionnelle la loi du GRK de 2007 sur le pétrole et le gaz donnant toute latitude à la région pour l'extraction et la gestion de ses ressources naturelles. Une loi sur laquelle le GRK s'était basé pour conclure des dizaines de contrats avec ExxonMobil ou Total, ainsi que des accords d'exportation avec la Turquie à un prix inférieur à celui du marché. Pour justifier sa décision, qualifiée de « poli-



tique » par le GRK, la Cour suprême irakienne s'était appuyée sur les articles 111 et 112 de la Constitution irakienne de 2005. Il y est stipulé que « *le pétrole et le gaz appartiennent à l'ensemble du peuple irakien dans toutes les régions et tous les gouvernorats* » et que « *le gouvernement fédéral, les gouvernorats producteurs et les gouvernements régionaux forment ensemble les politiques stratégiques nécessaires pour développer les richesses pétrolières et gazières* ».

Un accord budgétaire d'une ampleur inédite

Le 4 avril 2023 fut un jour marqué d'une pierre blanche dans le conflit autour des revenus pétroliers qui oppose l'Irak et sa région autonome du Kurdistan. Ce jour-là, les dirigeants des deux parties ont annoncé un accord, confirmé dans les articles 13 et 14 de la loi sur le budget irakien ratifié le 21 juin. Cette loi a consacré un budget annuel record pour l'Irak de 152 milliards de dollars (140,81 milliards d'euros), basé à 90 % sur les re-

venus de son pétrole dont 30 % est produit dans la région kurde, prouvant la totale dépendance de l'Irak à son économie de rente.

Si Erbil a accepté de perdre la gestion des riches champs de pétrole de Ninive et de Kirkouk qu'il contrôlait jusque-là, cette loi lui assure des revenus suffisants pour les trois prochaines années avant même d'avoir vendu son or noir. Cet accord sur le budget 2023-2025 prévoit que Bagdad pourra abonder jusqu'à 12,67 % de son budget à la région kurde, sous

condition de ressources. Autrement dit, si les revenus pétroliers kurdes n'atteignent pas ce seuil, ils seront complétés par Bagdad pour permettre au GRK d'assurer les dépenses nécessaires à son fonctionnement.

Après l'adoption de cette loi, le sous-secrétaire du ministre du pétrole irakien, Mohamed Al-Abadi, annonçait que son ministère était prêt à reprendre le pompage du pétrole dans la région du Kurdistan à raison de 500 000 barils par jour. La loi budgétaire approuvée évoquait l'exportation de 400 000 barils par jour produits dans la région vers les entrepôts de l'Organisation nationale pour la commercialisation du pétrole (SOMO) dans le port turc de Ceyhan. Les revenus de ces ventes seront déposés par la région kurde irakienne sur un compte à la banque centrale irakienne, dont elle aura la gestion, mais qui sera sous le contrôle direct du premier ministre irakien.

De sérieuses tensions entre les partis kurdes

Ce contrôle devrait, en pratique, forcer le GRK à utiliser cet argent à bon escient et réduire la corruption et le détournement des fonds. La loi impose également qu'en cas de conflit entre les provinces kurdes — celles de Dohuk et Erbil, sous le contrôle du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et celles de Souleimaniye et de Halabja sous celui de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)—, dans la distribution des revenus alloués à la région kurde, le gouvernement irakien pourra, après un délai de 30 jours, reprendre le contrôle des fonds destinés à la partie lésée.

[Les tensions sont en effet au plus haut entre le PDK et l'UPK.](#) Les deux partis gèrent de manière indépendante leur zone de contrôle au sein du GRK, au point d'avoir

chacune leurs propres forces peshmergas. Leurs désaccords ont fait craindre une implosion du GRK, principalement contrôlé par le PDK, au point d'avoir effrayé la communauté internationale qui table sur la stabilité de la région kurde et son alliance avec elle. Certains responsables américains, français, allemands ou encore britanniques se sont rendus dans la région ces derniers mois afin, officiellement ou en coulisses, de pousser à une reprise du dialogue entre les deux parties.

Les tensions sont en effet telles que l'UPK a cessé de siéger au parlement kurde depuis plusieurs mois, tandis que la cour de justice d'Erbil a, le 5 juin, condamné à mort *in absentia* plusieurs hauts cadres des services de contre-terrorisme de l'UPK, dont son chef. Ils ont été jugés responsables de l'assassinat de Hawkar Jaff, l'un des leurs, à Erbil en 2022, celui-ci ayant été soupçonné d'avoir été retourné par le PDK.

Quant aux élections parlementaires dans la région du Kurdistan, elles auraient dû avoir lieu à l'automne 2022, mais un désaccord entre le PDK et l'UPK sur leurs modalités et une nouvelle loi électorale les ont repoussées au 18 novembre 2023. Leur organisation sera gérée par la commission électorale irakienne plutôt que par les Kurdes eux-mêmes dont toutes les décisions parlementaires depuis octobre dernier ont été rendues caduques par la Cour suprême irakienne qui les a jugées hors mandat.

Enfin, les alliances politiques et géopolitiques des deux partis kurdes n'ont pas apaisé les choses : l'UPK est réputé proche de l'Iran — qui a bombardé à plusieurs reprises des groupes d'opposition kurdes iraniens réfugiés au GRK ces derniers mois — mais

également du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des milices chiites irakiennes du Hashed Al-Chaabi et de son bloc politique qui contrôle le gouvernement irakien. Le PDK est lui un allié fidèle de la Turquie (Netchirvan Barzani, son président a même été le premier à féliciter [Recep Tayyip Erdoğan pour sa réélection](#) après les résultats... du premier tour de la présidentielle en Turquie) dont les [forces bombardent le PKK sur le sol du GRK](#) avec la bénédiction du PDK. Il est aussi proche du bloc sunnite du président du parlement irakien, Mohamed Al-Halboussi.

C'est dans en plein tension interkurde que survient donc la reprise partielle du contrôle du pétrole kurde par l'Irak. « *La région du Kurdistan est pleinement consciente que depuis le référendum sur l'indépendance de la région en 2017, elle a perdu beaucoup de sa force, non seulement à cause de la confrontation avec Bagdad, mais aussi à cause de la sévérité de la division interne kurde*, analyse le chercheur Yahya Al-Koubaissi, spécialiste de l'Irak. *Les décisions de la Cour fédérale puis de la Cour de Paris ont encore affaibli la situation d'Erbil, et la loi budgétaire a été le dernier maillon de cette chaîne* ».

La Turquie ne veut pas payer l'amende

Tout cela aurait pu signer la fin de l'histoire et la reprise des exportations du Kurdistan vers le port turc de Ceyhan. C'était sans compter sur la réaction d'orgueil de la Turquie, mécontente d'avoir été sanctionnée par la Chambre internationale de commerce de Paris et craignant une nouvelle sanction, une seconde plainte de l'Irak sur la période 2019-2023 étant en cours d'instruction. Ankara a donc décidé de ne pas rouvrir le port de Ceyhan et le pipeline y conduisant pour faire pression sur Bagdad. « *Le*

gouvernement irakien est désireux de parvenir à un accord en raison de l'important déficit budgétaire et, par conséquent, de la nécessité d'exporter la plus grande quantité de pétrole possible afin d'éviter l'aggravation de ce déficit », souligne Yahya Al-Koubaissi. Pour lui, « *la partie turque fait pression sur la partie irakienne afin d'obtenir un accord sur les 1,5 milliard de dollars qu'elle lui doit conformément à la décision de la Cour de Paris, d'autant plus qu'elle sait très bien que l'Irak peut perdre ce montant tous les deux mois s'il n'exporte pas son pétrole à partir de Ceyhan* ».

Le manque à gagner côté irakien se chiffrait déjà à 2,5 milliards de dollars (2,32 milliards d'euros) au 1^{er} juillet 2023. Si des discussions sont en cours au plus haut niveau des États turcs et irakiens, elles n'ont jusqu'ici toujours pas abouti. « *Les problèmes qui bloquent la reprise des exportations de pétrole sont plus politiques que techniques* », expliquait d'ailleurs un officiel irakien à Reuters dans la foulée d'une réunion le 19 juin. Déjà, l'arrêt du pipeline a provoqué la chute de 80 % des revenus du GRK selon une lettre envoyée le 15 juin par des membres du Congrès américain au secrétaire d'État Antony Blinken, lui demandant de faire pression sur la Turquie et l'Irak pour parvenir à un accord rapide.

Bagdad s'apprête pour l'heure à rediriger 400 000 barils de pétrole kurde vers sa consommation intérieure. Et le GRK, dont les poches ne se remplissent plus depuis fin mars, doit plus que jamais compter sur l'apport financier de Bagdad prévu dans le cadre de la nouvelle loi budgétaire, faute de quoi la stabilité économique, humanitaire et sociale de la région pourrait en pâtir lourdement. En attendant, la Turquie fait chanter l'Irak et c'est le GRK qui trinque.



August 28, 2023

US envoy discusses expanding 'cooperation' with KRG natural minister

The US envoy met with the acting Minister of Natural Resources Kamal Mohammed in Erbil, where they discussed energy cooperation, particularly in renewables.

ERBIL (Kurdistan 24) – The newly inaugurated US Consul General Mark Stroh on Monday discussed expanding “cooperation” with the Kurdistan Regional Government’s (KRG) Ministry of Natural Resources.

The US envoy met with the acting Minister of Natural Resources Kamal Mohammed in Erbil, where they discussed energy cooperation, particularly in renewables.

“We discussed areas to expand cooperation on energy, particularly renewables, in support of a resilient #Kurdistan_Region in #Iraq,” the US Consulate General in Erbil announced in a post on Monday.

Following the stoppage of the Kurdistan Region’s oil exports through Turkey’s Ceyhan port at the request of Baghdad, the US has called on both Baghdad and Ankara to resume exports.

Despite several rounds of negotiations, the Kurdish oil exports have not yet resumed.

Erbil and Baghdad on April 4 reached an agreement that would allow the marketing of Kurdish oil through the Iraqi state-owned SOMO.

A number of American companies are operating in the Kurdistan Region’s energy sector, particularly in the oil and gas businesses.

In Sept. 2021, the US financed \$250 million for the expansion of the Khor Mor gas plant in the Kurdistan Region’s Chamchamal district.

HKN Energy Ltd. is a US company that has oil exploration and production operations in the Kurdistan Region. It is produced from seven wells through three production facilities in two separate fields.



Kurdistan’s Weekly Brief August 29, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iran’s Ministry of Foreign Affairs spokesperson, Nasser Kanani, announced that Iraq has agreed to the “disarming” of Iranian Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region. Since the establishment of the current Iraqi government, which enjoys Iran’s support, Tehran and Baghdad have [signed two agreements](#) regarding “border security” and the removal of the Kurdish opposition groups that are based in Koya and Sulaymaniyah. Kanani issued a warning that the deadline for disarming the Kurdish opposition will not be extended, and he cautioned of “assuming responsibility”, which could [entail resuming attacks](#). The Iraqi government, as reported by the Associated Press, has [consented](#)

[to relocating](#) these groups within the Kurdistan Region. Officials from the main opposition groups, namely the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) and the Komala, [have denied involvement](#) in armed attacks on Iran, attributing any blame to the regime due to concerns about sparking renewed mass anti-government protests. These developments coincided with the regime’s continued crackdown on the Kurdish Region (Rojhelat), arresting [dozens](#) last week, ahead of the first [anniversary of the mass](#) anti-government protests.

Iraq

In Kirkuk, the Iranian-backed Asaib Ahl al Haq militia staged a protest outside the headquarters of the Kurdistan Democratic

Party (KDP), expressing their opposition to the KDP’s planned return to Kirkuk. Since [October 16, 2017](#), when the Iraqi government forcefully took control of Kirkuk, the KDP’s headquarters had been under the occupation of Iraqi security forces. The militants called upon the Iraqi Prime Minister to reverse [Baghdad’s decision](#) allowing the KDP’s return to Kirkuk. The protesters erected tents, leading to the closure of the main route to Erbil, resulting in significant traffic congestion. This escalation coincided with the KDP’s preparations for the upcoming provincial elections, the first of their kind in the province since 2005. The [Al Haq militia](#), classified as a terrorist group, has been linked to multiple attacks targeting both the United States and the Kur-

distan Region.

[The three-day trip](#) of Turkish Foreign Minister Hakan Fidan to Iraq, which included the Kurdistan Region, has concluded. During his visit, he held meetings with key Iraqi and Kurdistan Regional Government (KRG) officials. Fidan engaged with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, Region’s Prime Minister Masrour Barzani, other high-ranking officials, and leaders of various political parties. The discussions centered around topics such as the resumption of oil flow between Kurdistan and Turkey, as well as broader trade and economic matters. Fidan indicated Turkey’s vested interest in promoting stability, security, and development in the Kurdistan Region, reaffirm-

ing Ankara's commitment to strengthening bilateral relations with Erbil. Simultaneously, the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan ('APIKUR') issued a statement estimating the combined losses for Iraq and Kurdistan at four billion dollars, underscoring the significance of restarting oil exports. The statement from APIKUR emphasized the availability of viable solutions to address the ongoing crisis and urged all parties to swiftly implement mutually beneficial commercial agreements that could attract international investment for the benefit of all Iraqis.

The Turkish military conducted [airstrikes on several](#) villages in the Duhok province. The Turkish defense ministry reported that the soldier had been fatally wounded by an improvised explosive device. While the bombardments did not result in any casualties, they instilled considerable fear among villagers who endured the airstrikes from midnight until 9 am.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) [have initiated a military](#)

operation named "Operation Security Reinforcement" in collaboration with international coalition forces. The objective of this operation is to quell the escalating terrorist activities of ISIS (Da'esh) in the Euphrates, particularly within the rural areas of Deir ez-Zor. This operation comes in response to reports of a Da'esh uprising to the south of Hasakah city, prompting a state of general alert, curfew, and heightened vigilance enforced by SDF personnel.

According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), [Rashid Abu Khawla](#), the leader of the Deir ez-Zor Military Council, has been apprehended by the SDF amid escalating tensions between the military and the council in recent weeks. The SOHR reveals that Abu Khawla stands accused of independently recruiting over a thousand tribal fighters without the oversight of the SDF for his own personal military purposes. The swift and strong reactions from Abu Khawla's allies and family have followed his arrest. The SDF is concerned that Abu Khawla's actions could lead to negotiations with the Syrian re-

gime and Turkey.

At least one journalist was killed by a Turkish drone near the [village of Mazar Shaikh](#) Jabr, on the Qamishli-Amuda road. The person killed is reported to be Najmaddin Faisal Haj Sinan, a journalist for the Jin TV Channel. At least one other person, a female journalist, was also injured in the drone attack. This attack follows a longstanding pattern of constant drone strikes by Turkey against Kurds in southern and western Kurdistan, in which [civilians are often killed](#).

In response to the escalating inflationary pressures in Syria, with the Syrian pound losing more than 80% of its value in a mere three months, the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) has [announced a substantial](#) salary increase for its administrative personnel and employees. The minimum monthly salary for AANES staff has been raised to \$75, while the maximum salary has been adjusted to approximately \$590. This wage adjustment is aimed at addressing the deteriorating economic situation and rampant inflation. The dire economic con-

ditions have triggered protests in southern Syria, which is governed by the Syrian regime, as the cost of essential goods has skyrocketed.

Turkey

During the recent 4th Extraordinary Congress of the Peoples Democratic Party (HDP), [two new co-chairs](#) were elected to lead the party. The newly appointed co-chairs, Sultan Özcan and Cahit Kırkazak, delivered speeches during the congress. In their addresses, they highlighted the HDP's unwavering stand against the mounting pressure imposed by the Turkish government, which continually threatens the party with potential dissolution by the ruling Party of Justice and Development (AKP) regime. Both co-chairs emphasized the HDP's commitment to persistently advocating for democracy, human rights, and peace, regardless of the challenges. This development follows the setback faced by the HDP's electoral alliance, aligned with the Green Left Party (YSP), as it experienced a reduction in parliamentary seats during the 2023 election, while the AKP maintained its dominant position.



August 29, 2023

Shiite militias protest KDP return to Kirkuk for second day

The main Kirkuk-Erbil Road has been completely blocked for the past two days, hampering the traffic of civilians, Kurdistan 24 correspondent on the site reported.

ERBIL (Kurdistan 24) – Members of the Shiite militias and a Turkomen party continue protesting the resumption of the Kurdistan Democratic Party's (KDP) functions in Kirkuk province for the second day in a row.

Beginning on Sunday overnight, the members of the Shiite forces have erected tents in front of what used to be the KDP Kirkuk headquarters in the province, protesting the hand-

over of the building to the Kurdish party after Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' Al-Sudani had notified the forces to leave the facilities.

The protestors are now calling to prevent the party from resuming its functions in the province, where it had ceased all operations since October 2017 in protest of the military takeover of the oil-rich province by the Iranian-backed Shiite militia forces and military.

The main Kirkuk-Erbil Road has been completely blocked for the past two days, hampering the traffic of civilians, Kurdistan 24 correspondent on the site reported. Heavy security presence can be detected in the area.

The protests come as Iraqi and Kurdish parties are preparing to take part in the December 18 provincial council elections later this year. The KDP is running in the elections.

Although no decision has been made for the return of Kurdish Peshmerga forces to Kirkuk, one protesting banner reads, «All the Arab and Turkomen tribes reject the return of KDP Peshmerga forces to Kirkuk.»

The party's main headquarters, which used to serve as its Kirkuk leadership office, is currently used by the Kirkuk Joint Operations Command center. It was previously the Iraqi

Counter Terrorism Services headquarters after 2017 for a brief period.

The Iraqi Turkmen Front and

Arabic Coalition headed by Rakan al-Jabouri, who has been acting as Kirkuk governor since 2017, have publicly opposed the KDP's return to the

oil-rich province.

The party has not officially commented on the handover decision by the Iraqi premier,

waiting for "practical steps" to be taken, Kurdistan 24 has learned from its officials. Similar attempts previously have been futile, they say.



**Malo Pinatel,
avec AFP
29 Août 2023**

Affrontements meurtriers en zone kurde à l'Est de la Syrie

Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées dans des affrontements ayant opposé les Forces démocratiques syriennes et un groupe armé local dans l'Est de la Syrie, dominé par les kurdes, mardi 29 août. L'arrestation d'un responsable local accusé de contrebande serait à l'origine des combats.

Au moins 22 personnes ont été tuées dans des affrontements dans l'Est de la Syrie entre les Forces démocratiques syriennes, coalition de combattants dominée par les Kurdes, et un groupe armé local, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

« Seize combattants locaux et trois membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont été tués dans les affrontements dans plusieurs villages de l'Est de la province de Deir Ezzor », a précisé l'Observatoire (OSDH).

Trois civils, dont deux enfants, ont également péri dans ces combats, a ajouté la même source.

Soutenues par Washington, les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait le groupe Etat islamique (EI) en Syrie en 2019.



Photo Delil SOULEIMAN / AFP

Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Le Conseil militaire de Deir Ezzor est un groupe armé local arabe affilié aux FDS et dirigé par Ahmad al-Khabil, surnommé Abou Khawla, qui a été arrêté dimanche dans la ville de Hasakeh, selon l'OSDH.

Cette arrestation a suscité des tensions qui ont dégénéré en accrochages après que des positions des FDS ont été visées par des attaques, précise l'Observatoire, basé en Grande-Bretagne mais qui dispose d'un vaste réseau de sources à l'intérieur de la Syrie.

Les motifs de l'arrestation

d'Ahmad al-Khabil n'ont pas été précisés, mais l'OSDH et un militant local ont indiqué à l'AFP qu'il était connu pour ses activités de contrebande, qui lui ont rapporté une fortune considérable au fil des ans.

Le Conseil militaire de Deir Ezzor est responsable de la sécurité dans certaines parties de la province de Deir Ezzor, à majorité arabe.

La zone semi-autonome kurde gère la région par l'intermédiaire de conseils civils et militaires locaux, afin d'éviter de mécontenter les tribus locales, presque toutes arabes.

« En fait il s'agit d'un règlement de comptes », estime Omar Abu Layla, un journaliste local qui dirige le site d'informations Deir Ezzor 24.

« Des commandants corrompus se sont sentis menacés après l'arrestation d'Abou Khawla et ont essayé de transformer la situation en une question tribale et arabe afin de se protéger », a-t-il ajouté.

Les FDS se sont contentées d'indiquer dans un communiqué avoir lancé lundi « une opération pour renforcer la sécurité » dans la province de Deir Ezzor contre l'EI et « des criminels (...) impliqués dans le trafic de drogue et la contrebande d'armes ».

Une source au sein des FDS ayant requis l'anonymat a précisé que la zone où les affrontements ont eu lieu longe « une route de contrebande bien connue ».



REPORTAGE INTERNATIONAL
30 AOÛT 2023

[Série] La pollution des eaux du Tigre en Irak: à Kirkouk les eaux empoisonnées par les rejets pétroliers [2/4]

L'Irak est l'un des pays les plus fragiles face au changement climatique : la désertification progresse et ses ressources en eau disparaissent, mais le fleuve Tigre, source de vie pour des millions d'Irakiens, est gravement polluée. À Kirkouk, dans la partie fédérale du pays, des résidus de pétrole contaminent les canaux et ressources en eau de toute une vallée depuis l'installation de compagnies pétrolières, en 1920, par les autorités coloniales britanniques.

Sous un soleil de plomb, un ruisseau coule à l'abri d'arbres penchés. Le décor est poétique si l'on omet l'odeur étourdissante de carburant. Nous longeons les installations de la compagnie pétrolière publique North Oil, au nord de Kirkouk. Les rives du ruisseau sont noires et l'eau arc-en-ciel.

« Il est surnommé le Wadi el-Naft, la vallée du pétrole. C'est une vallée naturelle qui existait avant la découverte du pétrole dans les années 20. Après la découverte du pétrole, cette vallée a été utilisée pour déverser les rejets de la compagnie North Oil et ensuite de la raffinerie de Kirkouk. », explique Muhammad Najumaldeen qui dirige le département de surveillance de l'office pour l'environnement de Kirkouk. Il nous indique un tuyau d'évacuation de la compagnie pétrolière. L'eau qui en sort charrie des caillots de pétrole. « C'est un mélange de déchets industriels et médicaux. Nous faisons des prélèvements dans les couches supérieures et vérifions le niveau de pétrole et de graisse, précise Muhammad Ahmed Najumaldeen. Selon la loi, l'eau ne devrait pas contenir plus de 10 mg par litre. Si nous en trouvons plus, des procédures légales sont engagées. », ajoute le responsable.



Le wadi el-Naft, dont le nom signifie vallée du pétrole, est pollué par les rejets de la compagnie pétrolière publique. Il coule au nord de la ville de Kirkouk. © Marie-Charlotte Roupie / RFI

7 000 euros d'amendes pour « polluer »
À ses côtés, le colonel Jazy Mahmoud, de la police de l'environnement, relève les infractions : « Cette pollution, visible ici, va sans aucun doute contaminer les eaux souterraines, le sol et l'air. Nous avons déclenché des procédures légales auprès du tribunal qui leur a infligé une sanction financière. Cette pénalité, comprise entre 1 et 10 millions de dinars irakiens, doit être payée tous les mois jusqu'à ce que la pollution soit traitée. »

Cette amende maximale de

moins de 7 000 euros, le ministère du Pétrole la paye et la pollution continue, charriée par le wadi el-naft sur plus de 120 kilomètres.

Légumes contaminés

Dans le village d'Obeider, des pompes artisanales prélèvent, dans le wadi, l'eau nécessaire à l'irrigation, contaminant légumes et sols se désolent Faisal Saleh, responsable de la localité : « J'incite les agriculteurs à ne pas cultiver de légumes avec l'eau de la vallée du pétrole, mais plutôt du blé et du maïs, pour ça c'est ok. L'eau cause beaucoup de maladies,

elle est mauvaise, mais les agriculteurs n'ont pas le choix. Si le gouvernement nous aidait en creusant des puits pour nous, nous n'aurions pas à utiliser cette vallée, mais nous venons tout juste de revenir dans nos villages après que tout a été détruit. »

La lutte contre Daesh reste la priorité pour les autorités locales. Alors, avec pour seule alternative, l'achat coûteux de citernes d'eau, les agriculteurs se résignent encore à prélever dans le wadi el-naft, malgré le signalement de plusieurs cas de cancers.



Wladimir van Wilgenburg
August 30, 2023

Canadian parliament delegation visits Kurdistan Region

“Our goals on this visit are to learn about the government and parliamentary processes in the KRI.”

ERBIL (Kurdistan 24) – A cross-party delegation of Canadian MPs led by Tomasz Kmiec is currently visiting the Kurdistan Region, where they plan to meet with several Kurdish officials and parliament members.

On Tuesday, the delegation met with Safeen Dizayee, Head of the Kurdistan Regional Government’s (KRG) Department of Foreign Relations.

“During our discussions on past events and current developments, I emphasized [the] KRG’s open-door policy aimed at strengthening our bilateral

ties. We agreed on the importance of furthering cooperation in key fields,” Dizayee posted on the social platform X, previously known as Twitter.

The delegation also met with Kurdistan Region Minister of Interior Reber Ahmed and the Ministry of Peshmerga.

«Canadian support to the Peshmerga forces and coordination between the two sides in various fields were discussed,» the Ministry of Peshmerga said.

“This is a historic first ever visit by a Canadian parliamentary delegation to Kurdistan. The

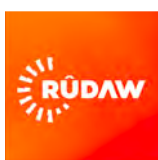
parliamentary friends of the Kurds is an all-party group in Canada dedicated to deepening our relations with all of Kurdistan,” MP Tomasz Kmiec told Kurdistan 24.

“Our goals on this visit are to learn about the government and parliamentary processes in the KRI (Kurdistan Region of Iraq), deepen our understanding of the political culture of all Kurdish parties, and wherever possible to encourage cooperation towards a common goal; a freer, better and a more united Kurdistan.”

Kmiec is the founder and co-chair of the Canadian Parlia-

mentary Friends of the Kurds, created in 2016, an all-party caucus dedicated to cultivating dialogue and fostering parliamentary ties with Kurds from all parts of Kurdistan.

Previously on Aug. 13, KRG Prime Minister Masrour Barzani met with outgoing Canadian Ambassador to Iraq Gregory Galligan, in addition to his replacement, Tammy Ames, where they discussed holding parliamentary elections on time, resolving the outstanding issues between Erbil and Baghdad as well as guaranteeing the constitutional rights of KRI’s residents, among other issues.



August 30.2023

At least 10 killed in clashes between SDF, Arab tribesmen in eastern Syria

The Kurdish-led SDF on Sunday **arrested** Ahmed Khbeil, better known as Abu Khawla, commander of the SDF-linked Deir ez-Zor Military Council, and several of his colleagues after inviting them to a meeting in Hasaka, north-east Syria (Rojava).

Abu Khawla hails from a powerful Arab tribe in the eastern province of Deir ez-Zor, with his arrest sparking anger among fellow tribesmen.

Clashes ensued for two days in a row since the arrest.

UK-based Syrian Observatory for Human Rights, a monitor reporting on the war, said that 10 Arab tribesmen and three SDF fighters were killed in clashes in the villages of Hrejeh and Breeha.

DeirEzzor24 news outlet, comprised of activists in the region, reported that eight civilians were killed in Hrejeh.

Pro-government Sham FM

radio station also said that 10 people had been killed in Hrejeh and Breeha, with dozens of others being wounded, according to the Associated Press.

Neither the SDF nor its affiliated media have made any comments regarding the clashes, which are the worst to break out in eastern Syria in years.

Hours after the arrest of Abu Khawla, the SDF announced the launch of “Operation Secu-

arity Reinforcement” in Deir ez-Zor, claiming to be in response to calls from local tribal leaders urging for more action against the Islamic State (ISIS). However, some activists have perceived this as a pretext for increasing reinforcement against tribesmen.

The Deir ez-Zor Military Council played a key role in the SDF’s military operations against ISIS in Syria. In response to the arrest, the council said that the commander

had not made any concessions to the SDF, adding that locals of the province refused to sup-

port a newly-launched operation against the militant group.

The clashes have sparked concerns that divisions among US-backed Kurdish and Arab

fighters will jeopardize combined efforts in the fight against ISIS.



August 30, 2023

KRG delegation to visit Baghdad for budget implementation talks

The delegation will mainly focus on the Region's public salaries as well as the Region's share in the federal budget, an informed source told Kurdistan 24 on Wednesday.

ERBIL (Kurdistan 24) – A new Kurdistan Regional Government (KRG) delegation is set to visit Baghdad on Wednesday to discuss the semi-autonomous region's share in the federal budget, which has not been implemented by Baghdad since its adoption in June.

The delegation will mainly focus on the Region's public salaries as well as the share in the federal budget, an informed source told Kurdistan 24 on Wednesday.

The Kurdish officials were supposed to visit the Iraqi capital on Friday, but the visit was postponed due to the death of the federal oil minister's father.

Since its adoption in early June, KRG diplomats have alleged the budget has not been implemented properly by the government. Instead of paying the Kurdish share, they allege Baghdad has re-



KRG ministers and top officials during a meeting in Baghdad, Dec. 13, 2022. (Photo: KRG)

leased allowances to Erbil in order to cover the public salaries. The KRG has previously said the 500 billion dinars (over \$384 million) is not sufficient to pay the salaries.

Hailed as one of the country's biggest budgets, the

state expenditures were set at 198.91 trillion Iraqi dinars (\$153 billion), with a deficit of more than 64 trillion dinars (over \$48 billion).

The Kurdistan Region's share in the federal budget is set at 12.67 percent, amounting to more than

\$12 billion annually.

The management of oil and gas has been among the thorny issues between Erbil and Baghdad for over a decade, leading to the suspension of the Region's share in previous federal budgets.

Forbes

30 août 2023
Sabah Kaddouri

Lara Dizeyee, la reconnaissance parisienne d'une designer kurde

La rentrée signe le retour des défilés de mode avec New York qui ouvre le bal dès la semaine prochaine. Moins élitiste qu'hier, la fashion sphère s'ouvre aussi aux designers issus de pays à l'industrie moins mature. La designer kurde Lara Dizeyee, star dans son pays, vit un rêve éveillé depuis son défilé parisien cet été. Ses créations patrimoniales et raffinées ont été saluées par les fashionistas et les journalistes spécialisés. Rencontre avec celle qui réussit le tour de force de mettre sur la carte du monde les silhouettes fastueuses de son pays d'origine.

Vous êtes la première designer kurde à avoir présenté une collection de couture typiquement kurde lors de la dernière semaine de la mode de Paris. Vous étiez donc très attendue... Quels sont les premiers retours ?

Lara Dizeyee : Il était plus important pour moi de montrer mon héritage et la beauté de ma culture à Paris, plutôt que de me positionner comme la première designer kurde à défilé dans la capitale de la mode. Ceci étant dit, je suis également fière d'avoir été précurseur en participant à la Fashion Week de Paris. J'étais très excitée et reconnaissante de partager les couleurs de ma culture à travers mes créations. Ce fut une nuit pleine d'amour et d'émotions que je garderai toujours en mémoire !

Il y avait forcément une dimension symbolique dans ce défilé parisien. Etes-vous quelque part en mission ?

Je conçois mes collections avec un cœur plein d'espoir pour mon Kurdistan natal et pour le monde. Je suis portée par l'amour et l'attention à chaque



© Lara Dizeyee

détail. Tout est possible quand son travail transcende les frontières, que l'on croit au bien-fondé de sa mission.

En internationalisant votre marque, ici-même dans la capitale de la mode, qu'avez-vous choisi de dévoiler de votre patrimoine vestimentaire ?

Ma ligne de vêtements respire l'amour, l'espoir, la passion, la force, l'épanouissement. Lorsque l'on porte mes tenues, on ressent cette force, cette beauté émanant de l'héritage vestimentaire de mon pays d'origine.

Quelles sont les pièces fortes de votre collection ?

Sur le podium parisien, j'ai mis en scène trois tableaux différents qui racontaient l'histoire des femmes kurdes : le premier représentait la féminité et la sensualité, le deuxième la pas-

sion, et le troisième la puissance.

Quelles sont les remarques qui vous ont le plus touchées ?

Je dirais que c'est un sentiment général, celui de voir l'assistance tomber amoureuse de mes costumes, de lire sur les visages un émerveillement. Voilà à quoi j'aspirais en créant mes silhouettes.

Vous êtes née à Vienne et avez grandi aux Etats-Unis. Comment rester connectée à ses racines loin de son pays, de sa culture d'origine ?

Que je sois établie à l'étranger ou au Kurdistan, rien ne m'empêchera d'être toujours connectée à mes racines. Mon amour pour mon pays et ma culture est infini.

A quels défis vous êtes-vous heurtées ?

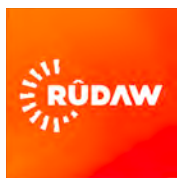
J'avais très peu de temps pour me préparer à ce rendez-vous parisien... Seulement six semaines. J'ai dû réaliser 30 costumes pour ce défilé de mode et associer chaque création aux bijoux appropriés. Je suis satisfaite du résultat même avec un timing aussi serré.

Et maintenant ? Après, cette reconnaissance parisienne, quelle direction allez-vous donner à votre Maison ?

Je continuerai à travailler sur mes nouvelles collections et mon design pour plaire à ma clientèle grandissante. J'ai beaucoup de commandes à honorer et m'en réjouis !

La Maison Lara Dizeyee, en trois mots ?

Créative, consciente et attachante.



Karwan Faidhi Dri
August 30, 2023

Khor Mor gas field targeted with rockets

ERBIL, Kurdistan Region - Khor Mor gas field in Sulaimani province was targeted with two rockets on Wednesday months after similar attacks against the field were ceased, a top Kurdish official said.

Ahmed Mufti, Kurdistan Regional Government's (KRG) natural resources deputy minister, told Rudaw that Khor Mor, a key gas field in Chamchamal town which is operated by the UAE-based Dana Gas, was hit

with two rockets, adding that the security forces have launched an investigation into the incident.

A local official told Rudaw on the condition of anonymity that the incident took place at 9:30 pm by two Katyusha rockets fired from Tuz Khurmatu district, hitting near a place where the company's employees were resting.

KRG's natural resources ministry said in a [statement](#) that «a number of rockets» hit the field

«but did not cause any casualties or material damages.»

It added that the government and Dana Gas officials are monitoring the situation «to prevent any impact on the production of gas and power.»

The field frequently came under rocket and drone attacks last year but the latest one is the first in months.

The Kurdistan Region was facing an unprecedented

number of rocket and drone attacks last year, mostly blamed on Iran-backed militias.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said in June 2022 that he was troubled by the attacks on Khor Mor, noting that additional security forces would be deployed to the area.

Khor Mor field produces 452 million standard cubic feet of gas per day, according to Dana Gas.



August 30, 2023

Macron to visit Baghdad 'soon': Iraqi PM's office

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani held a phone call with French President Emmanuel Macron on Tuesday in which the two discussed boosting bilateral ties in several fields, and also announced that Macron was set to conduct a visit to Iraq's capital Baghdad "soon".

The two leaders addressed developing relations in the fields of economy, culture, military, and security, and highlighted the importance of implementing the partnership agreements signed between Baghdad and Paris, according to a statement from Sudani's office.

The statement said that the French president's planned visit to Baghdad reelects "a significant step in enhancing diplomatic ties," without revealing the purpose of



French President Emmanuel Macron addresses French ambassadors during the conference of ambassadors at the Elysee Palace in Paris, on August 28, 2023. Photo: Teresa Suarez /POOL/ AFP

the trip or when it will occur.

Macron on Tuesday announced that a French air force paratrooper was killed in Iraq while assisting a dispatch of the Iraqi army in an operation against the Islamic State (ISIS) a day prior, marking

the third French soldier killed in Iraq in just over a week.

Sudani extended his condolences to Macron over the loss during the call.

Macron in December 2022 attended the second edition of the

Baghdad Conference for Cooperation and Partnership in Jordan, which aimed at providing support for Iraq's stability and security. Sudani visited France's capital Paris in December, signing a set of strategic agreements with Macron, meant to develop Iraq's cooperation with the European country in various fields.

As a core member of the US-led global coalition against ISIS, France has trained about 10,000 Iraqi soldiers, including Kurdish Peshmerga forces.

During a visit to Iraq and the Kurdistan Region last month, Minister of the French Armed Forces Sebastien Lecornu alongside Iraqi Defense Minister Thabet Muhammad al-Abbasi announced that 80 French trainers will conduct a two-year training course for about 2,100 Iraqi soldiers, the equivalent of five "desert battalions."

The New York Times

Raja Abdulrahim
August 31, 2023

Rare Protests in Syria Summon Echoes of Arab Spring

After 12 years of conflict, anger over growing economic hardships has boiled over. Protesters are demanding the ouster of the authoritarian President Bashar al-Assad and an end to the war.

Rare protests in Syria calling for the ouster of the authoritarian government have gathered momentum over the past two weeks, in scenes reminiscent of the Arab Spring uprising that began more than 12 years ago and morphed into a multisided war.

The protests grew out of anger over increasing economic hardships that boiled over into demands for a political settlement to the war, which is largely at a stalemate. They have grown daily, drawing hundreds of people who at times have torn down the ubiquitous posters of President Bashar al-Assad and shuttered offices of the political party loyal to him.

The demonstrations began in the south and spread, even briefly touching the capital, Damascus, and another major city, Aleppo. Most are in government-held areas, far from the front lines of the war in the northwest, where there is still sporadic fighting between government and opposition forces.

The trigger was a government decision this month to slash fuel subsidies, which more than doubled the cost of gasoline. But Syrians are also venting more than a decade of accumulated grievances over government violence and worsening living standards, according to videos from the protests and interviews with people who are following the movement.

"This was the spark for the uprising," said Rayan Maarouf, editor of the local media group Su-



The protests began after the government slashed fuel subsidies, pushing up gas prices. But demonstrators are also calling for the ouster of authoritarian President Bashar al-Assad. Credit... Agence France-Presse, via Suwayda 24/Afp Via Getty Images

wayda24, referring to the fuel subsidy cuts. "But people came out into the streets not calling for this decision to be reversed. They came out into the street to call for the fall of the regime because they realized that the situation won't change without a change to the political situation."

A new round of demonstrations are planned across the country on Friday.

Syrian state media has not addressed the protests. But Mr. al-Assad, in a recent interview with the British broadcaster Sky News, reiterated his long-stated positions, blaming destruction in the country on terrorists and claiming that only foreign forces, and never Syrians, had pushed for him to go.

More than a decade of conflict has left Syria divided and mired in economic crisis. Mr. al-Assad has managed over the years to

wrest back control over the vast majority of the country, but opposition forces and U.S.-backed Syrian Kurdish fighters still control swaths of the north and east.

Anger in government-controlled territory has been building for years as the economic situation deteriorates. About 90 percent of Syrians are living below the poverty line and about 70 percent — 15.3 million people — need humanitarian assistance, according to the United Nations.

The recent protests began in the southern province of Sweida, home to the country's Druse sect — one of many religious minorities in Syria.

The Druse largely sat out the 2011 Arab Spring uprising against Mr. al-Assad's rule, which transformed within months from peaceful demonstrations into an armed uprising

against an increasingly brutal crackdown on dissent. But the Druse did refuse to send their young men to mandatory military service so as not to be party to violence against Mr. al-Assad's opponents.

Lubna, a 30-year-old protester who asked to be identified by her first name only for security reasons, said she has been participating in the demonstrations from the beginning and the numbers of those joining were growing each day.

"We won't stop," she said. "We're calling for one demand: overthrowing the regime. The economy is deteriorating and we all know it's because of this regime."

Another young woman, in a video shared widely from one of the protests, said the demands went beyond basic needs such as electricity and water.

"Our demands are firstly political," she says. "We want dignity and we want freedom," she added, echoing chants often heard in the early days of the 2011 uprising.

There have been sporadic protests in Sweida in recent years, but they sputtered out with nothing accomplished. The latest demonstrations, however, could be more firmly rooted.

"One major difference you see here is the buy-in that the protesters have been able to secure from the religious leaders in Sweida," said Haid Haid, a Syria analyst at Chatham House, a research group ba-

sed in Britain. “That was not there before.”

In the past, Druse religious leaders tried to mediate and calm the situation when protests broke out. Now they are openly supporting them and even taking part.

In the past week, the government reportedly sent the provincial governor of Sweida to meet with Druse religious leaders to seek a solution, Mr. Haid said. The leaders responded by saying the regime should meet the protesters’ demands.

In Damascus over the past two

weeks, the government deployed security forces to prevent demonstrations, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a monitoring group based in Britain.

A rally in the opposition-held northern city of Azaz on Friday in support of the protests in the south. Rami Al Sayed/Agence France-Presse — Getty Images

The Syrian Network for Human Rights has documented at least 57 arrests in response to the protests, mostly around Damascus, Aleppo and the coastal areas of Latakia and Tartus, which are strongholds of Mr. al-

Assad’s Alawite sect — another religious minority in Syria.

In Sweida, there is no sign of arrests yet but protesters are bracing for a government response.

Security forces may be reluctant, however, to use the same level of violence they have elsewhere because Mr. al-Assad has long claimed to be the protector of religious minorities. If his forces attack Druse protesters, it would be further proof that this was a myth, said Mr. Maarouf, the editor.

While the government may tolerate protests for a time in

Sweida, analysts say unrest in other parts of the country poses more of a threat to Mr. al-Assad, especially in the Alawite strongholds, and has therefore been met with arrests and violence.

Mr. al-Assad’s recent comments left the impression that the government has no intention of changing its tactics, said Huda Almhethawi, a 38-year-old writer from Sweida who lives abroad.

“People are saying that after everything, you are still coming with the same lies and same propaganda,” she said. “Stop selling us things that are not real.”



August 31, 2023

Over 100kg narcotics seized in Erbil

The forces also seized five slot machines along with the narcotics, including 101kg of Captagon pills, 5.5kg crystal methamphetamine, and 600 grams of heroin.

ERBIL (Kurdistan 24) – The security forces in Erbil province have confiscated more than 100 kilograms of narcotics, including the popular Captagon pills.

The forces also seized five slot machines along with the narcotics, including 101kg of Captagon pills, 5.5kg crystal methamphetamine, and 600 grams of heroin, Arkan Bibani, an officer at the Directorate of Combatting Narcotics, announced in a press conference on Thursday.

The narcotics are trafficked from “neighboring countries” by smugglers, Bibani said, refusing claims that the political parties are behind the illicit activity.

Kurdistan 24 previously reported that 80% of drug users in the Kurdistan Region are between 18 and 35 years old. 10% of drug users are women and 4% are under 18 years old.

Captagon pills, a methamph-



The seized narcotics put on display, August 31, 2023. (Photo: Azar Farooq/Kurdistan 24)

tamine-like stimulant, have become increasingly popular in Iraq in recent years.

Users feel mild euphoria after taking Captagon pills. The use of the drug leads to various health problems, including high blood pressure, hallucinations, and blurred vision. Irritability

and fatigue are also the two most common withdrawal symptoms of Captagon.

Last year, Iraqi forces forced a glider carrying one million Captagon pills to land in Basra. The pills were allegedly being flown through Iraqi airspace to a neighboring country.

In April 2023, the KRG’s Ministry of Finance and Economy established a Drug and Psychotropic Substances Fund to provide treatments for substance abusers and financial rewards to those who turn in illegal drugs to local authorities.



By Anchal Rana
August 31, 2023

Gulf Keystone fears for its future viability amid Kurdistan crude suspension

Gulf Keystone Petroleum flagged doubts on Thursday about its ability to continue as a going concern after announcing it had cut 55% of its expatriate jobs to slash costs amid the suspension of Kurdistan crude exports.

The London-listed company said it was reviewing further job cuts following a hit to production and sales after the closure of the Iraq-Turkey Pipeline in March.

Last week Turkish ministers met the head of Iraq's semi-autonomous Kurdistan regional government (KRG) for talks, including on oil exports, but neither said if a deal had been reached to resume crude flows through Turkey.

«While no official timeline has been announced, we continue to believe that the suspension of exports will be temporary and that the KRG will resume oil sales payments in due course,» CEO Jon Harris said in a statement.

Turkey stopped the oil flows in March after losing a long-standing arbitration case brought by Iraq.



Shares in the oil producer, which focuses on Iraqi Kurdistan, were down about 8% at 1014 GMT.

«Given the current uncertainty over the timing of the pipeline reopening... the Directors have therefore concluded that a material uncertainty exists which may cast significant doubt on the group's ability to continue as a going concern,» the company said.

The company however said it has «reasonable expectation»

that the group has enough resources to operate for the next 12 months.

«At current realised prices... we are able to cover our current estimated H2 2023 monthly net capex, operating costs and other G&A (general and administrative) run rate of about \$6 million,» Harris added.

Gulf Keystone said it had started local sales and partially resumed production in July and it was pursuing further increases in local sales for Shaikan Field crude.

«To protect its balance sheet, the business moved quickly to establish new sales channels into the local market,» analysts at Peel Hunt said in a note.

The suspension has also halted repayments via crude cargoes of \$6 billion owed to energy traders including Vitol and Petraco by KRG.

Genel Energy, which also operates in the region, suspended dividend payments this month.

(Reporting by Anchal Rana and Yadarisa Shabong in Bengaluru; Editing by Savio D'Souza, Sherry Jacob-Phillips, Philippa Fletcher and Susan Fenton)

Les dépêches de l'afp d'août 2023

Mardi 1 août 2023

L'Irak en contact avec Washington au sujet des impayés de gaz iranien

Bagdad, 1 août 2023 (AFP) — L'Irak est en contact avec les Etats-Unis pour régler à l'Iran des impayés d'une valeur de 9,2 milliards d'euros, que Bagdad doit à Téhéran en contrepartie d'anciennes importations de gaz, a annoncé mardi soir le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani.

En raison des sanctions américaines contre l'Iran, Bagdad ne peut pas payer directement Téhéran pour son gaz. Jusqu'à très récemment l'argent était déposé sur un compte bancaire irakien, qui ne permettait à l'Iran d'acheter que des produits spécifiques dans les secteurs agroalimentaire et pharmaceutique.

Le processus était toujours très ardu et marqué par des retards. Pour obliger Bagdad à verser ses impayés, Téhéran suspend régulièrement ses approvisionnements en gaz, essentiels pour les centrales électriques irakiennes puisqu'ils couvrent un tiers des besoins du pays.

Critiquant un mécanisme complexe en raison des sanctions américaines, le Premier ministre irakien avait annoncé le 11 juillet que Bagdad allait désormais payer ses importations de gaz en fournissant en échange du pétrole à Téhéran.

"Parallèlement, le travail se poursuit avec la partie américaine concernant les impayés, qui ont baissé à 9,2 milliards" d'euros, a indiqué mardi soir en conférence de presse M. Soudani, rappelant que son pays avait réglé ces derniers mois environ 1,8 milliard d'euros à Téhéran.

Le Premier ministre a assuré qu'une délégation de la banque centrale irakienne et de la Trade Bank of Iraq (TBI) avait été dépêchée mardi à Oman "pour convenir d'une formule de transfert de ces fonds vers le Sultanat, en accord avec le Trésor américain".

Le 24 juillet, un porte-parole du département d'Etat américain avait évoqué le transfert d'une partie de ces fonds vers

Oman. "Nous pensons qu'il était important de sortir cet argent d'Irak, car c'est un levier utilisé par l'Iran contre son voisin", avait indiqué Matthew Miller.

Car le dossier de l'électricité est ultra-sensible en Irak, pays de 43 millions d'habitants aux immenses richesses en hydrocarbures, où la population vit avec des délestages quotidiens qui empirent l'été et sont parfois à l'origine de manifestations.

M. Miller avait aussi assuré qu'au Sultanat d'Oman, ces sommes seront soumises "aux mêmes restrictions" qu'en Irak: l'usage de ces fonds par Téhéran pour certains achats devra "être approuvé à l'avance par le Trésor américain".

- "Spéculateurs" -

Mardi soir, le Premier ministre irakien a évoqué le combat des autorités pour stabiliser le taux de change, la monnaie nationale s'étant affaïssée face au dollar ces derniers jours.

Si le taux de change officiel

est de 1.310 dinars pour un dollar, au marché parallèle un dollar s'achète mardi à plus de 1.510 dinars à Bagdad.

M. Soudani a dénoncé des réseaux de "spéculateurs", qui amassent les billets verts pour les envoyer vers le Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak puis vers l'étranger --sans nommer de destination précise.

Dans un communiqué, la Sûreté nationale a ensuite confirmé le démantèlement d'un "réseau de trafiquants" qui, via des "entreprises fictives, a envoyé illégalement des devises à l'étranger, sous le couvert d'opérations commerciales".

A Bagdad, les forces de sécurité ont arrêté 11 suspects et découvert des coffres où ont été retrouvés plus de 14 millions de dollars, d'après le communiqué.

Tout comme 12 personnes ont été arrêtées dans trois provinces du centre et du sud du pays pour des accusations similaires, selon la même source.

Mardi 1 août 2023

Londres reconnaît l'existence d'"actes de génocide" contre les Yazidis

Londres, 1 août 2023 (AFP) — Le Royaume-Uni a officiellement reconnu mardi que le groupe jihadiste Etat islamique avait commis des "actes de génocide" à l'encontre des Yazidis en 2014 en Irak.

Cette reconnaissance, annoncée à l'occasion des commémorations organisées neuf ans après les "atrocités" perpétrées par l'EI contre la minorité yazidie, intervient dans le sillage d'une décision de la justice allemande, précise la diplomatie britannique dans un communi-

qué.

Prix Nobel de la Paix, la Yazidie Nadia Murad a salué un "geste important", exprimant son espoir que "le Royaume-Uni cherche à présent la justice pour les victimes" en poursuivant les combattants nés au Royaume-

Uni de cette organisation jihadiste.

"Le monde ne peut pas se permettre de laisser des membres de l'EI en liberté", sous peine d'envoyer le message que "l'on peut tuer et violer impunément", a-t-elle ajouté.

"La reconnaissance britannique est une étape importante", a déclaré à l'AFP le militant yazidi Murad Ismael, saluant de Bagdad "le travail inlassable de nos amis yazidis au Royaume-Uni qui ont veillé à ce que ce génocide ne soit ni négligé ni oublié".

"La reconnaissance est au coeur du processus de justice et de l'aide apportée aux victimes pour guérir des blessures profondes du génocide", a-t-il souligné.

C'est la cinquième fois que le Royaume-Uni évoque officiellement un génocide, après l'Holocauste, le Rwanda, Srebrenica en Bosnie et des actes commis au Cambodge.

- Minorité kurdophone -

"La population yazidie a imensément souffert aux mains de Daech", l'acronyme en arabe du groupe Etat islamique, a déclaré dans un communiqué le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, Tariq Ahmad.

"Justice et responsabilité sont essentielles pour ceux dont les vies ont été anéanties", a-t-il ajouté, soulignant que cette reconnaissance "historique" ne

"fait que renforcer" l'engagement du Royaume-Uni pour qu'ils "reçoivent les compensations qui leurs sont dues et puissent avoir accès à une justice significative".

Le Royaume-Uni s'en remet aux juridictions compétentes plutôt qu'aux gouvernements ou aux organes non-judiciaires pour utiliser la qualification de génocide.

La Cour fédérale de justice allemande a confirmé en début d'année la condamnation d'un ancien combattant de l'EI pour actes de génocide et crimes contre l'humanité en Irak.

La justice allemande a été la première à reconnaître, le 30 novembre 2021, une telle qualification pour des crimes contre la communauté yazidie. Une décision qualifiée d'"historique" par des organisations de défense des droits humains.

Cette reconnaissance a depuis été effectuée par de nombreux parlements - les députés allemands en janvier - et organisations internationales.

Les juges de la Haute Cour régionale de Francfort avaient condamné à la perpétuité Taha Al-Jumailly pour "génocide,

crime contre l'Humanité ayant entraîné la mort, crimes de guerre et complicité de crimes de guerre".

Il avait été reconnu coupable d'avoir pendant l'été 2015 à Falloujah, en Irak, laissé mourir de soif une fillette yazidie de cinq ans qu'il avait, ainsi que la mère de celle-ci, réduite en esclavage.

- La reconstruction piétine -

En droit international, le génocide est reconnu depuis 1948 par la convention des Nations unies, qui énumère une série de crimes le constituant, dont le meurtre commis "avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux".

L'EI avait déferlé en août 2014 sur le Mont Sinjar, le foyer historique de la minorité yazidie dans le nord de l'Irak.

Des milliers d'hommes de cette communauté kurdophone, que les jihadistes considéraient comme "hérétique" en raison de sa religion ésotérique monothéiste, avaient été massacrés. Les femmes avaient été enlevées et vendues comme "épouses" aux jihadistes ou réduites à l'esclavage sexuel, les

enfants embrigadés.

Après la montée en puissance de l'EI en 2014, l'Irak avait proclamé en 2017 sa victoire sur les jihadistes, qui avaient ensuite perdu leur dernier bastion syrien en 2019.

Aujourd'hui encore, des corps sont exhumés de charniers au Sinjar. Plus de 2.700 personnes sont portées disparues, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le 27 juillet, plusieurs organisations de la société civile yazidie ont dans un communiqué commun réclamé au gouvernement irakien 1,5 milliard de dollars "pour la reconstruction des infrastructures publiques et des logements privés dans le district de Sinjar".

Des années après la mise en déroute de l'EI, la reconstruction piétine. Quelque 200.000 personnes originaires de la région, des Yazidis ou des membres d'autres communautés, sont toujours déplacées et ne peuvent pas rentrer.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 3 août 2023

Kurdistan d'Irak : les élections régionales auront finalement lieu en février 2024

Erbil (Irak), 3 août 2023 (AFP) — La région autonome du Kurdistan d'Irak a annoncé jeudi que les élections au Parlement régional auraient finalement lieu le 25 février prochain, après un report de près d'un an et demi dû aux querelles entre les deux principaux partis kurdes.

Les élections pour renouveler les 111 sièges du Parlement auraient dû avoir lieu en octobre 2022, mais les contentieux entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient poussé l'Assemblée à proroger son mandat d'un an. Les deux partis s'affrontaient notamment sur le découpage des circonscriptions électorales.

Le gouvernement régional avait

alors fixé le 18 novembre comme nouvelle date.

Mais la Commission électorale irakienne a ensuite réclamé un nouveau report, arguant de la trop grande proximité avec les élections provinciales prévues dans le reste de l'Irak le 18 décembre.

Les élections régionales dans la région autonome auront donc lieu le 25 février 2024, a annoncé Dilshad Chihab, porte-parole du président du Kurdistan d'Irak Nechirvan Barzani lors d'une allocution à la télévision.

"Cette date a été fixée en accord et après consultation avec les partis politiques de la région du Kurdistan", a-t-il ajouté.

La date du scrutin était très attendue, car en mai dernier la Cour suprême d'Irak avait jugé "inconstitutionnelle" la prorogation d'un an du mandat du Parlement régional, considérant comme "nulle" la totalité des décisions votées par les députés depuis l'automne 2022.

Le Kurdistan irakien est dominé par les deux frères ennemis du PDK et de l'UPK. Le PDK domine à Erbil, la capitale régionale, et ses membres sont à la tête de la présidence de région et du gouvernement régional kurde. Et depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, tous les présidents irakiens sont issus de l'UPK.

Dans le Parlement actuel, le PDK est le parti le plus important avec 45 sièges, suivi de l'UPK avec 21 sièges.

Le Kurdistan d'Irak se présente comme une oasis de stabilité, mais militants et opposition y dénoncent, entre autres maux, la corruption et des arrestations arbitraires.

Au niveau national, le Kurdistan d'Irak et le gouvernement de Bagdad s'affrontent sur la part du budget fédéral allouée à Erbil, ainsi que sur la gestion des exportations de pétrole.

La région n'échappe pas aux soubresauts géopolitiques. La Turquie voisine mène régulièrement des raids militaires contre les combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) implantés au Kurdistan d'Irak et qu'Ankara et ses alliés considèrent comme "terroristes".

Jeudi 3 août 2023

Irak : saisie d'un demi-million de comprimés de captagon et 35 kilos d'opium

Bagdad, 3 août 2023 (AFP) — La justice irakienne a annoncé jeudi l'arrestation d'un trafiquant en possession de 35 kilos d'opium et de plus d'un demi-million de comprimés de captagon, une drogue de la famille des amphétamines qui transite depuis plusieurs années par l'Irak.

Le narcotraffiquant --un Irakien-- a été arrêté dans la province de Dohuk, dans la région du Kurdistan d'Irak (nord), avec plus de "236 kilos de captagon

et 35,7 kilos d'opium", a indiqué le Conseil supérieur de la magistrature, la plus haute instance judiciaire d'Irak, dans un communiqué.

Les 236 kilos de captagon ont été saisis sous la forme de 540.000 comprimés, a expliqué à l'AFP une source sécuritaire qui a requis l'anonymat.

La personne interpellée faisait partie d'un "important réseau de narcotraffiquants qui comprend des individus d'autres

nationalités", a déclaré la même source sans préciser si ces suspects avaient été interpellés.

Les autorités irakiennes annoncent régulièrement la saisie de pilules de captagon, venues le plus souvent de Syrie voisine, où la production s'est transformée en une véritable industrie à destination notamment des marchés du Golfe, l'Arabie saoudite étant un des principaux

pays consommateurs.

A l'origine pays de transit sur les routes de la drogue, l'Irak fait face ces dernières années à une explosion de la consommation de stupéfiants, notamment de captagon et de crystal meth, une drogue de synthèse.

Le mois dernier, le gouvernement irakien avait annoncé la découverte d'un rare site de fabrication de captagon dans le sud du pays.

Jeudi 3 août 2023

Kurdistan d'Irak : les élections régionales auront finalement lieu en février 2024

Erbil (Irak), 3 août 2023 (AFP) — La région autonome du Kurdistan d'Irak a annoncé jeudi que les élections au Parlement régional auraient finalement lieu le 25 février prochain, après un report de près d'un an et demi dû aux querelles entre les deux principaux partis kurdes.

Les élections pour renouveler les 111 sièges du Parlement auraient dû avoir lieu en octobre 2022, mais les contentieux entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient poussé l'Assemblée à proroger son mandat d'un an. Les deux partis s'affrontaient notamment sur le découpage des circonscriptions électorales.

Le gouvernement régional avait

alors fixé le 18 novembre comme nouvelle date.

Mais la Commission électorale irakienne a ensuite réclamé un nouveau report, arguant de la trop grande proximité avec les élections provinciales prévues dans le reste de l'Irak le 18 décembre.

Les élections régionales dans la région autonome auront donc lieu le 25 février 2024, a annoncé Dilshad Chihab, porte-parole du président du Kurdistan d'Irak Nechirvan Barzani lors d'une allocution à la télévision.

"Cette date a été fixée en accord et après consultation avec les partis politiques de la région du Kurdistan", a-t-il ajouté. La date du scrutin était très at-

tendue, car en mai dernier la Cour suprême d'Irak avait jugé "inconstitutionnelle" la prorogation d'un an du mandat du Parlement régional, considérant comme "nulle" la totalité des décisions votées par les députés depuis l'automne 2022.

Le Kurdistan irakien est dominé par les deux frères ennemis du PDK et de l'UPK. Le PDK domine à Erbil, la capitale régionale, et ses membres sont à la tête de la présidence de région et du gouvernement régional kurde. Et depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, tous les présidents irakiens sont issus de l'UPK.

Dans le Parlement actuel, le PDK est le parti le plus important avec 45 sièges, suivi de l'UPK avec 21 sièges.

Le Kurdistan d'Irak se présente comme une oasis de stabilité, mais militants et opposition y dénoncent, entre autres maux, la corruption et des arrestations arbitraires.

Au niveau national, le Kurdistan d'Irak et le gouvernement de Bagdad s'affrontent sur la part du budget fédéral allouée à Erbil, ainsi que sur la gestion des exportations de pétrole.

La région n'échappe pas aux soubresauts géopolitiques. La Turquie voisine mène régulièrement des raids militaires contre les combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) implantés au Kurdistan d'Irak et qu'Ankara et ses alliés considèrent comme "terroristes".

Dimanche 6 août 2023

Iran : une détenue se coud la bouche avant d'entamer une grève de la faim

Paris, 6 août 2023 (AFP) — Une prisonnière kurde en Iran s'est cousu la bouche avant d'entamer une grève de la faim pour protester contre le fait qu'elle n'a pas pu obtenir de permission de sortie, a rapporté dimanche un groupe de défense des droits humains.

Détenue depuis trois ans, Soheila Mohammadi s'est cousu la bouche dans la prison de la ville d'Ourmia, dans le nord-ouest de l'Iran, a indiqué l'ONG Hengaw, basée en Norvège.

Arrêtée à l'automne 2020, elle avait été condamnée à cinq ans de prison pour appartenance au groupe armé PJAK (Parti pour une vie libre du Kurdistan) qui milite pour l'autodétermination de la minorité kurde d'Iran et qui est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de "terroriste" par Ankara et l'UE.

Hengaw, un groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran, a précisé que Mme Mohammadi n'avait pas été autorisée à rencontrer le procureur régional pour

demander une permission de sortie.

Mère d'un enfant, Mme Mohammadi avait tenté de se suicider plus tôt cette année en se poignardant dans la poitrine, avant d'être sauvée par des codétenues, selon Hengaw.

Les régions à population kurde de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran ont été parmi les plus actives lors du mouvement de protestation qui a éclaté en septembre 2022 contre les autorités iraniennes, et des

centaines de personnes ont été arrêtées lors de la répression qui a suivi, selon des ONG de défense des droits humains.

Le mouvement de contestation a été déclenché à travers le pays après la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Dimanche 6 août 2023

Irak : un responsable du PKK tué dans une frappe de drone imputée à la Turquie

Souleimaniyeh (Irak), 6 août 2023 (AFP) — Un "responsable militaire" du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, a été tué dimanche dans le nord de l'Irak par une frappe de drone menée par "l'armée turque", ont indiqué les services antiterroristes du Kurdistan autonome.

L'armée turque ne commente que rarement ses frappes en Irak, mais elle mène régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs du PKK et ses positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan

autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

Ankara et ses alliés considèrent le PKK comme une organisation "terroriste".

Dimanche matin, "un drone de l'armée turque" a visé une voiture dans laquelle circulaient des "combattants du PKK" dans le district de Chamchamal, non loin de la ville de Souleimaniyeh, a détaillé l'antiterrorisme du Kurdistan d'Irak dans un communiqué.

"Un responsable militaire du PKK a été tué et un autre

combattant a été blessé", ont déclaré ces services.

Fin juillet, quatre combattants du PKK avaient été tués dans la même région dans une frappe de drone là aussi attribuée à la Turquie par le Kurdistan d'Irak.

Ankara a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases arrières dans cette région.

De longue date, Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan irakien, sont accusées de détourner le regard sur ces bombar-

dements turcs, pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

Le 25 juillet, les services du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, avaient évoqué une "visite à venir" en Irak du président turc Recep Tayyip Erdogan, un déplacement dont la date exacte n'a pas été officiellement dévoilée.

Mardi 8 août 2023

Syrie : 10 membres des forces du régime tués dans une attaque de l'EI

Beyrouth, 8 août 2023 (AFP) — Dix membres des forces du régime syrien ont été tués par le groupe Etat islamique dans le nord de la Syrie, a indiqué mardi une ONG, la deuxième attaque d'ampleur de la formation jihadiste en une semaine.

Au moins 17 personnes, dont une majorité de membres des forces du régime, ont péri depuis le 1er août dans deux attaques majeures du groupe jihadiste en Syrie, où il avait profité de la guerre pour prendre le contrôle, pendant plusieurs années, de vastes territoires.

"L'EI a attaqué (lundi soir) des positions et des barrages tenus par des membres des forces du régime (...) mettant le feu à des véhicules militaires et des

préfabriqués" dans l'est de la province de Raqa, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Six soldats ont aussi été blessés, dont certains grièvement, a indiqué l'ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Les forces gouvernementales contrôlent des zones rurales dans l'est et le sud de la province de Raqa, le reste étant aux mains des forces kurdes.

La ville de Raqa fut pendant plusieurs années la capitale du "califat" autoproclamé de l'EI, où il a été défait en 2017.

Le groupe jihadiste a annoncé la semaine dernière la mort de son chef, Abou al-Hussein al-Husseini al-Qourachi, tué lors

d'affrontements dans le nord-ouest de la Syrie.

Depuis début décembre, l'EI a multiplié les attaques meurtrières en Syrie malgré la perte en 2019 de ses derniers fiefs. Le groupe en avait été chassé par les forces kurdes et la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

Il a visé des civils, des forces dirigées par les Kurdes, des soldats syriens ou des combattants pro-iraniens alliés du régime, tout en menant aussi des attaques en Irak, pays voisin où le groupe jihadiste s'était aussi emparé de larges territoires à partir de 2014, avant de les perdre en 2017.

Le 1er août, sept personnes incluant cinq soldats syriens avaient péri dans une attaque

de l'EI contre un convoi de camions-citernes transportant du carburant dans une zone désertique du centre de la Syrie, selon cette même source.

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations antigouvernementales, la guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes, ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Elle s'est complexifiée avec l'intervention de puissances étrangères et de jihadistes.

Quatre militaires syriens et deux combattants pro-iraniens ont par ailleurs été tués lundi à l'aube lors de frappes israéliennes sur des positions militaires et des dépôts d'armes dans la périphérie de Damas, selon l'OSDH.

Mardi 8 août 2023

Nord : nouvelle évacuation de camps de migrants près de Dunkerque

Lille, 8 août 2023 (AFP) — Les forces de l'ordre ont évacué mardi deux camps de migrants près de Dunkerque (Nord), dans une zone accueillant quelque 700 exilés espérant rallier l'Angleterre par la mer, a-t-on appris auprès de la préfecture et de l'association Utopia 56 de soutien aux migrants.

"Une opération de mise à l'abri s'est déroulée" dans "deux campements situés sur le domaine privé du grand port maritime de Dunkerque", a indiqué la préfecture à l'AFP.

Au total, "130 personnes ont été orientées vers des centres d'hébergement", a-t-elle indiqué.

"Des passeurs ont également

été interpellés" au cours de cette opération, "qui s'est déroulée dans de bonnes conditions", mobilisant "gendarmes, policiers, prestataires sociaux de l'État ainsi que les équipes du grand port maritime", a-t-elle ajouté sans plus de détails.

"L'objectif de ces mises à l'abri est de protéger la vie des migrants et de mettre fin aux campements de fortune où ils sont sous la coupe des réseaux criminels", a-t-elle relevé.

Selon un représentant d'Utopia 56, environ 700 personnes (des Kurdes irakiens, Iraniens, Soudanais et Érythréens en majorité) résidaient dans la zone, parsemée de campements et où les forces de l'ordre procèdent régulièrement à des évacuations avant que les exilés ne s'y réinstallent précairement.

Treize passeurs présumés y avaient été interpellés et plusieurs armes et munitions saisies début juin, dans le cadre d'une enquête ouverte après une série de fusillades ayant fait trois morts et une vingtaine de blessés depuis 2022.

Nombre des personnes expulsées, dont les tentes ont été saisies, tentaient de se réinstaller aux alentours en fin d'après-midi, a ajouté le représentant d'Utopia 56. Parmi elles des familles et "une cinquantaine de mineurs non accompagnés", a-t-il mis en avant.

Selon lui, les traversées migratoires, ralenties par le mauvais temps début août, "ont re-

pris" au départ du littoral nord de la France, mais "avec des fenêtres météo très courtes" en raison de la persistance de conditions météo peu favorables.

Le préfet du Pas-de-Calais avait pour sa part annoncé le 19 juillet l'arrivée d'une compagnie de CRS supplémentaire pour endiguer ce trafic migratoire, au lendemain de départs d'embarcations de migrants en pleine journée sous les yeux de touristes.

En 2022, environ 46.000 personnes ont ainsi traversé le détroit pour rallier les côtes anglaises. Cinq sont mortes et quatre ont disparu dans ces dangereuses traversées, selon le décompte de la préfecture maritime.

Mercredi 9 août 2023

Irak : deux membres du PKK tués dans des frappes de drone imputées à la Turquie

Souleimaniyeh (Irak), 9 août 2023 (AFP) — Deux membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués mercredi dans le nord de l'Irak dans deux frappes de drone distinctes menées par l'armée turque, ont annoncé les autorités du Kurdistan d'Irak.

L'armée turque ne commente que rarement ses frappes en Irak, mais elle mène régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs du PKK et ses positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

Ankara et ses alliés considèrent le PKK comme une organisation "terroriste".

Mercredi, à la mi-journée, "un drone turc a pris pour cible une voiture appartenant au PKK près du village de Jalala", dans la province de Souleimaniyeh, ont indiqué les services anti-terroristes du Kurdistan d'Irak, région où l'attaque a eu lieu.

"Un responsable des services de renseignement du PKK a été tué", ont-ils déclaré, précisant que deux autres membres de l'organisation avaient été blessés.

De même source, une autre attaque menée par un "drone

turc" dans l'après-midi a visé une "voiture de combattants du PKK près du village de Qala'a", dans la même province. "Un membre du PKK a été tué et deux autres ont été blessés", ont rapporté les services anti-terroristes régionaux.

Dimanche matin, un "responsable militaire" du PKK avait été tué, lui aussi, lors d'une frappe de drone attribuée à la Turquie au Kurdistan d'Irak.

Ankara a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases arrière dans cette région.

De longue date, Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan irakien, sont accusées de détourner le regard sur ces bombardements turcs, pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

Le 25 juillet, les services du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, avaient évoqué une "visite à venir" en Irak du président turc Recep Tayyip Erdogan, un déplacement dont la date exacte n'a pas été officiellement dévoilée.

Mercredi 9 août 2023

L'ambassadeur britannique en Iran convoqué pour des propos "interventionnistes"

Téhéran, 9 août 2023 (AFP) — L'Iran a convoqué mercredi l'ambassadeur du Royaume-Uni pour des propos "interventionnistes", a annoncé le ministère des Affaires étrangères, après un appel lancé par le diplomate à libérer des personnes détenues dans le pays, y compris des journalistes.

Mardi, l'ambassadeur Simon Shercliff avait rendu hommage à "tous les journalistes empêchés d'exercer leur métier et confrontés à des menaces contre leur sécurité", à l'occasion de la Journée nationale des journalistes, célébrée en Iran le 8 août.

"Nous renouvelons notre appel

à l'Iran à libérer toutes les personnes arrêtées arbitrairement, y compris tous les journalistes", avait ajouté l'ambassadeur sur le réseau social X (ex-Twitter).

Le ministère iranien des Affaires étrangères a annoncé avoir "convoqué l'ambassadeur britannique" mercredi pour protester contre ce qu'il a appelé un "contenu interventionniste".

Il a ajouté avoir transmis la "ferme protestation" de l'Iran contre cette prise de position, "non mesurée", "irresponsable" et "contraire aux normes et aux règles diplomatiques".

Mardi, le quotidien réformateur Shargh a annoncé que plus de 90 journalistes avaient été ar-

rêtés ou interrogés en Iran depuis les manifestations qui ont secoué le pays l'an dernier.

La plupart ont été libérés sous caution ou amnistiés mais, selon le Comité de soutien aux journalistes arrêtés, cité par Shargh, six d'entre eux sont toujours en détention et cinq attendent une décision de justice.

Un vaste mouvement de protestation avait éclaté après la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait de ne pas avoir respecté le code vestimentaire strict imposé aux femmes dans la République islamique.

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, avaient été tuées dans la répression du mouvement. Des milliers d'autres avaient été arrêtées pour avoir participé à ces manifestations décrites par les autorités comme des "émeutes" orchestrées par les pays occidentaux.

Parmi les journalistes arrêtés figurent Niloufar Hamedei et Elaheh Mohammadi, qui avaient couvert la mort de Mahsa Amini. Détenues depuis septembre 2022, elles sont jugées séparément à huis-clos à Téhéran pour propagande contre l'État et conspiration contre la sécurité nationale.

Mercredi 9 août 2023

Syrie : dans l'"enfer" des camps oubliés

Raqa (Syrie), 9 août 2023 (AFP) — Étouffant dans sa tente rapiécée et privée d'aides, Rahma al-Hammoud a perdu tout espoir de pouvoir quitter son camp de fortune dans le nord de la Syrie, où des dizaines de milliers de déplacés vivent dans les mêmes conditions en zone autonome kurde.

"Nous avons été complètement oubliés (...), l'aide est rare" et les organisations internationales "ne reconnaissent pas le camp dans lequel nous vivons", déplore cette femme de 33 ans, mère de quatre enfants, dont le mari est mort dans la guerre.

"Les enfants tombent souvent malades, ils ont de la fièvre, la diarrhée et vomissent (...), il

fait si chaud dans les tentes que nous ne pouvons pas nous asseoir à l'intérieur en milieu de journée", ajoute-t-elle, un voile gris lui dissimulant partiellement le visage.

Trois des enfants de Rahma al-Hammoud travaillent dans une zone industrielle proche du camp al-Younani où elle habite, dans la province de Raqa.

Dans le camp situé près de l'Euphrate, des femmes remplissent des seaux d'eau dans des réservoirs, alors que des enfants jouent pieds nus dans des conditions peu hygiéniques.

- "Camps oubliés" -

Le camp est régulièrement le théâtre d'épidémies en raison

de sa proximité avec une décharge dans laquelle femmes et enfants fouillent à la recherche de ferraille et de plastique qu'ils revendent pour pouvoir se nourrir.

Rahma al-Hammoud a été forcée de quitter sa maison dans la province de Raqa, où le groupe État islamique (EI) avait instauré un régime de terreur avant d'être défait en 2017. Selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), 79% des camps de déplacés de cette province sont informels.

Ces camps de fortune qui ne reçoivent que peu d'aides "peuvent être considérés comme les camps oubliés de Syrie", souligne à l'AFP Tanya Evans,

directrice pour la Syrie de l'ONG International Rescue Committee (IRC).

Elle appelle la communauté internationale à faire "des efforts soutenus pour garantir que ces camps "reçoivent l'aide dont ils ont désespérément besoin".

Déclenchée en 2011, la guerre civile a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé des millions de Syriens.

Cheikhmous Ahmed, responsable du dossier des déplacés au sein de l'administration autonome kurde, évalue à des dizaines de milliers le nombre de déplacés dans ces camps de fortune du nord et du nord-est du pays.

Parmi les dizaines de camps du nord-est, seuls 16 camps abritant au total 150.000 déplacés sont enregistrés auprès de l'administration autonome kurde et reçoivent des aides d'ONG.

"Nous travaillons sur un plan pour transférer les résidents des camps informels vers des camps reconnus", pour améliorer leurs conditions de vie, affirme à l'AFP M. Ahmed de-

puis son bureau à Raqa.

- "Pour toujours" -

Dans le camp informel de Sahlat al-Banat proche de la ville de Raqa, considéré comme l'un des plus misérables, "la situation est tragique", affirme Chakoura Mohammad.

Là aussi, les femmes et les enfants fouillent dans une décharge voisine d'où s'échappe

de la fumée ; ils en sortent avec des sacs remplis de ferraille et de plastique qu'ils alignent devant leurs tentes dans l'attente d'acheteurs.

"Si les gens s'étaient souvenus de nous, on n'en serait pas là", dit cette femme de 30 ans, entourée de ses enfants : "Aucune aide ne parvient au camp".

"Les gens travaillent dans la saleté (...). L'état du camp est

pitoyable et les tentes sont usées", ajoute cette déplacée de la province de Deir Ezzor (est).

Devant sa tente usée, Oum Rakan balaye la poussière du sol asséché. "On n'attend plus d'aide de qui que ce soit, cela fait des années qu'on a perdu tout espoir", affirme cette femme de 40 ans: "On est destinés à vivre dans cet enfer pour toujours".

Jeudi 10 août 2023

Six soldats turcs tués dans le nord de l'Irak

Istanbul, 10 août 2023 (AFP) — Six soldats turcs ont trouvé la mort au cours d'affrontements contre les combattants kurdes du PKK dans le nord de l'Irak, a indiqué jeudi le ministère de la Défense.

Le sixième est décédé jeudi de ses blessures, a précisé le ministère dans un communiqué.

Les soldats ont été pris sous le feu "de l'organisation terroriste séparatiste" indique-t-il, nommant ainsi le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

"Les opérations se poursuivent dans la région" montagneuse kurde dans le nord de l'Irak, ajoute-t-il.

La Turquie conduit depuis avril 2022 l'opération transfrontalière "Griffe Épée" visant à éliminer les positions du PKK dans ces régions montagneuses et difficiles d'accès.

Mercredi, plusieurs frappes de drones turcs ont tué deux membres du PKK dans cette région, selon des responsables de la région autonome du Kurdistan, à la suite d'un incident similaire dimanche.

Le PKK combat les autorités turques depuis 1984 et ces affrontements ont fait des dizaines de milliers de morts.

De son côté, Ankara maintient des dizaines de bases militaires dans le nord de l'Irak pour lancer régulièrement des opérations contre les combattants kurdes afin d'éliminer leur présence à sa frontière.

Vendredi 11 août 2023

Au moins 26 morts dans une attaque de l'EI contre l'armée syrienne

Beyrouth, 11 août 2023 (AFP) — Au moins 26 soldats syriens ont été tués dans une attaque du groupe jihadiste État islamique, la troisième et la plus meurtrière depuis le début du mois d'août, dans une zone désertique de l'est de la Syrie, a indiqué vendredi une ONG.

L'EI a intensifié récemment ses attaques en Syrie, notamment depuis les zones désertiques où ses combattants sont repliés après la perte en 2019 des vastes territoires qu'il contrôlait dans ce pays. Quatre de ses chefs successifs ont été tués depuis.

"Des éléments de l'EI ont tendu jeudi soir une embuscade à un car de l'armée syrienne qui transportait des soldats dans l'est de la province de Deir Ezzor, les ciblant à l'aide d'armes légères et moyennes", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon cette ONG, basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, "au moins 26 soldats ont été tués et onze blessés". Un précédent bilan faisait état d'au moins 23 morts.

L'OSDH avait indiqué dans un

premier temps que des dizaines d'autres soldats qui étaient dans d'autres cars étaient portés disparus, avant de préciser plus tard qu'ils ont pu rejoindre des zones sûres sains et saufs.

Une source militaire syrienne, citée par l'agence officielle Sana, a de son côté affirmé qu'un "groupe terroriste a visé un car militaire jeudi soir au sud-est de Deir Ezzor". L'attaque a fait des morts et des blessés parmi les soldats, a ajouté la source sans en préciser le nombre.

Vendredi matin, les forces du régime et les groupes pro-ira-

niens qui lui sont alliés, fortement déployés dans la région de Deir Ezzor, étaient en état d'alerte, selon l'OSDH.

Il s'agit de la troisième attaque d'ampleur de l'EI contre l'armée syrienne depuis le début du mois d'août, et la plus meurtrière, selon le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

Lundi, 10 militaires avaient été tués dans la province de Raqa (nord), où l'EI avait proclamé, dans la terreur, un "califat" en 2014, avant d'en être évincé en 2017.

Le 1er août, sept personnes

dont cinq soldats syriens avaient péri dans une attaque contre un convoi de camions-citernes transportant du carburant dans une zone désertique du centre de la Syrie.

- "Toujours présent" -

En outre, le groupe extrémiste sunnite a revendiqué un attentat qui a visé le 27 juillet un quartier abritant un sanctuaire chiite dans la banlieue de Damas, faisant au moins six morts et 20 blessés.

L'attaque s'est produite dans le quartier de Sayeda Zeinab, hautement sécurisé et défendu,

depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, par des militaires chiites, notamment libanais et irakiens, aux côtés de l'armée syrienne.

"L'EI a récemment intensifié ses attaques (...) dans un message ayant pour objectif d'assurer que le groupe est toujours présent et actif malgré la mort de ses dirigeants", a affirmé à l'AFP M. Abdel Rahmane.

Depuis 2019, quatre chefs de l'EI ont été successivement tués. Le 3 août, la formation extrémiste avait annoncé la mort du dernier en date, et la

nomination d'un successeur.

Selon l'EI, il avait été tué par un groupe jihadiste qui lui est hostile et qui contrôle la province d'Idleb, dernier bastion rebelle dans le nord-ouest de la Syrie.

En 2019, Washington avait dit avoir tué le premier chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, lors d'une opération en Syrie.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 en Syrie et en Irak, l'EI a vu son "califat" autoproclamé vaciller sous le coup d'offensives successives

lancées dans ces deux pays avec le soutien d'une coalition internationale antijihadiste.

La défaite de l'EI en Syrie a été proclamée en 2019 --et en Irak en 2017--, mais la coalition est restée dans le pays pour lutter contre des cellules jihadistes qui continuent d'y opérer, visant des civils, des forces dirigées par les Kurdes, des soldats syriens ou des combattants pro-iraniens.

Le conflit en Syrie a fait depuis 2011 plus d'un demi-million de morts, ravagé les infrastructures et déplacé des millions de personnes.

Vendredi 11 août 2023

Irak : trois membres du PKK tués dans une

Souleimaniyeh (Irak), 11 août 2023 (AFP) — Trois membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués vendredi dans une frappe de drone de l'"armée turque" dans le nord de l'Irak, ont annoncé les autorités du Kurdistan irakien.

La région autonome, frontalière de la Turquie, est le théâtre depuis dimanche d'une intensification des raids de drone contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, attaques que les autorités régionales attribuent à Ankara.

L'armée turque ne commente que rarement ses frappes en Irak, mais elle mène régulièrement des opérations militaires

terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs dans le nord du pays.

La Turquie et ses alliés occidentaux considèrent le PKK comme une organisation "terroriste".

Vendredi, "un drone de l'armée turque a pris pour cible un véhicule du PKK près de Nalparez", une localité de la province de Souleimaniyeh sur la route qui mène à la frontière avec l'Irak, ont indiqué les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak dans un communiqué.

"Un haut responsable du PKK, un combattant et le conducteur ont été tués", ont-ils ajouté.

Ce bilan a été confirmé à l'AFP par Himen Ibrahim, le chef du district de Nalparez.

Il s'agit du quatrième bombardement au Kurdistan irakien à viser des membres du PKK depuis dimanche. Au total, six ont péri.

Ankara a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases arrière dans cette région.

De son côté, le ministère turc de la Défense a annoncé jeudi que six soldats turcs avaient trouvé la mort lors d'affrontements avec le PKK dans le nord de l'Irak.

De longue date, Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan irakien, sont accusées de détourner le regard sur les bombardements turcs pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

Le 25 juillet, les services du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, avaient évoqué une "visite à venir" en Irak du président turc, Recep Tayyip Erdogan, un déplacement dont la date exacte n'a pas été officiellement dévoilée.

Dimanche 13 août 2023

Iran : libération de la journaliste qui avait interviewé le père de Mahsa Amini

Paris, 13 août 2023 (AFP) — Une journaliste iranienne, condamnée à deux ans de prison après avoir interviewé le père de Mahsa Amini dont la mort en garde à vue avait déclenché un mouvement de contestation en Iran, a déclaré dimanche avoir été libérée de prison.

Après sa libération de la prison d'Evine, à Téhéran, Nazila Maroufian a publié une photo d'elle sans foulard sur les réseaux sociaux, comme en signe de défi aux autorités de la République islamique, où le port du voile est obligatoire pour les femmes.

"N'acceptez pas l'esclavage", a-t-elle posté sur X (ex-Twitter) et Instagram, avec une photo d'elle faisant le signe de la victoire.

Agée de 23 ans selon des médias persans hors d'Iran, elle avait publié en octobre une interview sur le site d'information Mostaghel Online avec Amjad Amini, le père de Mahsa Amini.

La mort en détention le mois précédent de cette jeune femme kurde pour avoir prétendument violé les règles vestimentaires imposées aux femmes, avait déclenché des semaines de manifestations.

Dans l'interview, Amjad Amini accusait les autorités d'avoir menti sur les circonstances de la mort de sa fille, en disant qu'elle était décédée des suites d'un problème de santé. La famille et des militants ont déclaré eux qu'elle avait reçu un coup à la tête durant sa garde à vue.

Basée à Téhéran mais originaire de Saqez, la ville natale d'Amini, dans la province du Kurdistan, Nazila Maroufian, avait été arrêtée une première fois en novembre.

Elle avait ensuite été libérée mais avait déclaré en janvier qu'elle avait été condamnée à deux ans de prison avec un sursis pendant cinq ans pour "propagande contre le système" et "diffusion de fausses nouvelles".

Selon des groupes de défense des droits humains, Nazila Maroufian avait été de nouveau incarcérée début juillet à la prison d'Evine. Des proches avaient récemment indiqué qu'elle avait été conduite à l'hôpital, s'inquiétant de sa santé.

Sur les réseaux sociaux, la journaliste a indiqué qu'elle avait notamment souffert "de palpitations cardiaques" mais qu'elle allait "bien" désormais.

Les deux journalistes qui ont contribué à rendre publique l'affaire Amini sont emprisonnées depuis près d'un an à Evine après avoir été arrêtées en septembre. Elles sont actuellement jugées pour "atteinte à la sécurité nationale", des accusations qu'elles nient.

Selon le Comité pour la protection des journalistes basé à New York, 95 journalistes ont été arrêtés lors de la répression des manifestations, la plupart ayant été libérés sous caution.

Dimanche 13 août 2023

Malgré un nouveau naufrage meurtrier, l'Angleterre reste un aimant pour les migrants

Loon-Plage (France), 13 août 2023 (AFP) — "Traverser la Manche, c'est jouer avec nos vies": rappelé au danger de la traversée vers les côtes anglaises par le naufrage, samedi, qui a coûté la vie à six de ses compatriotes, l'Afghan Hadji Mahmud s'accroche pourtant au projet de rallier l'Angleterre, comme à une fatalité.

Dans le campement de Loon-Plage (Nord) où il vivote, une quinzaine de tentes se serrent derrière un talus, près d'un tas de détritus qui se consume.

"Si nous avons une belle vie en Afghanistan, un bon gouvernement, un bon système éducatif...", égrène l'homme aux yeux fatigués, entouré d'un groupe d'Afghans, souvent très jeunes.

Lui qui a laissé ses empreintes digitales en Croatie, à son entrée dans l'Union européenne, aimerait que les polices française et anglaise l'aident à traverser la Manche sans risquer sa vie. Mais il sait que c'est un vœu pieux: "nous souffrirons jusqu'à réussir à traverser".

Six de ses compatriotes ont trouvé la mort samedi dans le naufrage d'une embarcation au large de Sangatte, plus à l'ouest, dans le Pas-de-Calais. Un à deux potentiels disparus restaient recherchés samedi soir.

Le canot convoyait 65 à 66 hommes, Afghans dans leur grande majorité, avec quelques Soudanais et quelques mineurs.

- "Nous réessayerons"-

"Un drame humain terrible" selon le secrétaire d'Etat à la Mer, Hervé Berville, alourdissant un bilan migratoire déjà accablant pour cette zone frontière : au moins quatre noyés en décembre 2022, 27 en novembre 2021, sept en octobre 2020 pour ne citer que les principaux naufrages.

Mais sans éteindre le désir d'Angleterre des migrants qui affluent depuis des années sur le littoral nord de la France, actuellement environ un millier selon les autorités.

"Si nos familles savaient" pour le naufrage, "ils ne nous autoriseraient pas à traverser", confie

un peu plus loin, près d'un vieux canapé installé sous une bâche, deux autres Afghans, Bilal et Basir, 20 et 22 ans.

Ils devaient tenter la traversée la nuit précédente mais ont "raté le bateau", partis faire une course. "Nous réessayerons", assurent-ils.

"Ma sœur, mon oncle, sont en Angleterre", explique Basir. Bilal rêve lui d'aller à l'université au Royaume-Uni.

Parmi les exilés rencontrés par l'AFP, seul le Kurde irakien Abu Mohamed, 36 ans, affirme désormais hésiter: "si je vois que c'est très risqué, je vais essayer de rester en France".

- "Il y aura d'autres drames" -

A une trentaine de kilomètres, à Calais, où victimes et rescapés ont été ramenés à terre, deux jeunes Soudanais s'affirment âgés de 16 ans plaisantent sur un trottoir.

"En France, c'est compliqué pour nous, il y a du racisme, personne ne veut de nous, on dort dans la rue et tout le monde s'en fout, on ne peut pas travailler", lance l'un des deux, entre hilarité et gravité.

Alors oui, il continuera à tenter

la traversée, pour poursuivre des études d'ingénieur en informatique en Angleterre.

Pour Pierre Roques de l'Auberge des migrants, qui fédère les associations de soutien aux exilés, le naufrage de samedi "était un drame prévisible et évitable".

"Le Royaume-Uni part vers des solutions complètement extrêmes pour arrêter les traversées qui n'auront pas d'autre effet que d'augmenter la mise en danger des personnes", déplore-t-il.

Envoi des demandeurs d'asile vers le Rwanda ou barge en mer

pour les loger, les solutions envisagées ou mises en place par Londres "sont parfois une source de préoccupation" pour les exilés, "mais elles n'entravent pas leur volonté d'aller au Royaume-Uni", dit-il.

"Il y aura encore d'autres drames", les migrants "tentent le tout pour le tout, ils ont tout donné" et "cela ne s'arrêtera jamais", met aussi en garde Régis Holy, le patron du canot de sauveteurs qui a ramené cinq des victimes à Calais.

Les associations déplorent également la politique d'expulsion

régulière des campements du littoral, au nom du refus des "points de fixation".

Selon Jean-Claude Lenoir, président de l'association Salam, "12 fourgons de CRS" ont démantelé samedi "au moins quatre campements" improvisés à Calais.

"Au vu des circonstances, il y aurait pu avoir un peu de calme", d'autant que ces opérations "violentes" sont "sans aucun résultat, les migrants reprenant leurs places dès la police partie", pointe-t-il.

Dimanche 13 août 2023

Un mort dans l'attaque d'un sanctuaire chiite en Iran

Téhéran, 13 août 2023 (AFP) — Une fusillade dimanche dans un sanctuaire chiite dans le sud de l'Iran a tué une personne et blessé huit autres, ont rapporté les médias officiels, révisant à la baisse un précédent bilan de quatre morts.

L'attaque survient moins d'un an après une attaque similaire sur le même lieu saint, le mausolée de Chah Cheragh à Chiraz, la capitale de la province de Fars.

"Une personne a été tuée et huit autres blessées dans l'attaque", a rapporté l'agence de presse officielle Irna, citant le vice-gouverneur de Fars, Esmail Ghezeli Sofala.

Les blessés "ont été emmenés dans des centres médicaux pour être soignés", a indiqué Irna.

Dans un premier bilan, les médias officiels avaient parlé de quatre morts dans cette attaque qui n'a pas été revendiquée dans l'immédiat et qui a eu lieu vers 19H00 (15H30 GMT), d'après le gouverneur de la province de Fars, Mohamed Hadi Imanieh.

Le commandant des Gardiens de la Révolution islamique (l'armée idéologique de la République islamique) de la province de Fars, Yadollah Bouali, a déclaré à la télévision d'État que l'attaque impliquait une personne, qui avait été arrêtée.

"Un terroriste est entré dans le sanctuaire et a ouvert le feu avec un fusil", a déclaré M. Bouali. "Plusieurs pèlerins qui se trouvaient à proximité ont été blessés".

Des images diffusées par la télévision d'État montraient des ambulances se ruant sur le site de l'attaque.

Cité par Irna, le président iranien Ebrahim Raïssi a appelé à ouvrir une enquête et à traduire les auteurs de l'attaque devant la justice.

- Lieu de pèlerinage important -

Chah-Cheragh, un lieu de pèlerinage chiite très important en Iran, avait déjà été la cible d'une attaque ayant fait 13 morts le 26 octobre 2022.

Le mausolée abrite la tombe d'Ahmad, frère de l'imam Reza, le huitième imam chiite.

Deux hommes impliqués dans l'attaque de 2022 revendiquée par le groupe jihadiste État islamique (EI) avaient été pendus en public à Chiraz le 8 juillet dernier.

Les deux hommes ont été reconnus coupables de "corruption sur terre, de rébellion armée et atteinte à la sécurité nationale", ainsi que de "complot contre la sécurité du pays". Ils ont également été inculpés d'appartenance au groupe État islamique et de "complot contre la sécurité du pays".

Mizan Online, l'agence officielle de l'Autorité judiciaire, avait identifié les deux hommes exécutés comme Mohammad Ramez Rashidi et Naeem Hashem Qatali, sans révéler leur nationalité.

En novembre, les autorités avaient déclaré que 26 "terroristes takfiris" d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan avaient été arrêtés en lien avec l'attaque.

En Iran, pays à majorité chiite,

le terme takfiri désigne généralement les jihadistes ou les partisans de l'islam sunnite radical.

L'EI a revendiqué sa première attaque en Iran en 2017, lorsque des hommes armés et des kamikazes ont attaqué le siège du Parlement à Téhéran et le mausolée de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique, tuant 17 personnes et en blessant des dizaines.

L'attaque contre le sanctuaire en octobre dernier était intervenue plus d'un mois après le début de manifestations dans tout l'Iran contre la mort en détention d'une jeune kurde iranienne.

Mahsa Amini, âgée de 22 ans, est décédée trois jours après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile dans la République islamique.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, avait affirmé alors que les "émeutes", terme utilisé par les autorités pour désigner les manifestations, ouvraient la voie à des attaques "terroristes".

Mardi 15 août 2023

Iran : la journaliste qui avait interviewé le père de Mahsa Amini de nouveau arrêtée

Paris, 15 août 2023 (AFP) — Les autorités iraniennes ont de nouveau arrêté la journaliste qui avait interviewé le père de Mahsa Amini dont la mort avait déclenché un mouvement de contestation en Iran, deux jours après sa libération, a annoncé mardi une ONG de défense des droits humains basée aux Etats-Unis

Nazila Maroufian était sortie dimanche de la prison d'Evine à Téhéran. Elle avait publié une photo d'elle sans foulard sur les réseaux sociaux, comme en signe de défi aux autorités de la République islamique, où le port du voile est obligatoire pour les femmes.

"N'acceptez pas l'esclavage", avait-t-elle posté sur X (ex-Twitter) et Instagram, avec une

photo d'elle faisant le signe de la victoire.

La journaliste a été de nouveau placée en détention et transférée à la célèbre prison pour femmes de Qarchak, près de Téhéran, dont les conditions de détentions sont régulièrement dénoncées, a indiqué Human Rights Activists News Agency (HRANA).

L'ONG a déclaré avoir confirmé l'information auprès d'une source proche de la famille.

Agée de 23 ans selon des médias persans hors d'Iran, Mme Maroufian avait publié en octobre une interview sur le site d'information Mostaghel Online avec Amjad Amini, le père de Mahsa Amini.

La mort en détention en sep-

tembre de cette jeune femme kurde pour avoir prétendument violé les règles vestimentaires imposées aux femmes, avait déclenché des semaines de manifestations.

Dans l'interview, Amjad Amini accusait les autorités d'avoir menti sur les circonstances de la mort de sa fille, en disant qu'elle était décédée des suites d'un problème de santé. La famille et des militants ont déclaré qu'elle avait reçu un coup à la tête durant sa garde à vue.

Basée à Téhéran mais originaire de Saqez, la ville natale d'Amini, dans la province du Kurdistan, Nazila Maroufian, avait été arrêtée une première fois en novembre, puis libérée, déclarant qu'elle avait été condamnée à deux ans de prison avec un sursis pendant

cinq ans pour "propagande contre le système" et "diffusion de fausses nouvelles".

Selon des groupes de défense des droits humains, elle avait été de nouveau incarcérée début juillet à Evine.

Bien qu'aucune raison n'a été donnée pour expliquer cette nouvelle arrestation, la situation fait écho au cas de la militante et journaliste iranienne Sepideh Gholian, qui avait été arrêtée en mars quelques heures après être sortie de prison tête nue et avoir scandé des slogans contre le guide suprême iranien, Ali Khamenei.

Les deux journalistes, qui ont contribué à rendre publique l'affaire Amini, sont jugées pour "atteinte à la sécurité nationale", des accusations qu'elles nient.

Jeudi 17 août 2023

Iran : une journaliste libérée publie une nouvelle photo d'elle sans foulard

Paris, 17 août 2023 (AFP) — Une journaliste iranienne a dit jeudi ne pas regretter d'avoir posté sur les réseaux sociaux une photo d'elle sans foulard, en signe de défi au code vestimentaire en Iran, et a partagé une image similaire après sa dernière libération de prison.

La journaliste Nazila Maroufian avait interviewé en octobre 2022 Amjad Amini, le père de Mahsa Amini. La mort en détention en septembre 2022 de cette jeune femme iranienne arrêtée après avoir prétendument violé le code vestimentaire imposant le port du voile aux femmes, a déclenché des manifestations qui ont duré plusieurs mois.

Nazila Maroufian était sortie di-

manche de la prison d'Evine à Téhéran après plus d'un mois en détention. Elle avait publié une photo d'elle sans foulard sur les réseaux sociaux.

"N'acceptez pas l'esclavage", avait-elle posté sur X (ex-Twitter) et Instagram, avec une photo d'elle faisant le signe de la victoire.

La journaliste avait alors été de nouveau arrêtée et transférée à la célèbre prison pour femmes de Qarchak, près de Téhéran, dont les conditions de détention sont régulièrement dénoncées, selon Human Rights Activists News Agency (HRANA).

Mais Nazila Maroufian, âgée de 23 ans selon des médias persans hors d'Iran, a annoncé sur

les réseaux sociaux avoir été relâchée mercredi, en s'interrogeant : "regrettes-tu d'avoir posté la photo après ta libération ? Admets-tu que tu as commis une erreur ?"

"Non, je n'ai rien fait de mauvais", dit-elle, publiant une image similaire d'elle la tête découverte, portant une chemise blanche, un bras levé avec le V de la victoire et un bouquet de fleurs dans l'autre main.

Dans l'interview publiée sur le site d'information Mostaghel Online, Amjad Amini accusait les autorités d'avoir menti sur les circonstances de la mort de sa fille. Les autorités ont imputé sa mort à un problème de santé mais la famille et des militants

ont affirmé qu'elle avait reçu un coup à la tête en détention.

Basée à Téhéran mais originaire de Saqez, la ville natale d'Amini, dans la province du Kurdistan, Nazila Maroufian avait été arrêtée une première fois en novembre, puis libérée, déclarant qu'elle avait été condamnée à deux ans de prison avec un sursis pendant cinq ans pour "propagande contre le système" et "diffusion de fausses nouvelles".

Son cas fait écho à celui de la militante et journaliste Sepideh Gholian, qui avait été arrêtée en mars quelques heures après être sortie de prison tête nue et avoir scandé des slogans contre le guide suprême iranien, Ali Khamenei.

Dimanche 20 août 2023

En Syrie, l'abattage illégal menace la surface forestière

Jaabar (Syrie), 20 août 2023 (AFP) — Sur l'une des rives de l'Euphrate, Ahmad el-Cheikh compte avec consternation les troncs d'arbres récemment abattus au milieu des conifères épars : la guerre en Syrie a exacerbé l'abattage illégal, menaçant la surface forestière.

"Les gens coupent des arbres pour les vendre et gagner de l'argent, d'autres pour se réchauffer pendant l'hiver", déclare cet homme de 40 ans qui habite la localité de Jaabar dans le nord de la Syrie.

"Récemment, j'ai découvert que quatre arbres avaient été abattus. Leurs troncs étaient encore verts, ça m'a brisé le cœur", ajoute-t-il, montrant les branches gisant sur le sol sablonneux.

La forêt, qui fait face à la citadelle de Jaabar, est depuis longtemps un exutoire pour les habitants des villages voisins et les visiteurs cherchant un coin d'ombre, dans une région où le thermomètre avoisine les 50°C en été.

Mais les longues années de guerre et le chaos sécuritaire, couplés à une grave crise économique, ont érodé la richesse forestière.

"La forêt signifiait beaucoup pour le village, attirait les visiteurs et les oiseaux et purifiait

l'air", explique M. el-Cheikh, propriétaire d'une supérette.

"Sa superficie diminue d'année en année. La nuit, on entend les motos qui se faufilent dans la forêt, et le bruit des tronçonneuses à l'œuvre", raconte-t-il, regrettant l'inefficacité des patrouilles mises en place pour protéger la forêt, faute d'effectifs suffisants.

Durant la journée, certains jeunes abattent des arbres à l'aide de scies pour éviter d'attirer l'attention et reviennent plus tard pour ramasser le bois, selon M. el-Cheikh. "Si cela continue, on se dirige vers la désertification".

- "Terre aride" -

A quelques kilomètres de là, dans le village de Touwayhina, déjà affecté par l'étiage de l'Euphrate, l'abattage illégal a eu raison d'une dense ceinture verte qui s'étendait jusqu'à une localité voisine.

"Quand on était petits, on venait s'asseoir entre amis à l'ombre des eucalyptus et des pins, mais maintenant c'est devenu une terre aride", déplore Mohammad Ali, un infirmier de 30 ans.

Les habitants abattent souvent des arbres pour se chauffer pendant l'hiver du fait de la pénurie chronique de carburant en Syrie et des longues cou-

pures de courant.

Après plus de 12 ans de conflit sanglant, plus de 90% de la population vit sous le seuil de la pauvreté selon l'ONU.

"A moins que la région ne soit reboisée, tous les arbres vont disparaître", estime M. Ali.

L'administration autonome kurde, qui contrôle de vastes zones dans le nord et le nord-est de la Syrie, s'efforce de protéger les forêts et réserves naturelles des coupes illégales, avec les moyens du bord.

"Nous n'avons pas un bilan précis des dégâts, mais le constat est clair", déclare à l'AFP Ibrahim Assaad, coprésident du comité de l'environnement, depuis son bureau de la ville d'Amouda, dans le nord-est de la Syrie.

"Nous essayons de replanter et de protéger davantage les arbres", tout en appliquant les sanctions prévues à l'encontre de toute personne dégradant l'environnement, ajoute-t-il.

- "Déforestation" -

PAX, une ONG travaillant pour la paix basée aux Pays-Bas, indique que "les prix élevés du carburant et déplacements massifs sont les principaux moteurs de la déforestation à grande échelle à travers la Syrie, car les habitants abattent des ar-

bres pour cuisiner et se chauffer".

"Il y a des indications claires que les groupes armés utilisent également l'exploitation forestière illégale et la vente de bois comme source de revenus", selon un rapport de PAX datant de mars dernier.

D'après l'ONG, les provinces de Lattaquié (ouest), Homs (centre) et Alep (nord) ont perdu plus de 36% de leurs surfaces forestières depuis 2011, année du déclenchement du conflit syrien qui a coûté la vie à plus d'un demi-million de personnes.

Et selon les données de Global Forest Watch, le pays a connu une diminution spectaculaire de 26 % du couvert arboré depuis 2000.

Plus à l'est, dans le village d'al-Nasseri, à Hassaké, Hussein Saleh el-Helou, 65 ans, se plaint des effets du changement climatique.

"La sécheresse a affecté la terre, l'agriculture et les moutons (...) même les arbres se sont asséchés", déplore cet éleveur.

Et les arbres qui ont échappé à la sécheresse n'ont pas survécu à l'abattage illégal. "Le village a beaucoup souffert, il a perdu sa ceinture verte et les températures ont grimpé".

Lundi 21 août 2023

Un militaire français tué en Irak lors d'un "exercice opérationnel"

Paris, 21 août 2023 (AFP) — Un militaire français a été tué dimanche en Irak "lors d'un exercice opérationnel" alors qu'il participait à une mission d'instruction des forces armées irakiennes, a annoncé lundi l'Élysée.

L'adjudant Nicolas Latourte, du 6^e régiment du génie, "a perdu la vie dans l'accomplissement de sa mission", a déclaré sur X (anciennement Twitter) le président français Emmanuel Macron, soulignant que ce décès intervenait quelques jours après celui du sergent Baptiste Gauchot dans un accident de la circulation, également en Irak.

"La Nation s'associe à la peine immense de leurs familles et frères d'armes des 19^e et 6^e régiments du génie", a ajouté

le chef de l'État.

Le soldat participait à l'opération Chammal, le volet français de l'opération de la coalition internationale Inherent Resolve contre le groupe État islamique, créée en 2014.

"Il participait à une mission de formation de l'armée irakienne. Pour inlassablement, lutter contre le terrorisme", a souligné de son côté le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, dans un message sur X.

Il est mort "accidentellement lors d'un exercice conjoint avec les forces kurdes Peshmergas dans la région de Souleimaniyeh", au Kurdistan d'Irak, a affirmé à l'AFP un officier supérieur de l'armée irakienne, ajoutant que le coup serait parti

alors qu'il "nettoyait son arme". Une version non confirmée par l'état-major des Armées françaises.

Un communiqué de ce dernier indique simplement que le militaire a été "mortellement blessé en marge d'un exercice d'entraînement au combat en zone urbaine", sans autre précision.

Son décès a été constaté dans un hôpital militaire d'Erbil (nord), où il avait été transféré en urgence. Il formait des soldats irakiens à la lutte contre les engins explosifs improvisés.

Plus aucune opération au sol n'est menée par la coalition depuis janvier 2022, précise par ailleurs le site du ministère.

Quelque 600 soldats français y sont actuellement déployés.

Des chasseurs Rafale participent à la mission depuis des bases aériennes au Levant et aux Émirats arabes unis, ou du porte-avions Charles-de-Gaulle, déployé à plusieurs reprises dans la région depuis 2015.

La mission se concentre sur le "soutien militaire aérien et maritime aux Forces de sécurité irakiennes (FSI)" ainsi que sur du conseil aux forces armées irakiennes.

Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, s'était rendu en Irak en juillet, y compris à Erbil. Selon l'état-major français, un programme de formation de bataillons irakiens doit commencer d'ici la fin de l'année, mobilisant "aux alentours d'une centaine de soldats français".

Mardi 22 août 2023

Appel en France à libérer des militantes féministes "illégalement détenues" en Iran

Paris, 22 août 2023 (AFP) — Des élus locaux, parlementaires, avocats et militants des droits humains ont adressé une lettre à l'ambassade d'Iran à Paris "pour exiger la libération immédiate des militantes féministes illégalement détenues" par Téhéran, ont-ils annoncé mardi à l'AFP.

Les signataires dont Laurence Rossignol, vice-présidente du Sénat, Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, Sandrine Rousseau, députée écologiste Nupes et Dominique Voynet, médecin et ancienne ministre, déplorent l'arrestation les 16 et 17 août derniers d'une

douzaine de militantes iraniennes dans la province du Gilan (nord).

"Suspectées de se livrer à des activités troublant l'ordre public, elles encourent de lourdes peines, et cela, uniquement pour leurs combats en faveur de l'égalité et pour les droits inaliénables des femmes", écrivent-ils.

"Ces arrestations interviennent tandis qu'une vague inédite de répression sévit à l'encontre des militant(e)s des droits humains, et en particulier, de militantes féministes, à l'approche de la date anniversaire de la mort de Jina Mahsa Amini pour

un voile mal porté", ajoutent-ils.

La mort en détention en septembre 2022 de cette jeune femme kurde pour avoir prétendument violé les règles vestimentaires imposées aux femmes, avait déclenché des semaines de manifestations sans précédent, qui ont été durement réprimées.

Des centaines de personnes, dont des membres des forces de sécurité, ont été tuées. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par les pays occidentaux.

"Par la présente, nous appelons à la libération immédiate des militantes féministes illégalement détenues et plus largement de l'ensemble des prisonnier-e-s d'opinion incarcéré-e-s dans tout le pays", demandent les signataires de la lettre, datée du 20 août et adressée au chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran à Paris.

Ils rappellent par ailleurs que "nul ne peut être inquiété pour ses opinions" et que la liberté d'expression est garantie "par les stipulations du pacte international des droits civils et politiques dont la République islamique d'Iran est signataire".

Mardi 22 août 2023

Eau, pétrole et PKK au menu de la visite du chef de la diplomatie turque en Irak

Bagdad, 22 août 2023 (AFP) — Le ministre turc des Affaires étrangères a débuté mardi une visite en Irak par des entretiens avec son homologue irakien lors desquels ils ont évoqué la problématique de l'eau, la reprise des exportations du pétrole kurde vers la Turquie et la présence du PKK en Irak.

Le séjour d'Hakan Fidan, qui se déroule à Bagdad et au Kurdistan d'Irak jusqu'à jeudi, doit préparer la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan pour laquelle aucune date n'a encore été avancée.

Le dossier de l'eau et des barrages sur le Tigre et l'Euphrate, deux fleuves qui prennent leur source en Turquie avant d'arroser l'Irak, est particulièrement

sensible entre les deux voisins. L'Irak souffre d'une baisse alarmante du niveau des deux fleuves et accuse la Turquie de réduire considérablement le débit des cours d'eau à cause des barrages en amont.

A l'issue d'entretiens avec son homologue irakien Fouad Hussein, Hakan Fidan a dit en conférence de presse approcher la problématique de la sécheresse qui frappe l'Irak "d'une perspective purement humaine". Il compte miser sur "un mécanisme de dialogue soutenu" avec Bagdad.

Le chef de la diplomatie turque a ainsi proposé la création d'un "comité permanent" pour gérer la question de l'eau, selon Fouad Hussein.

A Bagdad, Hakan Fidan doit aussi s'entretenir avec le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani et le président Abdel Latif Rachid.

Autre sujet brûlant : les combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui disposent de bases arrières dans le nord de l'Irak, région où la Turquie mène régulièrement des opérations militaires contre ce groupe.

Mettant en garde contre le PKK, "notre ennemi commun qui ne doit pas empoisonner nos relations bilatérales", Hakan Fidan a invité Bagdad à "reconnaître le PKK comme organisation terroriste".

Les deux responsables ont enfin évoqué la reprise prochaine des exportations du pétrole du

Kurdistan d'Irak vers la Turquie, gelées en mars par Ankara. "Nous espérons trouver une solution", a dit Fouad Hussein en conférence de presse.

Après avoir fait cavalier seul des années durant pour exporter du pétrole via la Turquie, le Kurdistan irakien a dû se plier fin mars à une décision d'un tribunal international en faveur de Bagdad quant à la gestion de ce pétrole.

Après ce verdict, la Turquie a cessé le transit sur son territoire via oléoduc du pétrole kurde.

En mai, l'Irak avait dit attendre un "accord final" avec la Turquie avant de pouvoir reprendre les exportations de pétrole, mais des questions financières restent en suspens.

Mardi 22 août 2023

Irak : le Parlement envisage la peine de mort pour les relations homosexuelles

Bagdad, 22 août 2023 (AFP) — Le Parlement irakien examine une législation qui pourrait aller jusqu'à la peine de mort pour les relations homosexuelles, un projet jugé "dangereux" par des ONG et les membres de cette communauté victime de violences commises "en toute impunité".

L'Irak, qui ne compte actuellement aucune loi sur l'homosexualité, a recours au code pénal de 1969 pour condamner les personnes LGBT+, en s'appuyant sur un article qui prévoit "la prison à perpétuité ou plusieurs années d'emprisonnement" pour la sodomie.

La société irakienne, tribale et

conservatrice, voit l'homosexualité d'un mauvais oeil. Et la petite communauté LGBT+ irakienne est la cible fréquente d'"enlèvements, de viols, de torture et d'assassinats" de la part de groupes armés qui jouissent "d'impunité", notait Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié en 2022.

Les députés se sont saisis d'un amendement à la loi anti-prostitution de 1988 et proposé par la majorité relative au Parlement, où les partis islamistes ont la haute main.

Le texte examiné en première lecture la semaine dernière prévoit "la peine de mort ou la réclusion à perpétuité" pour qui-conque "établit une relation ho-

mosexuelle". La "promotion de l'homosexualité" est, elle, punie d'une peine d'"au moins sept ans de prison", selon le document que l'AFP a pu consulter.

- "Détourner l'attention" -

Il s'agit d'une première mouture: le texte "est toujours en cours de discussion et fait l'objet d'échanges de points de vue", selon le député Saoud al-Saadi du parti islamiste chiite Houqouq, vitrine politique des Brigades du Hezbollah, influent groupe armé proche de l'Irak voisin.

Le Parlement entend "combler un vide juridique", a expliqué l'élu à l'AFP.

Illustrant le consensus politique sur cette question, son collègue Chérif Souleimane du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a estimé dans les colonnes du journal gouvernemental Al-Sabah qu'il entendait légiférer pour affirmer "nos valeurs morales et humaines et lutter contre les phénomènes anormaux dans la société". "Nous avons besoin de lois dissuasives".

Le contenu de la législation peut encore changer et, selon le député Saoud al-Saadi, une deuxième lecture, puis un vote doivent encore être organisés à des dates qui restent à fixer.

Pour Rasha Younès, chercheuse spécialiste des droits des personnes LGBT+ pour

HRW, le gouvernement irakien cherche "à détourner l'attention du public sur une absence de résultat" de son travail: "c'est une mesure très dangereuse".

Cette nouvelle législation est "le point culminant" d'une série d'attaques contre les personnes LGBT+, a-t-elle estimé dans une interview à l'AFP.

- "Ma vie s'arrêtera" -

La Commission des médias et des communications envisage ainsi d'interdire aux médias basés en Irak l'usage du terme "homosexualité" pour lui pré-

férer "déviance sexuelle", selon une source au sein de cette instance régulatrice. Le mot "genre" serait lui aussi banni si cette mesure était adoptée.

L'Irak n'est pas le seul pays à vouloir durcir sa législation contre les personnes LGBT+. Récemment, l'Ouganda a vu la suspension de tout nouveau prêt de la Banque mondiale en raison d'une loi anti-homosexualité promulguée par le président Yoweri Museveni en mai.

Plus généralement, la rhétorique anti-LGBT+ s'est accentuée ces derniers mois en Irak.

Fin 2022, l'influent leader religieux chiite Moqtada Sadr, figure incontournable de la politique en Irak mais qui ne fait pas partie du gouvernement, enjoignait sur X (ex-Twitter) "tous les croyants" à "s'opposer à la société homosexuelle, non par la violence (...). Mais en éduquant et en sensibilisant".

Cet été, alors que des partisans de Moqtada Sadr manifestaient à Bagdad contre les autodafés du Coran en Suède, certains ont brûlé des drapeaux arc-en-ciel, répondant en cela à l'appel de leur leader qui y voyait "la meilleure manière de provoquer" ceux qui soutiennent ou

défendent le fait de brûler le Coran.

Un climat trop menaçant pour Abdallah, un Irakien de 33 ans qui a quitté Bagdad pour la Turquie au moment des manifestations près de l'ambassade de Suède.

"La situation est devenue trop compliquée car nous ne sommes pas protégés par les autorités", a-t-il raconté à l'AFP: "Si quelqu'un découvre que je suis gay et qu'il a un problème avec moi, il pourra envoyer mon nom ou ma photo à des groupes armés. Ma vie s'arrêtera".

Jeudi 24 août 2023

Irak : sept membres du PKK tués dans des frappes attribuées à la Turquie

Erbil (Irak), 24 août 2023 (AFP) — Sept membres du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués jeudi dans le nord de l'Irak dans deux frappes de drone imputées à Ankara, au moment où le chef de la diplomatie turque était en visite dans cette région.

La région autonome du Kurdistan d'Irak, frontalière de la Turquie, est le théâtre depuis début août d'une intensification des raids de drones contre le PKK, qui dispose de bases arrière au Kurdistan d'Irak et est en lutte armée contre l'armée turque depuis 1984.

Jeudi, deux attaques --la première dans la matinée, la seconde en fin d'après-midi-- ont pris pour cible des combattants du PKK, organisation classée "terroriste" par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

"Un drone de l'armée turque a

ciblé un véhicule du PKK, tuant un responsable et deux combattants", dans le district de Sidakan, non loin de la frontière iranienne, selon les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak.

Peu après, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a rencontré à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, président de la région autonome, et le Premier ministre du gouvernement régional Masrour Barzani.

"Nous avons réussi à régler cette question (de la lutte contre le PKK, ndr) une bonne fois pour toutes en Turquie", a déclaré M. Fidan lors d'une conférence de presse conjointe avec Masrour Barzani.

"Aujourd'hui, le PKK se cache en territoire irakien. Nous travaillons avec Bagdad et Erbil pour préserver l'Irak du PKK", a-t-il dit, sans commenter la

frappe.

Quelques heures plus tard, une deuxième frappe de drone de l'armée turque sur le district de Sidakan a tué "deux responsables du PKK et deux secouristes du parti", ont ajouté les services antiterroristes, précisant que cette attaque visait "une tente".

- "Organisation terroriste" -

En soirée, le ministre turc a tenu un second entretien avec Nechirvan Barzani, selon la télévision kurde locale Rudaw.

Mardi, au premier jour de sa visite en Irak, le chef de la diplomatie turque a exhorté à Bagdad le gouvernement irakien à "reconnaître le PKK comme organisation terroriste".

L'armée turque ne commente que rarement ses frappes en Irak, mais elle dispose de bases militaires au Kurdistan irakien et mène régulièrement des opé-

rations terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs.

De longue date, Bagdad et Erbil sont accusées de détourner le regard sur les bombardements turcs pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

A l'été 2022, des frappes d'artillerie imputées à Ankara contre une aire de loisirs ont tué neuf personnes, principalement des vacanciers venus du sud de l'Irak. La Turquie a nié toute responsabilité et accusé le PKK.

Une visite du président turc Recep Tayyip Erdogan en Irak est prévue dans les prochaines semaines mais la date exacte doit encore être annoncée, selon le gouvernement irakien.

Lundi 28 août 2023

L'Iran avertit l'Irak sur les groupes armés kurdes

Téhéran, 28 août 2023 (AFP) — L'Iran "prendra ses responsabilités" si l'Irak ne respecte pas sa promesse de "désarmer" d'ici au 19 septembre les groupes d'opposition kurdes iraniens présents dans le Kurdistan irakien, a averti lundi un haut responsable.

"Selon l'accord conclu entre les gouvernements iranien et irakien, le gouvernement irakien s'est engagé à désarmer les groupes terroristes armés en Irak d'ici au 19 septembre, à les évacuer de leurs bases militaires et à les transférer vers les camps prévus par le gouvernement irakien", a expliqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, au cours d'une

conférence de presse.

"La date limite du 19 septembre ne sera en aucun cas prolongée", a-t-il prévenu. "Passé ce délai, si l'Irak ne respecte pas ses engagements, le gouvernement iranien assumera sa responsabilité, afin d'assurer la sécurité du pays".

Ces dernières années, l'Iran a bombardé à plusieurs reprises des factions de l'opposition kurde iranienne exilée depuis des décennies dans le nord de l'Irak.

Téhéran a accusé ces groupes d'"importer des armes" depuis l'Irak et d'avoir encouragé le mouvement de protestation qui a secoué l'Irak après la mort le 16 septembre 2022 de la jeune

Kurde iranienne Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs.

Ce dossier est fréquemment évoqué entre les responsables iraniens et irakiens dans un contexte de renforcement des relations bilatérales, le gouvernement irakien de Mohamed Chia al-Soudani étant soutenu par une coalition parlementaire pro-Irak.

A l'occasion d'une visite en avril du président irakien en Iran, son homologue iranien, Ebrahim Raïssi, avait déclaré qu'un "accord sur la sécurité avait été établi entre les deux pays", la sécurité de l'Irak et de ses frontières étant "très importante pour nous".

Le gouvernement irakien s'était engagé fin 2022 à redéployer ses gardes-frontières pour limiter les tensions.

A la mi-juillet, le ministère de l'Intérieur de l'Irak a annoncé le déploiement d'une brigade à la frontière, en coordination avec les autorités du Kurdistan irakien. Quelque 50 tours de surveillance et 40 caméras y ont été installées, selon un responsable du ministère cité par l'agence de presse étatique INA.

Bagdad a alloué plus de sept millions de dollars "pour la construction de postes à la frontière en l'Irak et l'Iran pour empêcher les infiltrations et la contrebande", a-t-il ajouté.

Mardi 29 août 2023

Affrontements dans l'Est de la Syrie : au moins 22 morts

Beyrouth, 29 août 2023 (AFP) — Au moins 22 personnes ont été tuées dans des affrontements dans l'Est de la Syrie entre les Forces démocratiques syriennes, coalition de combattants dominée par les Kurdes, et un groupe armé local, a indiqué mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

"Seize combattants locaux et trois membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont été tués dans les affrontements dans plusieurs villages de l'Est de la province de Deir Ezzor", a précisé l'Observatoire (OSDH).

Trois civils, dont deux enfants, ont également péri dans ces combats, a ajouté la même source. Soutenues par Washington, les

FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait le groupe Etat islamique (EI) en Syrie en 2019.

Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Le Conseil militaire de Deir Ezzor est un groupe armé local arabe affilié aux FDS et dirigé par Ahmad al-Khabil, surnommé Abou Khawla, qui a été arrêté dimanche dans la ville de Hasakeh, selon l'OSDH.

Cette arrestation a suscité des tensions qui ont dégénéré en accrochages après que des positions des FDS ont été visées par des attaques, précise l'Observatoire, basé en Grande-Bretagne mais qui dispose d'un vaste réseau de

sources à l'intérieur de la Syrie. Les motifs de l'arrestation d'Ahmad al-Khabil n'ont pas été précisés, mais l'OSDH et un militant local ont indiqué à l'AFP qu'il était connu pour ses activités de contrebande, qui lui ont rapporté une fortune considérable au fil des ans.

Le Conseil militaire de Deir Ezzor est responsable de la sécurité dans certaines parties de la province de Deir Ezzor, à majorité arabe.

La zone semi-autonome kurde gère la région par l'intermédiaire de conseils civils et militaires locaux, afin d'éviter de mécontenter les tribus locales, presque toutes arabes.

"En fait il s'agit d'un règlement de comptes", estime Omar Abu Layla,

un journaliste local qui dirige le site d'informations DeirEzzor24. "Des commandants corrompus se sont sentis menacés après l'arrestation d'Abou Khawla et ont essayé de transformer la situation en une question tribale et arabe afin de se protéger", a-t-il ajouté.

Les FDS se sont contentées d'indiquer dans un communiqué avoir lancé lundi "une opération pour renforcer la sécurité" dans la province de Deir Ezzor contre l'EI et "des criminels (...) impliqués dans le trafic de drogue et la contrebande d'armes".

Une source au sein des FDS ayant requis l'anonymat a précisé que la zone où les affrontements ont eu lieu longe "une route de contrebande bien connue".

Mardi 29 août 2023

Peine alourdie contre une Allemande de l'EI pour le meurtre d'une fillette yézidie

Berlin, 29 août 2023 (AFP) — La justice allemande a relevé mardi à 14 ans la peine de prison ferme infligée à une Allemande de l'État Islamique (EI) condamnée il y a deux ans pour crime contre l'humanité après le meurtre en Irak d'une fillette yézidie.

Le 25 octobre 2021, Jennifer Wenisch, 30 ans à l'époque, avait écopé de 10 ans de réclusion après avoir été reconnue coupable notamment de "crime contre l'humanité ayant entraîné la mort" et d'appartenance à une organisation terroriste, dans l'un des premiers procès au monde à juger un crime de guerre contre les Yazidis, minorité kurdophone per-

sécutée par les jihadistes. Mais le parquet de Munich avait demandé une révision du procès, la peine de prison de 9 ans infligée entre autres pour avoir laissé mourir de soif une fillette yazidie réduite en esclavage en Irak étant insuffisante et non conforme au droit à ses yeux.

Les juges lui ont donné raison. Une chambre du tribunal de grande instance de Munich a alors rouvert le procès et durci la sentence à 13 ans, a indiqué une porte-parole du tribunal de Munich à l'AFP.

Le verdict concernant l'appartenance à une organisation terroriste est lui resté inchangé,

soit un an de réclusion. Allemande originaire de Lohne, en Basse-Saxe (nord-ouest), Jennifer Wenisch avait gagné l'Irak en 2014 pour rejoindre "ses frères", comme elle l'avait expliqué lors de son procès.

A l'été 2015, elle et son mari d'alors, l'Irakien Taha Al-Jumailly, ont acheté comme esclaves, parmi un groupe de prisonniers, une fillette de cinq ans et sa mère issues de la minorité yazidie.

Témoin clé des procès de Munich et Francfort, la mère survivante, qui vit désormais cachée en Allemagne, a livré à la barre le récit des sévices subis.

Après de nombreuses maltraitements, la petite fille avait été "punie" par le mari de Jennifer Wenisch pour avoir uriné sur un matelas, puis attachée, par des températures autour de 50°C, à une fenêtre à l'extérieur de la maison.

La fillette est morte de soif tandis que sa mère était contrainte de rester au service du couple.

En novembre 2021, Taha Al-Jumailly avait lui été condamné à la perpétuité par un tribunal de Francfort (ouest) pour "génocide, crime contre l'humanité ayant entraîné la mort, crimes de guerre et complicité de crimes de guerre" notamment.

Mercredi 30 août 2023

Iran : une journaliste arrêtée après une apparition tête nue en public

Téhéran, 30 août 2023 (AFP) — Une journaliste iranienne qui avait été libérée mi-août sous caution a été de nouveau arrêtée mercredi par les autorités pour ne pas avoir porté le voile en public, a rapporté un média local.

Depuis la Révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire pour les femmes, qui doivent dissimuler les cheveux dans les lieux publics. De plus en plus de femmes apparaissent cependant tête nue dans les grandes villes depuis un an.

Nazila Maroufian a été arrêtée

pour ne pas avoir porté de voile dans un lieu public et "publié ses photos sur les réseaux sociaux", a indiqué l'agence de presse Tasnim.

La journaliste avait déjà été interpellée à plusieurs reprises après avoir interviewé en octobre 2022 Amjad Amini, le père de Mahsa Amini. La mort en détention en septembre 2022 de cette jeune femme arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes, a déclenché des manifestations qui ont duré plusieurs mois.

Dans l'interview, Amjad Amini accusait les autorités d'avoir menti sur les circonstances de la mort de sa fille, en disant qu'elle était décédée des suites d'un problème de santé. La famille et des militants ont affirmé qu'elle avait reçu un coup à la tête durant sa garde à vue. Téhéran avait démenti de telles allégations.

Nazila Maroufian avait notamment été arrêtée une première fois en novembre 2022 puis relâchée, et avait indiqué en janvier avoir été condamnée à deux ans de prison avec un sursis pendant cinq ans pour "propagande contre le système"

et "diffusion de fausses nouvelles".

A sa sortie de prison le 13 août, à la suite d'une autre arrestation, elle avait publié une photo d'elle sans foulard sur les réseaux sociaux.

Basée à Téhéran, Nazila Maroufian est originaire de Saqez, la ville natale d'Amini, dans la province du Kurdistan (ouest).

Mercredi, les médias locaux ont par ailleurs fait état de l'ouverture la veille du procès de l'avocat de Mahsa Amini, Me Saleh Nikbakht, pour "propagande contre la République is-

Mercredi 30 août 2023

Iran : ouverture du procès de l'avocat de Mahsa Amini

Téhéran, 30 août 2023 (AFP) — Le procès de l'avocat de Mahsa Amini, la jeune Iranienne dont le décès avait déclenché un vaste mouvement de contestation en septembre 2022, s'est ouvert à Téhéran pour "propagande contre la République islamique", a indiqué mercredi un média local.

La première audience du procès de Me Saleh Nikbakht "s'est tenue mardi et l'accusation d'activité de propagande contre la République islamique lui a été

notifiée pour s'être entretenu avec des médias étrangers et locaux, notamment concernant l'affaire Mahsa Amini", a indiqué son avocat, Me Ali Rezaï, cité par le quotidien Etemad.

Ce procès débute près d'un an après le décès, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, arrêtée à 22 ans par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

L'avocat de Me Nikbakht, qui a comparu libre, a plaidé pour

son acquittement en affirmant que son client avait "seulement critiqué la gestion du pays par les autorités" dans ses interviews, selon Etemad.

S'il est condamné, Me Nikbakht risque une peine d'emprisonnement de trois mois à un an.

Fin septembre 2022, il avait indiqué que la famille Amini avait porté plainte contre les policiers ayant arrêté la jeune fille. Originaire de la province du Kurdistan (ouest), cet avocat a représenté au cours de sa

longue carrière nombreuses personnalités iraniens, comme le cinéaste Jafar Panahi libéré sous caution en février après sept mois de prison.

Des centaines de personnes parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité ont été tuées au cours des manifestations de la fin 2022. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par les pays occidentaux.

Mercredi 30 août 2023

Iran : la répression s'intensifie avant l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini

Paris, 30 août 2023 (AFP) — A l'approche du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, l'Iran multiplie les arrestations de personnalités, d'activistes et de proches des personnes tuées par les forces de sécurité durant les manifestations de l'an dernier, assurent des militants.

La mort en détention le 16 septembre 2022 de cette Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée pour une infraction présumée au code vestimentaire des femmes, avait déclenché des mois de manifestations hostiles au pouvoir.

Les manifestations ont brisé des tabous et touché aux fondements idéologiques de la République islamique instaurée en 1979: des slogans ont été scandés contre le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei,

et des femmes ont ouvertement défilé dans les rues sans foulard.

Depuis, les manifestations ont nettement décliné mis à part quelques actions sporadiques, en raison d'une répression qui a conduit à des milliers d'arrestations, selon l'ONU, et à des centaines de morts, selon des militants des droits humains.

Des activistes en exil affirment aujourd'hui que les autorités, craignant de nouvelles manifestations à l'occasion du premier anniversaire de la mort de la jeune femme, ont intensifié la répression.

Parmi les personnes arrêtées au cours de ce mois d'août, figure le célèbre chanteur Mehdi Yarrahi, auteur d'une chanson exhortant les femmes à retirer leur foulard.

Onze militantes des droits des femmes ont aussi été arrêtées dans la province de Gilan (nord), l'une des zones les plus touchées par les manifestations l'an dernier, selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) basée aux Etats-Unis.

Amnesty International affirme pour sa part que les familles des manifestants tués lors de la répression du mouvement ont été victimes d'"arrestations et détentions arbitraires" pour obtenir "le silence et l'impunité" sur le sort de leurs proches.

- "Cruauté sans limites" -

"Ces arrestations constituent une tentative flagrante des autorités iraniennes pour semer la peur au sein de la population à l'approche du prochain anniversaire (et) pour dissuader de nouvelles manifestations", a déclaré à l'AFP Hadi Ghaemi,

directeur exécutif du Center for Human Rights in Iran (CHRI), basé à New York.

Un rapport d'Amnesty indique que des familles de victimes de la répression ont fait l'objet d'interrogatoires abusifs, d'arrestations et de détentions arbitraires, de poursuites et de condamnations injustes ces derniers mois.

"La cruauté des autorités iraniennes ne connaît pas de limites", a déclaré Diana Eltahawy, directrice régionale adjointe d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, accusant les autorités iraniennes de "tentative sinistre de dissimuler leurs crimes".

Selon HRANA et l'ONG Hengaw, basée en Norvège, les forces de sécurité ont arrêté dimanche plusieurs proches, dont la mère, de Hananeh Kia, une femme de 22 ans abattue

par les forces de sécurité en septembre 2022 au début des manifestations.

- "Susciter la peur" -

Dans un rapport distinct, Amnesty a dénoncé le retour de la répression contre les femmes non voilées, avec patrouilles et caméras. Mais des images diffusées sur les réseaux sociaux témoignent que la désobéissance ne faiblit pas.

Pour sa part, l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a affirmé que 486 personnes avaient été exécutées en Iran cette année pour "susciter la peur dans la société et empêcher de nouvelles manifestations".

Alors que sept hommes ont été exécutés en lien avec les manifestations, provoquant un tollé international, la plupart des personnes pendues l'ont été officiellement pour trafic de drogue

et meurtre et sont des "victimes bon marché de la machine à tuer de la République islamique", a-t-elle ajouté.

Des arrestations ont également été signalées dans la région à majorité kurde de l'ouest de l'Iran d'où Amini était originaire et qui a été le théâtre des premières manifestations.

Selon Hengaw, Saro Mostajer, le frère de l'un des membres

de son conseil d'administration, Jila Mostajer, a été arrêté à Saqez, la ville natale d'Amini, et conduit vers une destination inconnue.

Hadi Ghaemi se dit de son côté préoccupé par le "silence de la communauté internationale", qui équivaut selon lui à "un feu vert donné à l'appareil sécuritaire pour qu'il continue à museler la société civile".

Jeudi 31 août 2023

Iran : décès d'un prisonnier en lien avec la contestation

Téhéran, 31 août 2023 (AFP) — Un détenu iranien, initialement condamné à mort pour son implication présumée dans les manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022, est décédé jeudi à l'hôpital, selon la justice.

Javad Rouhi, âgé d'une trentaine d'années, est mort à l'hôpital de Noshahr (nord) après avoir été victime "d'une crise d'épilepsie" tôt jeudi dans la prison de la ville, a annoncé l'agence judiciaire Mizan Online.

Le jeune homme avait été condamné à mort début janvier pour "corruption sur terre", "apostasie par profanation du Coran en le brûlant" et "destruction et incendie de biens publics".

Mais la Cour Suprême avait annulé en mai cette condamnation et ordonné un nouveau procès.

Javad Rouhi avait initialement été présenté par la justice comme "le meneur d'un groupe d'émeutiers" à Noshahr ayant "incité et encouragé les citoyens

à l'émeute", selon l'agence Mizan.

Amnesty International avait indiqué en janvier que Javad Rouhi avait été soumis, avec d'autres détenus, à des actes de torture après son arrestation.

Son décès intervient près d'un an après la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict en vi-

gueur dans la République islamique.

Des centaines de personnes parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité ont été tuées au cours des manifestations de la fin 2022.

Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par les pays occidentaux. Sept condamnés à mort ont été exécutés.